

2.2.4. LA REVOLUTION DE 1848 EN ALLEMAGNE.

- INTRODUCTION -

Comme nous l'avons vu dans notre N°18 (thèse 2.2.1. pp.27 à 35), la révolution de 1848 est la première révolution internationale où le prolétariat intervient de manière importante et cette révolution a développé simultanément plusieurs phases suivant les caractéristiques des aires géo-historiques où elle intervenait. Aujourd'hui, après la France, nous abordons l'Allemagne, épisode qui recèle des enseignements fondamentaux pour les révolutionnaires, et nous terminons le chapitre sur le chartisme, deuxième époque, 1842-1848. La diversité des conditions nationales du déclenchement de la révolution de 1848 fait que les différents aspects complémentaires du phénomène révolutionnaire se juxtaposent d'une nation à l'autre sans arriver à s'unifier, comme cela aurait eu lieu en cas de victoire internationale.

Si en Angleterre, qui connaît déjà la phase pleinement développée du mode de production capitaliste : phase de soumission réelle du travail au capital, c'est la **révolution sociale** qui s'impose, en France le prolétariat doit encore affronter le problème de la **forme politique** de l'Etat, et en Allemagne celui de la **dynamique** entre phase bourgeoise et phase prolétarienne de la révolution.

Dans l'inextricable enchevêtrement de nations, mini-Etats, formes de production etc...que forme l'Europe Centrale à cette époque, toute solution de la question Allemande (cf. chapitre 2.2.4.1.) entraîne forcément le bouleversement de toute l'aire, du Danemark à la Hongrie, et l'extension de la civilisation capitaliste à l'Est.

Dans cette perspective, l'Allemagne constitue un pivot de toute la politique du parti révolutionnaire. En effet la nécessaire destruction de l'influence prussienne et autrichienne que suppose l'unification de l'Allemagne sur la base du développement des forces productives modernes implique de s'attaquer au principal rempart de la réaction féodale en Europe : **la Russie**. Et dans cette guerre il aurait entraîné à sa suite non seulement des **nations** luttant pour leur indépendance (Pologne, Hongrie, Italie...) mais encore les **prolétaires** des nations plus développées, notamment en Angleterre, qui auraient du briser par la force l'alliance de leurs gouvernements avec l'absolutisme russe.

"Aucune révolution ne vaincra définitivement en Europe Occidentale aussi longtemps qu'à côté d'elle existera l'Etat russe actuel. Mais l'Allemagne est son plus proche voisin, et c'est l'Allemagne qui subira le premier heurt des armées russes contre-révolutionnaires. La chute de l'Etat russe, la dissolution de l'Empire russe est une des premières conditions de la victoire du prolétariat allemand."

*"L'Empire russe tel qu'il existe constitue le dernier grand rempart de la réaction ouest-européenne. 1848 et 1849 l'ont montré de façon frappante. Parceque l'Allemagne négligea de pousser le Pologne à l'insurrection et faire la guerre au Tsar russe (comme l'avait réclamé dès le début, la **Neue Rheinische Zeitung**), ce même Tsar put en 1849 abattre la révolution bourgeoise qui était parvenue*

jusqu'aux portes de Vienne, et faire passer en jugement, à Varsovie, l'Autriche, la Prusse et les petits états allemands et rétablir le vieux Bundestag."

(Engels. Avertissement à "De la question sociale en Russie")

Ainsi l'étude de la révolution allemande de 1848 nous fournit de précieux enseignements sur le caractère international de la révolution et la dynamique que peuvent incarner à certaines époques certains pays placés aux confluent de différentes aires historico-sociales.

De même, l'histoire du déroulement de la révolution en Allemagne (cf. chap 2.2.4.2.) confirme les conclusions qui ont déjà été tirées à propos de la France sur le rapport entre les différentes classes de la société moderne. De Mars 1848 à Mai 1849, on peut distinguer les phases suivantes:

- **Mars 1848**: Toutes les classes de la société sont unies contre la noblesse féodale et la bureaucratie : grande bourgeoisie libérale, petite-bourgeoisie, prolétariat, momentanément leurs intérêts convergent contre la monarchie.

- **De Mars à Septembre 1848** : La Haute bourgeoisie (banquiers etc...) avant tout par crainte du prolétariat, pratique "l'entente", c'est-à-dire qu'elle pactise avec la monarchie pour aboutir à quelques réformes garantissant son pouvoir mais bloquant le processus révolutionnaire. A elle s'opposent donc désormais les couches inférieures de la bourgeoisie démocrate (juristes, professeurs), la petite-bourgeoisie et le prolétariat.

- **De Septembre 1848 à Mars 1849** : L'ensemble de la bourgeoisie s'unit à la réaction féodale pour bloquer le cours révolutionnaire et écraser le prolétariat dont la vigueur a crû avec le mouvement révolutionnaire lui-même. La petite-bourgeoisie continue à s'affirmer révolutionnaire et prête à engager le combat pour défendre ses idéaux.

- **De Mars à Mai 1849** : Insurrection de la petite-bourgeoisie et du prolétariat contre la monarchie et la bourgeoisie coalisées. Trahison de la part de la petite-bourgeoisie. Le prolétariat trop faible succombe.

Ainsi, tout comme en France, tout comme auparavant en Angleterre (cf. Thèse 2.2.3.2.18. in N°18 p.83), toutes les classes de la société se succèdent l'une après l'autre sur le devant de la scène et se déconsidèrent d'un point de vue révolutionnaire jusqu'à ne plus laisser que le prolétariat en face d'une responsabilité énorme : celle d'assumer toutes les tâches (y compris les tâches bourgeoises qui n'ont pas encore été accomplies) du bouleversement révolutionnaire de la société.

La remarquable analyse de ce fait historique qui se reproduit avec toute la régularité d'un phénomène scientifique, effectuée dans des ouvrages comme "Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte" ou "Révolution et contre-révolution en Allemagne" (ou à chaud dans "La Nouvelle Gazette Rhénane") fait à ce point partie du patrimoine historique du parti du prolétariat que c'est elle qui a inspiré la politique de ce parti en Russie en 1917. En Russie on savait (cf. infra thèse), armé de toute la certitude historique du parti que la bourgeoisie était incapable d'assurer son rôle historique et que le prolétariat avait à assurer la victoire d'une double révolution, bourgeoise et prolétarienne.

Nous analysons plus loin (cf. chapitre 2.2.4.3.) la tactique du parti communiste en Allemagne et à l'échelle européenne en 1848-49 et rappelons les enseignements qui doivent en être tirés sur des notions essentielles comme celle de constitution du prolétariat en parti politique distinct, ou de succession des phases de révolution et contre-révolution, ou encore l'attitude des communistes dans les phases de contre-

révolution. En revenant sans cesse aux sources de son histoire, le mouvement communiste renforce les certitudes théoriques qui lui permettent aujourd'hui, alors que la phase de contre-révolution s'éternise, de ne tomber ni dans le fatalisme ni dans un volontarisme immédiatiste, mais de se renforcer lui-même en se consacrant d'arrache-pied au travail essentiel qu'il doit accomplir aujourd'hui : la restauration du programme communiste en prévision des futures batailles décisives entre prolétariat et bourgeoisie.

* * *

2.2.4.1. Les racines historiques du problème national allemand.

2.2.4.1.1. Alors que la révolution de 1848 en Allemagne aurait dû avoir pour résultat l'achèvement de la formation nationale, la centralisation du pays et le dépassement de son morcellement, elle tomba précisément victime de ces "maux allemands" : absence de grand centre historique servant de capitale, éparpillement des forces révolutionnaires, manque d'unité à l'échelle nationale etc. Or ces maux, comme nous l'avons brièvement souligné dans le N°16 à propos de la Guerre des paysans de 1525 possédaient des racines historiques très anciennes, et leurs effets ont d'ailleurs perduré bien après 1848 puisqu'encore dans les années 1920 l'unification nationale du mouvement ouvrier a été entravée par la tradition fédéraliste et que la révolution a de nouveau été battue, militairement, état par état, tout comme en 1525 ou en 1848.

Ce chapitre n'a pas la prétention de résumer l'histoire de l'Allemagne, mais de souligner un élément-clé pour la compréhension du retard de la révolution (aussi bien bourgeoise que prolétarienne) dans ce pays : la faiblesse de l'Etat national.

Engels a montré dans "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat" comment les barbares germains régénèrent l'Occident romain en pleine décadence, grâce à la vitalité de leur organisation "gentilice" c'est-à-dire basée sur la communauté de sang (gens) (cf. CouC N°5). La rencontre des antiques institutions communales germaniques avec les restes de la propriété privée romaine produisit une nouvelle forme de rapports de propriété qui allait fournir la trame de tout le moyen-âge européen : la coexistence des petites tenures paysannes avec le grand domaine seigneurial et les terres communes villageoises (pâturages, forêts, étangs etc.) Dans le contexte historique de l'époque, un tel système était voué au morcellement et à la fragmentation car les alliances politiques et militaires impliquaient la répartition des domaines, l'attribution de terres en cadeau etc. Ainsi, au fur et à mesure qu'un seigneur accroissait son domaine, par la conquête ou le pillage, il le dilapidait d'un autre côté pour s'assurer l'appui d'autres seigneurs moins puissants.

2.2.4.1.2. Les souverains carolingiens (8^e siècle) favorisèrent systématiquement la vassalisation, sans voir qu'ainsi ils entraînaient un morcellement fatal à la puissance du pouvoir d'Etat, qu'ils essayèrent à leur tour d'enrayer en favorisant l'installation des comtes comme fonctionnaires royaux. Ceci n'empêcha pas une fusion des comtes et des seigneurs au sein de l'aristocratie et l'extension du système du bénéfice, ancêtre du fief, selon lequel une terre était cédée en usufruit à un vassal contre son allégeance militaire. A l'issue de ces bouleversements, toute la population libre (paysans ou guerriers) ne possédait plus d'autre solution pour subsister que de se "recommander" aux puissants, c'est-à-dire de faire un serment d'allégeance à un seigneur qui recevait un impôt en travail ou en nature, à charge pour lui d'assurer la protection de ceux qui travaillaient pour lui. En général le paysan remettait ainsi sa terre entre les mains d'un seigneur et continuait à la cultiver, partie pour lui-même, partie pour le seigneur, mais sans en conserver la propriété. Ce système de "fief" (feodum) caractérise cette forme de production que l'on a appelée "féodale"

Le total morcellement des unités de production qui caractérise le féodalisme est le résultat d'un processus qui a duré plusieurs siècles. Il a d'abord fallu que la propriété de groupe se mue en propriété privée (fruit de la conquête) puis que cette propriété privée prenne la forme caractéristique du fief.

2.2.4.1.3. Dialectiquement, c'est l'extrême morcellement auquel était arrivée la société féodale qui a permis par la suite, que ce mouvement centrifuge s'inverse et que se développe lentement un mouvement de centralisation sous l'égide de la royauté. Le conflit entre l'aristocratie et la royauté se résoud dans un premier temps au détriment de cette dernière, les princes s'émancipent de la tutelle de l'autorité royale. Seulement le risque était que cette autonomisation des pouvoirs redescende toute l'échelle sociale et entraîne à son tour la sécession des barons etc. Le pouvoir local des princes et des ducs ne pouvait se fonder durablement que comme expression, au sein d'une pyramide hiérarchique, d'un pouvoir supérieur.

"La réunion de pays d'une certaine étendue en royaumes féodaux était un besoin pour la noblesse terrienne comme pour les villes. De ce fait, l'organisation de la classe dominante, c'est-à-dire de la noblesse eut partout un monarque à sa tête."
"Marx-Engels. "L'Idéologie Allemande" Es p.49)

Ainsi les princes acceptèrent à nouveau de se soumettre en vasselage au roi, qui au départ est un seigneur comme les autres, possédant un plus grand domaine. A partir de ce moment-là, la plus ou moins forte puissance de la royauté, suivant les aires géographiques, dépend de toute une série de conditions spécifiques qui varient suivant les temps et les lieux.

2.2.4.1.4. A la mort de Charlemagne, l'Empire Carolingien fut partagé (par le traité de Verdun de 843) en 3 parties. L'une à l'Ouest forme la base de ce qui est aujourd'hui la France, une autre à l'Est, préfigurait l'Allemagne, enfin troisième, au milieu, véritable aberration géographique et historique constituait un long couloir descendant de la Mer du Nord à l'Italie, qu'on appelait la **Lotharingie**, du nom de Lothaire, l'un des trois fils de Charlemagne à qui cet état fut attribué. Non viable, il finit par être partagé en 925 entre la France et ce qui allait devenir le Saint-Empire Romain Germanique.

2.2.4.1.5. En France le mouvement de féodalisation fut achevé à peu près vers l'an mille, et l'essor de la royauté se situe aux environs du 12^e siècle. A l'inverse en Allemagne la féodalisation ne fut jamais achevée, sans doute parce que l'organisation sociale conservait encore une forte base clanique sur laquelle se greffait le pouvoir de l'aristocratie. Ainsi, au-dessus des princes demeurés puissants planait un Empereur dont le pouvoir allait devenir progressivement toujours plus symbolique. N'ayant pas subi jusqu'à son terme le morcellement total du pouvoir politique, l'Allemagne n'a pas connu l'éclipse de l'Etat du 10-11^e siècle et celui-ci a perduré sous sa pire forme historique : comme la volonté de continuation du grand Empire de Charlemagne qui avait été une construction adéquate en son temps, mais qui s'était totalement effondrée. C'est ainsi que se forgea la construction absurde du **"Saint Empire Romain Germanique"** qui faisait du souverain allemand l'Empereur de toute la chrétienté, régnant sur un immense territoire englobant l'Allemagne, l'Autriche, certaines marches slaves, l'Italie du Nord etc.

Pendant des siècles les souverains allemands ont donc dû s'occuper d'affaires qui n'avaient rien à voir avec la construction nationale allemande et toute leur politique s'est faite...en Italie, empêchant du même coup ce pays d'atteindre lui aussi l'unité politique.

"Après la période héroïque de la grande migration des peuples du IV^e siècle et la conquête de l'Empire Romain par les barbares germains, l'Allemagne, vidée de sa substance, se mit à décliner. L'Empire Germanique ne fut restauré que par Charlemagne à partir de la France dont elle ne fut coupée qu'imparfaitement, par le traité de Verdun (843). Ainsi s'introduisit en Allemagne la fatale idée du Saint-Empire Romain germanique, que les empereurs Otton remirent à l'ordre du jour, alors qu'ils auraient dû centraliser l'Allemagne,

qui ne formait pas un complexe national, puisqu'elle détenait des territoires français et slaves, considérait l'Italie comme lui appartenant et voyait son centre dans Rome. Cette politique, plus étrangère et expansionniste qu'allemande et intégrationniste, fut poursuivie par les Hohenstaufen, qui pillèrent les villes italiennes. Elle aboutit à l'inter-règne du 13^e siècle, où l'Allemagne n'eut plus d'Empereur du tout; par la suite l'institution tomba en décadence, même lorsqu'elle fut rétablie."

(Engels. Notes préparatoires à la Guerre des Paysans. in : Ecrits militaires)

2.2.4.1.6. Dès le départ donc, la construction nationale allemande a pris un retard considérable sur celles française et anglaise, et surtout elle s'est fourvoyée dans la direction d'un cycle sans fin de guerres à l'extérieur où s'épuisait l'énergie politique de la nation sans bénéficier aucunement à celle-ci. Au début du 11^e siècle les campagnes des empereurs Otton pour conquérir l'Italie entraînèrent dans ce pays une série de guerres intestines opposant les familles **Guelfes**, partisans du Pape et opposés à l'Empereur, et **Gibelins**.

"L'Allemagne se maintint tant bien que mal au même niveau que les autres pays d'Europe Occidentale; mais la puissance de l'Empereur, gaspillée à l'étranger, fit défaut à l'intérieur, si bien que la décomposition féodale et l'essor des villes eurent ici un effet décentralisateur, contre lequel partout ailleurs la monarchie absolue sut réagir, en maintenant l'unité nationale contre les tendances centrifuges de la société.

Le facteur de violence politique de la monarchie centralisatrice vint donc à manquer à l'Allemagne qui aurait pu être unifiée plus tôt qu'ailleurs, si la dignité d'Empereur romain (et la prétention à la domination mondiale que lui suggérait le fait qu'il croyait être le successeur de Rome) n'avait empêché la formation d'un Etat national allemand et n'avait fait gaspiller les forces dans les expéditions italiennes (où l'Autriche perdra ses forces jusqu'à ce jour). Dans ces conditions, l'Empereur continuait d'être éligible (comme les premiers rois francs !), ce qui empêcha que la nation se confondit avec une maison royale : au 15^e siècle notamment, on changea de dynastie aux moments décisifs, sitôt que les princes se sentaient menacés."

(Idem)

C'est dans ce contexte qu'eut lieu la guerre des paysans. Si les paysans, alliés à la bourgeoisie des villes avaient été vainqueurs contre les princes, l'Allemagne aurait alors connu la première révolution bourgeoise victorieuse et tout le cours historique ultérieur aurait été bouleversé. Mais les différents intérêts de classe à l'oeuvre en Allemagne permirent que la contre-révolution s'effectuât au profit des princes et au détriment, non seulement des paysans, mais aussi des bourgeois eux-mêmes qui s'étaient chargés d'écraser l'insurrection paysanne. C'est donc l'élément féodal, anti-centralisateur qui l'emporta.

"Nous avons déjà vu, au début de cet ouvrage, comment l'insuffisance du développement industriel, commercial et agricole de l'Allemagne rendait impossible toute centralisation des Allemands en nation, comme elle n'avait permis qu'une centralisation locale et provinciale, et comment, par conséquent, les représentants de cette centralisation à l'intérieur du morcellement, les princes, constituaient le seul ordre qui devait profiter de toute modification des relations sociales et politiques existantes. Le degré de développement de l'Allemagne de l'époque était tellement bas et d'autre part si inégal dans les diverses provinces, qu'à côté

des principautés séculières pouvaient encore exister des principautés ecclésiastiques, des républiques citadines et des comtes et des barons souverains. Mais il tendait en même temps, quoique très lentement, très mollement, à une centralisation **provinciale**, c'est-à-dire à la subordination aux princes et aux ordres d'Empire qui subsistaient encore. C'est pourquoi seuls les princes pouvaient tirer un bénéfice quelconque de la Guerre des Paysans. C'est aussi ce qui se produisit. Ils en tirèrent un avantage non seulement relatif, du fait que leurs concurrents, le clergé, la noblesse et les villes en sortirent affaiblis, mais aussi absolu, en ce sens qu'ils remportèrent les dépouilles opimes de tous les autres ordres. Les biens ecclésiastiques furent sécularisés à leur profit. Une partie de la noblesse, à demi ou complètement ruinée, dut se soumettre peu à peu à leur domination. L'argent des rançons imposées aux villes et aux communautés paysannes afflua dans les caisses de leur fisc qui d'ailleurs, par suite de la suppression de tant de privilèges municipaux, acquit une plus grande liberté de mouvement pour ses chères opérations financières."

(Engels. *La Guerre des Paysans en Allemagne*. ES p.164)

2.2.4.1.7. Ainsi se trouva renforcée l'organisation spécifique de l'Allemagne : une collection d'Etats, juxtaposés les uns aux autres où coexistaient aussi bien des grandes provinces que de minuscules principautés, des domaines religieux, des villes etc. formant un mélange totalement enchevêtré d'où nul projet centralisateur ne pouvait sortir. De plus, à la suite de la Réforme, l'Allemagne connaissait également une division sur le plan **religieux** entre un Nord protestant et un Sud catholique ce qui n'allait pas manquer d'entraîner, au cours des siècles à venir, de nombreuses guerres intestines renforçant à leur tour le manque d'unité du pays.

Dans ces conditions, et avec le développement de la puissance d'autres nations dans le commerce mondial (Angleterre, Pays-Bas...) qui amenèrent le déclin des grands ports et du commerce allemand, l'Allemagne devint la proie d'intérêts étrangers (Suède, France) et fut ravagée par des conflits sans fin. A titre d'exemple, la **Guerre de Trente Ans** (1618-1648) vit l'Allemagne perdre le tiers de sa population, qui fut ramenée de 30 à 20 millions d'habitants. Le territoire impérial, dévasté, fut amputé au profit de la France (Alsace, Metz, Toul, Verdun) de la Suède (Poméranie, Stettin, Brême) de la Suisse et de la Hollande qui devinrent des nations indépendantes.

Toute cette évolution eut des conséquences fondamentales sur l'évolution économique de l'Allemagne, car l'Etat joue un rôle important dans l'essor du mode de production capitaliste au cours de la phase de soumission formelle du travail au capital (manufactures d'Etat par exemple en France) et constitue un levier pour l'émergence d'une bourgeoisie forte et dynamique. C'est vers cette époque (18^e siècle) que l'Allemagne commença son développement **philosophique**, c'est-à-dire que privée de tout autre moyen d'action, la bourgeoisie poursuivit son évolution sur le mode de la pensée.

Au sein de la myriade d'Etats (environ 360) qui composaient l'Allemagne d'alors, deux d'entre eux avaient acquis une puissance importante et jouaient un rôle prépondérant : la Prusse et l'Autriche. Mais comme le souligne Engels, ces deux états étaient nés comme des colonisations allemandes en terre slave et ne pouvaient agir en Allemagne que de l'extérieur, en s'appuyant sur des forces étrangères (Hongrie pour l'Autriche, Russie pour la Prusse). D'autre part la rivalité constante entre l'Autriche et la Prusse pour la domination de l'Allemagne contribua à retarder et entraver l'unité allemande.

2.2.4.1.8. Un premier progrès de l'unité allemande fut occasionné par les guerres napoléoniennes. Marx et Engels ont souligné (cf. *La Sainte Famille*) que la terreur dans la révolution française se justifiait par l'agression dont celle-ci était victime de la part des puissances européennes coalisées. Dès que la sécurité fut revenue aux frontières (victoire de Fleurus 1794) celle-ci devint superflue et se retourna contre les éléments plébéiens et communistes de la conjuration des égaux de Babeuf. Mais une fois accomplie la contre-révolution de 1794-95, l'épopée Napoléonienne eut pour vertu de ranimer la flamme révolutionnaire et se présenta, par ses guerres à l'étranger, comme la continuation de la terreur révolutionnaire sur la société bourgeoise :

"Napoléon ne fut pas pour l'Allemagne le despote arbitraire que ses ennemis se plaisent à évoquer, Napoléon fut en Allemagne le représentant de la révolution, le propagateur de ses principes, le destructeur de la vieille société féodale. Il procéda naturellement en despote, mais les députés de la Convention eussent été deux fois plus despotiques encore, et ils le furent effectivement partout où ils se manifestèrent. Quoiqu'il en soit, Napoléon était deux fois moins despotique que les traditionnels princes et nobles qu'il envoya à la mendicité.

Le règne de la terreur ayant fait son oeuvre en France, Napoléon l'appliqua aux autres pays en leur faisant la guerre. Or, l'Allemagne avait un besoin urgent d'un tel règne de terreur."
(Engels. Lettre au rédacteur de "The Northern Star" 25.Oct.1845)

Napoléon accomplit la Terreur en remplaçant la révolution permanente par la guerre permanente" selon les termes de "La Sainte Famille". Mais si du point de vue français la terreur avait besoin de s'exporter, cela ne signifiait pas que Napoléon avait intérêt à révolutionner de fond en comble l'Allemagne. Sa politique était en même temps "impérialiste", visant à ouvrir le marché allemand aux produits français et à battre en brèche la concurrence anglaise. Tout en se livrant à des simplifications administratives (le nombre d'Etats fut ramené à une trentaine) et en adaptant à l'Allemagne du Sud notamment, les institutions démocratiques bourgeoises françaises (Code civil, constitution...) Napoléon s'appuyait sur les souverains locaux. La politique expansionniste napoléonienne ne pouvait avoir pour but de favoriser l'émergence d'une nation concurrente. Les remaniements opérés par les français concernent surtout l'Allemagne du Sud, visant à affaiblir la Prusse et l'Autriche, mais en même temps laissant subsister dans ces deux Etats les régimes de monarchie absolue basés sur de forts résidus du féodalisme.

"Pour un esprit averti, les motifs en sont apparents. Si Napoléon était resté le vainqueur en Allemagne, il aurait, en appliquant sa formule énergique et bien connue, écarté au moins trois douzaines de souverains, pères bien-aimés de leurs peuples. La législation et l'administration françaises auraient créé une base solide pour l'unité allemande et nous aurions épargné trente-trois ans de honte et la tyrannie de la Diète fédérale, naturellement si estimée par M. Nesselrode. Il aurait suffi de quelques décrets de Napoléon pour anéantir complètement tout ce fatras moyen-âgeux, ces corvées et ces dîmes, ces exemptions et ces privilèges, l'ensemble de cette exploitation féodale et de cette organisation patriarcale avec lesquelles actuellement encore nous devons nous colleter aux quatre coins de nos patries. Le reste de l'Allemagne se trouverait depuis longtemps au stade atteint par la rive gauche du Rhin peu après la première révolution française; nous n'aurions plus actuellement ni grands de l'Uckermark, ni Vendée poméranienne, et nous n'aurions plus besoin de respirer l'air méphitique des marais" historiques" du "Saint Empire Romain Germanique."

"Nouvelle Gazette Rhénane T.1. p.362"

La défaite finale de Napoléon en 1815 fournit à l'Autriche et à la Prusse, vainqueurs avec la Russie et l'Angleterre, l'occasion de rétablir leur main-mise sur l'ensemble des territoires allemands.

La **Confédération Germanique** de 1815 (voir carte) regroupe 39 Etats dans la même entité politique mais celle-ci ne se dote d'aucun pouvoir central, d'aucune institution commune. La Diète (Parlement) qui siège à Francfort est une assemblée de délégués des princes, non de députés élus au suffrage universel. L'Autriche contre-révolutionnaire en assure la présidence et **Franz Mehring** caractérisait ainsi cette confédération :

"La Confédération Germanique était une injure à l'unité nationale; impuissant et méprisé, objet de raillerie à l'intérieur comme à l'étranger, le Bundestag (la Diète Confédérale) végétait à Francfort seulement pour servir de sbire à la disposition de tous les princes contre le peuple."

(Franz Mehring, Histoire de la social-démocratie allemande. Editori Riuniti. Tome 1 p.39)

De plus, les deux principales puissances de cette Confédération : la Prusse et l'Autriche n'y entraient pas entièrement. Les territoires non germaniques sur lesquels elles régnaient restaient en dehors. La Prusse tenait sous sa coupe une partie de la Pologne (Posnanie) d'avant 1772, et l'empire Autrichien régnait sur les hongrois, des peuples Slaves du Sud, l'Italie du Nord et également une partie de la Pologne. Par conséquent l'unification nationale allemande aurait eu pour double effet d'intégrer les territoires allemands de la Prusse et de l'Autriche à un ensemble national cohérent, et par contre-coup de libérer les nationalités dominées. Inversement (mais cela fait partie d'un seul et même mouvement) toute émancipation nationale de la part de ces nationalités aurait, en affaiblissant la Prusse et l'Autriche, favorisé la solution nationale allemande. D'où le fait que chacune de ces deux puissances proposait sa solution au problème national allemand : la Prusse en dessinant déjà l'unification de l'Allemagne sous sa propre égide; l'Autriche en combattant de toutes ses forces toute velléité d'émancipation nationale quelle qu'elle soit.

2.2.4.1.9. Par son statut d'Empire multinational, l'Autriche était un pays particulièrement vulnérable au mouvement des nationalités, qui la menaçait dans son existence même. C'est pourquoi la doctrine de Metternich, qui haïssait le nationalisme, prévoyait d'utiliser les unes contre les autres toutes les nationalités qui formaient l'ensemble autrichien, mais devait même veiller à ce que nul mouvement démocratique national bourgeois ne puisse vaincre même à l'extérieur, ce qui par contre-coup aurait entraîné des troubles à l'intérieur. De ce fait l'Autriche tirait sa vocation à défendre le morcellement allemand et à soutenir les princes, agents de la division allemande. L'Autriche devait surtout veiller à ce que l'autre géant allemand, la Prusse, ne soit pas un agent d'unification de l'Allemagne qui aurait battu en brèche la suprématie autrichienne. C'est pourquoi lorsque la Prusse connut dans les années 1820-1830 le début d'un mouvement constitutionnaliste bourgeois, l'Autriche s'y opposa de toutes ses forces et fit de la Prusse son alliée dans son entreprise réactionnaire.

La doctrine **Metternich** de l'équilibre entre les nations s'étendait également aux classes sociales que l'on voulait faire coexister sans heurts au sein d'un même ensemble dont le garant était le monarque. C'est pourquoi la construction européenne de 1815 se présente comme une alliance des têtes couronnées, ayant la velléité de contrôler le déroulement historique, sans à coups et sans révolution. Ainsi, "fidèle à l'éternel principe des monarchies absolues", le gouvernement Metternich s'appuie "alternativement sur deux classes, les propriétaires fonciers féodaux et les gros agitateurs capitalistes."(Engels).

"C'est dans cette situation que Metternich réussit son coup de maître. Faisant une exception pour les barons féodaux les plus puissants, il retira à la noblesse toute influence sur la direction de l'Etat. En gagnant à sa cause les plus puissants barons de la finance - il ne pouvait faire autrement, les finances l'y obligeaient - il priva la haute bourgeoisie de sa force. S'appuyant sur la haute féodalité et la haute finance, ainsi que sur la bureaucratie et l'armée, il réalisa plus parfaitement que tous ses rivaux l'idéal de la monarchie absolue. Il tenait en lisière les bourgeois et les paysans de chaque nation grâce à la noblesse de cette nation et aux paysans des autres nations, il tenait en lisière la noblesse de chaque nation grâce à la peur qu'elle avait des bourgeois et des paysans. Les différents intérêts de classes, l'étroitesse d'esprit nationale et les préjugés locaux, quelle que fût leur complexité, se tenaient réciproquement et complètement en échec et permettaient à ce vieux farceur de Metternich une très grande liberté d'action."

(*"Nouvelle Gazette Rhénane" t.2 p.302*)

De plus ce pouvoir s'appuyait sur une armée et une bureaucratie à toute épreuve. Les fonctionnaires autrichiens, dit Engels forment une "race à part", ils n'appartiennent à aucune des nationalités dominées par l'Autriche en particulier "ils n'ont pas de nationalité, ou, pour mieux dire, ils forment à eux seuls la véritable nation autrichienne."(Engels. "Révolution et contre-révolution en Allemagne". P.47)

Cette farouche volonté de se maintenir à l'écart de l'histoire, et le fait qu'aucune force réelle ne venait ébranler cet édifice, avait fini par forger une société complètement bloquée, figée, où les rapports sociaux étaient encore largement hérités du féodalisme. Le développement de la bourgeoisie commerçante et industrielle était trop lent et les petits commerçants étaient insérés dans tout un système étroit de guildes, de corporations etc...

Quant aux paysans et ouvriers ils étaient considérés comme une simple matière imposable, ne disposaient d'aucun droit politique et étaient entièrement soumis à l'arbitraire des seigneurs, patrons etc...

Pour achever de maintenir cette société dans son immobilisme, une étroite censure régnait, interdisant tout développement de la presse, de l'Université, de la littérature, bref de la vie intellectuelle en général, par où auraient pu pénétrer les principes modernes de la société bourgeoise.

Néanmoins, aucune politique volontariste ne peut figer longtemps le cours du développement historique. Et sur la base d'un très timide développement économique (introduction de la machine à vapeur, construction de voies ferrées etc...) se développa une certaine opposition, à partir de l'Allemagne, dans les années 1843-44.

"Et ainsi, vers la fin de 1847, l'Autriche était en proie, bien qu'à un degré moindre, à l'agitation politique et politico-religieuse qui travaillait alors toute l'Allemagne; et si cette agitation s'y faisait avec moins de bruit, elle y trouvait néanmoins assez d'éléments révolutionnaires sur lesquels elle pouvait agir. C'était le paysan, serf ou tenancier féodal, accablé, écrasé par les exactions du seigneur ou du gouvernement; c'était l'ouvrier de fabrique, forcé par le bâton de l'agent de police à travailler aux conditions qu'il plaisait au patron de lui imposer; c'était le compagnon ouvrier, que les lois corporatives excluaient de la possibilité d'acquiescer quelque indépendance dans son état; c'était le commerçant, se heurtant à chaque pas, dans ses affaires, à des

règlements absurdes; c'était le manufacturier toujours en conflit avec les corporations jalouses de leurs privilèges ou les fonctionnaires indiscrets et rapaces; c'étaient le maître d'école, le savant, le fonctionnaire le plus instruit, luttant en vain contre un clergé ignorant et présomptueux ou des chefs stupides et despotiques. Bref, pas une classe qui fut satisfaite; car les petites concessions auxquelles le gouvernement était forcé de temps à autre n'étaient point faites aux frais du gouvernement, le Trésor n'en ayant pas les moyens, mais aux dépens de la haute aristocratie et du clergé; et quant aux gros banquiers et aux détenteurs de fonds, les derniers événements d'Italie, l'opposition croissante de la Diète hongroise, l'esprit inaccoutumé de mécontentement et les demandes de réformes qui se manifestaient dans tout l'Empire, n'étaient pas de nature à renforcer leur foi en la solidité et la solvabilité de l'Empire autrichien."

(Engels . Révolution et Contre-révolution en Allemagne. P.54 Ed.Costes)

Par rapport à la fixité et à l'absence d'évolution de l'Autriche (mais qui pesait de tout son poids sur l'ensemble de l'Allemagne), le reste des territoires allemands connus de 1815 à 1848 plusieurs velleités de réformes et, parallèlement de timides tentatives d'unification.

2.2.4.1.10. La Prusse avait manifesté, sous le contre-coup de l'invasion Napoléonienne une certaine tendance à l'unification de la nation, mais paradoxalement le moteur de ce mouvement était la contre-révolution puisqu'il s'agissait de lutter pour maintenir les cadres figés de l'ancienne société que l'invasion française menaçait de détruire, au moins en partie. Marx et Engels ont toujours signalé, et nous y reviendrons au cours de ce travail, que le peuple allemand a souvent eu au cours de son histoire une attitude contre-révolutionnaire et que la révolution de 1848 constituait une magnifique occasion (hélas manquée) de se racheter, en rompant une fois pour toutes avec la politique des princes.

Ainsi lorsqu'en Juin 1848, les ouvriers Berlinoïses s'emparèrent de l'arsenal et au passage saccagèrent les symboles guerriers (drapeaux, insignes etc.) qui y étaient rassemblés, à la grande indignation des parlementaires bourgeois, ils s'écrient :

"Le peuple de Berlin a renié les guerres de libération en piétinant les drapeaux conquis à Leipzig (1813 NDR) et à Waterloo (1815 NDR). Le premier acte qui s'impose aux Allemands en révolution est de rompre avec leur déshonorant passé tout entier."
(Nouvelle Gazette Rhénane .T.1 P.126 ES)

Mais, même contre-révolutionnaires par leur contenu, les "guerres de libération" de 1813 risquaient par leur forme de mettre en péril la domination de l'absolutisme prussien. Leur ressort était en effet la levée en masses et la guerre populaire que théoriserent "comme il sied à une nation de penseurs"(Engels) des stratèges allemands comme Gneisenau. Le problème était que le roi de Prusse n'avait aucune envie de voir les masses jouer un rôle historique quelconque, fût-ce dans un but de conservation, et craignait les risques de débordement. La guerre eut donc finalement lieu sous sa forme classique, avec l'appui de l'Autriche et de la Russie.

De 1815 à 1848, l'Allemagne fut le théâtre d'un certain nombre de mouvements bourgeois, mais aucun n'eut un caractère révolutionnaire marqué. Dans les années 1820 les milieux universitaires se lancèrent dans une agitation nationaliste dont les thèmes, développés par le romantisme exaltent la vieille Allemagne, les anciennes coutumes germaniques etc. Encore une fois c'est de manière réactionnaire, sous la forme travestie de l'exaltation de "l'âme allemande" etc. que se manifestait l'inéluctable poussée vers l'unification de l'Etat bourgeois. C'est l'absence de base matérielle moderne développée qui donne au nationalisme allemand son caractère

étriqué et réactionnaire. L'Allemagne connut également, comme tous les Etats européens, une poussée révolutionnaire en 1830; mais celle-ci fut loin d'avoir les mêmes conséquences qu'en France par exemple. Cette poussée fut notamment inapte à favoriser le développement d'un mouvement libéral bourgeois et préfigure déjà les limites que le mouvement révolutionnaire allait rencontrer en 1848.

2.2.4.1.11. L'impuissance de l'Allemagne à réaliser sa révolution démocratique bourgeoise reposait sur l'inexistence d'une forte bourgeoisie qui comme en Angleterre et en France put faire preuve de hardiesse révolutionnaire. En même temps l'Allemagne ne possédait pas encore, comme la Russie du début du XX^e siècle un prolétariat déjà suffisamment développé pour se substituer **politiquement** à une bourgeoisie déliquescence. Mais cette faiblesse reposait elle-même sur la profonde arriération économique et le très faible développement des forces productives en Allemagne. Le blocus continental imposé par Napoléon avait favorisé un certain développement économique. Mais malgré cela l'Allemagne, dont l'industrie traditionnelle avait été ruinée par les guerres et la concurrence internationale restait très loin derrière la France et surtout l'Angleterre. Le développement capitaliste était pratiquement insignifiant si on le compare à celui du berceau du MPC : l'Angleterre. En 1845, la production d'acier représente la moitié de celle de la France, et 1/10^e de celle de l'Angleterre. L'Allemagne ne possédait que 419 machines à vapeur en 1837 et 1454 en 1849. 72% de la population vivait encore des revenus de la terre. La consommation de coton brut par habitant et par an représentait 0,9 kg contre 1,5 kg en France, celle de houille 110 kg contre 130 kg en France. Le développement industriel était concentré en Saxe et dans quelques régions prussiennes. L'Allemagne n'en était donc encore qu'au début du développement des conditions matérielles de la société moderne. En 1848 encore, Marx souligne les survivances de l'économie féodale :

"Quand on lit ce mémoire, on se demande pourquoi une guerre des paysans n'a pas éclaté depuis longtemps dans les provinces de la vieille Prusse. Quel fatras de corvées, de dîmes, de livraisons, quel bric-à-brac de noms moyen-âgeux, l'un plus extravagant que l'autre! Suzeraineté, cas de décès, mainmorte, mortaille, dime de bétail, droit d'aubaine, dime de Walpurgis, arrérage des abeilles, rente sur la cire, droit des prairies, dîmes, droits de tenure, rentes complémentaires, tout cela a subsisté jusqu'à nos jours dans l'Etat " le mieux administré du monde", et cela aurait subsisté jusqu'à la consommation des siècles, si les Français n'avaient pas fait la révolution de Février."

(Nouvelle Gazette Rhénane T.1 p.147)

Comme en plus chaque Etat possédait ses propres douanes, ses propres régies commerciales, ses propres systèmes de mesure, ses propres lois etc. le développement historique allemand avait été incapable de faire surgir une forte bourgeoisie aux intérêts communs, qui puisse développer un rôle révolutionnaire et encore moins la fraction de la bourgeoisie qui a le plus intérêt à bouleverser l'ancien état de choses : la bourgeoisie industrielle (cf. CouC N°18 pp.55-56). Celle-ci était donc incapable d'assurer sa tâche historique. Car si le faible développement des forces productives sur le territoire allemand est une des causes fondamentales pour expliquer le retard de son unification politique, la faiblesse de l'Etat constitue en retour un handicap supplémentaire pour le développement de la base économique. Pour que le MPC se développe pleinement, il fallait que l'Allemagne s'unifie comme Etat national, se centralise pour balayer tous les vestiges féodaux, provinciaux, fédéralistes etc. qui entravaient son développement. En un mot il fallait une **révolution politique**.

*"Quant à la libre concurrence à l'intérieur de la nation elle-même (liée aux besoins de la grande industrie NDR), une révolution fut partout nécessaire pour la conquérir -en 1640 et en 1688 en Angleterre, en 1789 en France."
(Idéologie Allemande. P.89 ES)*

Cependant, dans ces deux révolutions, la bourgeoisie n'avait pu imposer hardiment des mesures révolutionnaires que parcequ'elle pouvait s'appuyer sur de larges masses centralisées qui en même temps la forçaient à réaliser sa mission. Or comme nous le verrons le prolétariat allemand était à la fois insuffisamment développé sur le plan social et trop développé - comme composante du prolétariat international - sur le plan politique. La marge de manoeuvre historique de la bourgeoisie allemande était donc très étroite entre la nécessité de mobiliser un fort prolétariat sur lequel elle s'appuie dans sa lutte contre la noblesse, et le développement révolutionnaire de ce même prolétariat, dont les luttes en Février 1848 allaient rappeler à la bourgeoisie que les explosions de 1830, 1832, 1836, 1844 en France, Angleterre et Allemagne n'étaient pas des phénomènes contingents, mais une réalité essentielle de la société moderne.

C'est pourquoi, de 1815 à 1848, l'activité de la bourgeoisie tendit plus vers la conquête d'avantages matériels et commerciaux que vers celle de l'unité politique. L'unification commerciale et douanière de l'Allemagne se fit sous l'égide de la Prusse (tarif de 1818 et surtout Zollverein -Union Douanière- en 1835). Préfigurant l'évolution ultérieure de l'Allemagne, cette unification se fit au profit de la Prusse face à laquelle les autres états allemands étaient incapables d'offrir un front cohérent. Si cette étape permit une certaine unification sur le plan économique, elle devait en même temps produire de nouveaux besoins qui appelaient à son dépassement.

*"Au fur et à mesure qu'elle accroissait sa richesse et étendait son commerce, la bourgeoisie en était arrivée à un point tel que le développement de ses intérêts les plus importants lui semblait tenu en échec par l'organisation politique du pays, par la division territoriale entre trente-six princes aux tendances et aux caprices contradictoires, par les entraves féodales imposées à l'agriculture, par le contrôle indiscret qu'une bureaucratie ignare et présomptueuse faisait peser sur toutes ces opérations. En même temps l'introduction générale de la vapeur dans toutes les communications, la concurrence croissante dans le commerce intérieur, rapprochaient de plus en plus les classes commerçantes des divers états et des différentes provinces, identifiaient leurs intérêts et centralisaient leurs forces. La conséquence naturelle en fut que toute la masse bourgeoise passa dans le camp de l'opposition libérale et que la classe moyenne allemande, dans sa première et sérieuse lutte pour la conquête du pouvoir politique, enregistra des succès. On peut dire que ce changement date de 1840, c'est-à-dire du moment où la bourgeoisie prussienne prit la tête du mouvement de la classe moyenne (bourgeoisie NDR) en Allemagne."
(Engels . Révolution et Contre-révolution en Allemagne. P.9 Ed.Costes.)*

La montée de la classe bourgeoise dans les années 1840 se traduit par un renouveau de l'idéologie nationale et libérale. La province prussienne la plus active sur le plan de l'agitation était la Prusse rhénane, province rattachée à la Prusse en 1815 mais qui avait eu le temps auparavant de connaître le bouleversement juridique et institutionnel apporté par l'occupation française. Comme le dit Engels la Prusse Rhénane, relativement développée économiquement possédait "sur les autres pays de l'Allemagne révolutionnés par l'industrie, l'avantage de l'industrie , et sur les autres régions industrielles de l'Allemagne (la Saxe et la Silésie)(...) celui de la

révolution française." (La Campagne pour la Constitution du Reich Allemand p.33). C'est d'ailleurs la Prusse Rhénane qui fournira à la révolution bourgeoise de 1848 ses "représentants typiques".

En 1840, le roi Frédéric-Guillaume IV monte sur le trône de Prusse, investi par les courants bourgeois libéraux d'un grand espoir dans la mesure où il passait pour un souverain anti-absolutiste. Or, tout comme les courants romantiques des années 1820, c'est dans le sens réactionnaire d'une restauration du féodalisme que Frédéric-Guillaume IV souhaitait combattre la monarchie absolue. Son souci de restaurer une cour avec les fastes de l'ancienne monarchie, de singer l'organisation sociale du moyen-âge lui aliéna rapidement les sympathies des libéraux d'autant plus qu'il dépendait financièrement de la bourgeoisie dont il sollicitait des prêts. Forte de sa capacité de se refuser à nourrir un monarque qui ne répondait pas à ses intérêts, la bourgeoisie se mit en demeure d'obtenir, en contrepartie de son soutien financier, les garanties constitutionnelles qui lui manquaient. Aussi exigea-t-elle la réunion du Parlement afin que ses intérêts soient enfin représentés. Des lors, à partir de la réunion de la Diète fédérale à Berlin en Février 1846, s'engagea une épreuve de force entre le souverain, appuyé par la noblesse, et la bourgeoisie qui exigeait une constitution. La bourgeoisie ayant à nouveau refusé de voter l'emprunt, la Diète fut dissoute, consacrant la rupture avec la monarchie. Mais, compte tenu de la persistance en Allemagne, à la veille de 1848, de nombreuses forces sociales aux intérêts opposés, on était loin d'être arrivé à la polarisation qui caractérise la société capitaliste moderne. A côté de cette bourgeoisie en formation subsistaient d'autres forces sociales incarnant le faible développement économique du pays.

2.2.4.1.12. La noblesse féodale gardait une partie considérable de ses privilèges. Si son rôle politique -droit de contrôle sur les princes- s'était amoindri, elle conservait en entier son pouvoir médiéval sur les paysans et leurs domaines. En Prusse, comme l'a montré Franz Mehring (op. cit. p.40) les junkers s'étaient renforcés grâce au mouvement même d'émancipation des paysans. Pour racheter leurs droits les paysans devaient céder une partie de leur terre ou fournir d'importantes sommes d'argent ce qui renforçait la fortune et le domaine des nobles. Une fois les paysans dépouillés, ils disposèrent donc d'une masse de prolétaires agricoles qui continuaient (au moins pour une partie d'entre eux) à travailler sur le domaine, dans des conditions plus productives que dans le système du servage. La transformation du grand domaine féodal en entreprise capitaliste se fit donc de manière progressive, sans bouleversement de la propriété foncière comme en Angleterre ou en France. Le poids social de la noblesse se faisait également sentir au niveau de l'Etat, car c'est elle qui fournissait le principal contingent des fonctionnaires supérieurs et presque tous les officiers de l'armée.

Par ailleurs la classe des **petits commerçants et boutiquiers** était "excessivement nombreuse en Allemagne" (Engels) mais comme partout ailleurs faisait tampon entre la bourgeoisie dans les rangs de laquelle elle aspire à entrer, et le prolétariat au niveau duquel elle a peur de tomber.

"Humble et d'une soumission rampante sous un gouvernement fort, féodal ou monarchique, cette classe se tourne du côté du libéralisme quand c'est la classe moyenne (bourgeoisie NDR) qui monte; elle est prise d'un violent accès de démocratisation dès que la classe moyenne s'est assurée la suprématie; mais elle est secouée par une peur abjecte, dès que la classe placée au-dessous d'elle, celle des prolétaires, tente un mouvement indépendant. Nous allons voir qu'en Allemagne cette classe a passé successivement par ces différents stades."

(Engels . *Révolution et Contre-révolution en Allemagne*. P.11 Ed.Costes.)

Comme corollaire du faible développement de l'industrie et de la prédominance de l'artisanat, le **prolétariat** allemand était faiblement développé. Il se trouvait dans le même rapport au prolétariat anglais et français que la bourgeoisie allemande l'était par rapport à la bourgeoisie anglaise et française. Malgré tout, le prolétariat est une classe universelle, et le prolétariat allemand (cf. CouC N°18 pp.42 à 46) s'est montré capable d'anticiper sur ses tâches historiques et de se livrer à la critique des conditions de vie capitaliste **avant même** que celles-ci soient parvenues à maturité en Allemagne. Ceci d'autant plus que les ouvriers allemands avaient souvent été contraints de s'expatrier et avaient été en contact avec leurs camarades anglais, français, belges ou Suisses.

"Cette absence générale de conditions d'existence modernes et de modes de production modernes s'accompagne évidemment d'une absence tout aussi générale d'idées modernes. Faut-il donc s'étonner qu'aux premiers jours de la révolution une importante fraction de la classe ouvrière ait à cors et à cris réclamé le rétablissement immédiat des jurandes et des corporations privilégiées du Moyen-Age ? Cependant, dans les régions manufacturières où prédominait le système de production moderne, sous l'influence des facilités de relations réciproques et de développement intellectuel, conséquence de la vie nomade menée par beaucoup de travailleurs, il s'était constitué un fort noyau, dont les idées sur l'émancipation de la classe ouvrière étaient bien plus nettes et s'harmonisaient même avec les faits réels et les nécessités historiques; mais ce n'était là qu'une minorité. Si le mouvement actif des classes moyennes date de 1840, celui de la classe ouvrière débute par les insurrections des ouvriers de Silésie et de Bohême en 1844."
(Engels. *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. P.13 Ed. Costes)

En fin à la campagne on trouvait les gros fermiers, propriétaires de fermes, fraction alliée politiquement à la bourgeoisie des villes et qui employait des ouvriers agricoles; des francs-tenanciers ayant racheté leurs charges féodales, mais soumis à l'usure, aux hypothèques etc.; des tenanciers féodaux payant une rente au Seigneur, des ouvriers agricoles.

2.2.4.1.13. Au milieu du XIX^e siècle, l'Allemagne restait donc un pays bigarré, aussi bien socialement que géographiquement et politiquement. A coté des deux "géants", la Prusse et l'Autriche, les Etats allemands du Sud bénéficiaient d'une certaine avancée sur le plan politique puisqu'ils avaient déjà connu des tentatives d'instauration de régimes constitutionnels. Mais à la suite de la révolution de 1830, leurs constitutions avaient été balayées et ils étaient retombés sous le joug prusso-autrichien. Le plan de la bourgeoisie libérale de ces Etats, tel qu'il fut formulé par **Gervinus** prévoyait la réunion de l'ensemble des Etats allemands sauf l'Autriche, et leur unification sous l'égide de la Prusse devenue monarchie constitutionnelle. Dans cette perspective :

"L'émancipation de la bourgeoisie prussienne devait donc être le signal de l'émancipation des classes moyennes de l'Allemagne en général et amorcer une alliance, offensive et défensive contre la Russie et l'Autriche."
(Engels. *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. P.37 Ed. Costes)

"Quant à savoir ce que serait cette unité allemande une fois réalisée, les partis étaient en désaccord sur cette question. La bourgeoisie, qui ne désirait pas de sérieuses convulsions révolutionnaires, se serait contentée de ce que, comme nous l'avons

vu plus haut, elle considérait comme réalisable, c'est-à-dire l'union de toute l'Allemagne, sauf l'Autriche, sous la suprématie du gouvernement constitutionnel de la Prusse; et il est certain qu'à moins de déchaîner des tempêtes dangereuses, on ne pouvait rien faire de plus à cette époque. La classe des boutiquiers et des paysans, dans la mesure où ces derniers se posaient de telles questions, n'avaient encore pu définir cette unité allemande qu'ils réclamaient à cor et à cris; de rares rêveurs, principalement des réactionnaires féodaux, espéraient le rétablissement du Saint-Empire Germanique; quelques ignorants, soi-disant admirateurs des institutions suisses, dont l'application, qu'ils n'avaient pas encore faite, devait les désillusionner si étrangement dans la suite, se prononçaient pour une république fédérative; et le parti le plus avancé se trouvait seul, à cette époque, à demander une république allemande, une et indivisible. Ainsi donc l'unité germanique était en soi une question grosse de désunion, de discorde, et pouvait, si certaines éventualités se réalisaient, amener la guerre civile."
(Engels. Révolution et contre-révolution en Allemagne p.41)

2.2.4.1.14 Le dilemme historique de la classe bourgeoise est que pour réaliser sa révolution, elle doit s'assurer l'appui des contingents du prolétariat qui lui fourniront la masse de manoeuvre dont les coups de boutoir l'aideront à mettre à bas l'ancienne société et à faire triompher ses intérêts. Ce faisant, elle court en permanence le risque de se faire déborder par cette même masse et de n'arriver à établir sa domination que pour voir celle-ci aussitôt contestée par une force plus révolutionnaire qu'elle. La bourgeoisie allemande n'échappe pas à cette règle, mais cette dialectique est encore plus complexe en Allemagne du fait que la révolution s'y présente avec un siècle de retard. Il ne s'agit plus d'une bourgeoisie pionnière, qui cherche à établir avec une fougue révolutionnaire un règne de liberté et de justice, même si **dans les faits**, ces mots ne représentent que l'illusion dont la classe bourgeoise est elle-même victime. Il s'agit d'une bourgeoisie obligée de courtiser un prolétariat qui bénéficie déjà de son côté des enseignements d'un siècle de luttes de classe entre prolétariat et bourgeoisie, en Angleterre, et en France. Dans une lettre à Kautsky du 20.2.1889, Engels (cf. citation complète dans CouC N° 16 pp.16-17) explique que les élans plébéiens de la révolution française **donnaient aux revendications bourgeoises un sens qu'elles n'avaient pas**, et que, dialectiquement c'est en se battant pour la réalisation extrême de ses revendications **dans un sens plébéen**, que les prolétaires permirent leur réalisation **au sens bourgeois**. Dans la situation allemande de 1848, tout se passe comme si la bourgeoisie ne pouvait plus se contenter de se revendiquer de son idéologie libérale classique, et qu'elle était obligée de teinter celle-ci de communisme, voire d'adopter, au moins en façade le point de vue des théories du prolétariat, pour s'assurer le soutien de celui-ci dans la lutte contre l'ancien régime:

"Une seule chose était donc évidente : cela ne pouvait continuer longtemps ainsi; une des deux parties devait céder, ou bien l'on aboutissait à la rupture, une rupture sanglante. Et les classes moyennes se rendaient compte qu'elles étaient à la veille d'une révolution, et elles s'y préparaient. Elles cherchaient à s'assurer par tous les moyens possibles, l'appui de la classe ouvrière des villes et celui de la classe paysanne dans les régions agricoles. Et c'est un fait bien connu que, dans les derniers mois de 1847, presque pas un seul des hommes politiquement influents de la bourgeoisie n'eut hésité à se proclamer socialiste, en vue de gagner la sympathie de la classe prolétarienne."

(Engels. Révolution et contre-révolution en Allemagne; p32)

Ainsi l'Allemagne manquait d'expression bourgeoise pure : il n'y avait pas de **parti républicain distinct**.

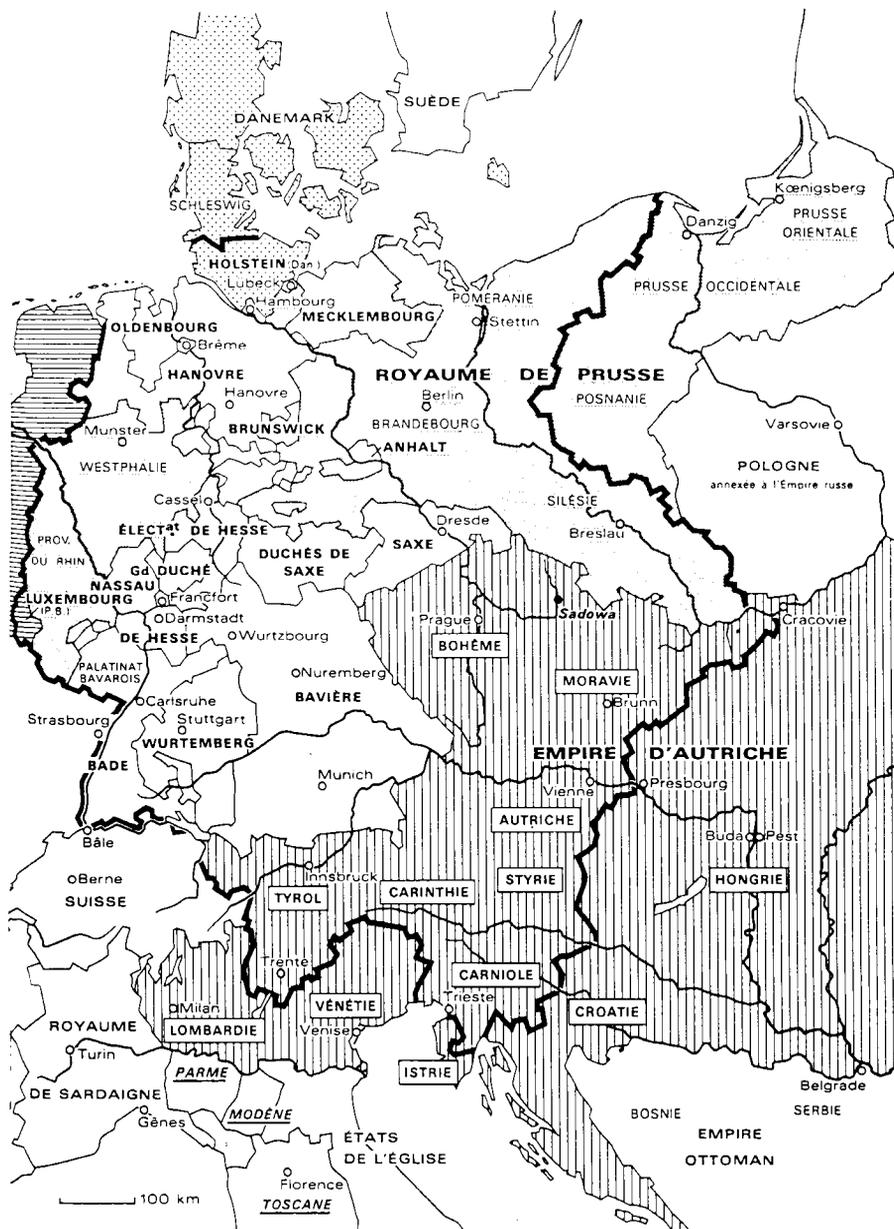
"On était monarchiste, constitutionnel, ou bien plus ou moins nettement, socialiste ou républicain."

2.2.4.1.15. Ainsi le prolétariat, dont la bourgeoisie est obligée de tenir compte dans sa lutte contre la monarchie absolue est un prolétariat déjà gagné au moins en partie aux théories socialistes ou communistes (elles-mêmes pas encore achevées), qu'elle est obligée de feindre d'accepter. Seulement cette acceptation se fait "à l'allemande", de manière purement intellectuelle et théorique. Dès que la bourgeoisie allemande se rendra compte, surtout en observant l'attitude du prolétariat parisien dans la révolution de 1848 en France, se que signifie l'intervention révolutionnaire de la classe ouvrière, elle se réfugiera dans les bras de la réaction, renonçant définitivement à tout rôle révolutionnaire.

2.2.4.1.16. Mais, à la veille de 1848, on a une situation exceptionnellement révolutionnaire, où tous les éléments sont combinés pour permettre une explosion. Du complexe tableau de forces qui compose l'Allemagne et que nous avons essayé de décrire dans les lignes qui précèdent, Engels donne le résumé suivant :

"En résumé, à la fin de l'année 1847, la situation de la Prusse et des petits Etats allemands était donc la suivante. La classe moyenne consciente de sa force, décidée à ne pas tolérer davantage les entraves dont un despotisme féodal et bureaucratique enchaînait ses transactions commerciales, sa productivité industrielle, son action commune en tant que classe; une fraction de la noblesse terrienne si complètement transformée en producteurs de simples marchandises commerciales, qu'elle avait les mêmes intérêts et faisait cause commune avec la classe moyenne; la classe des petits industriels, mécontente, protestant contre les impôts et les obstacles qu'elle rencontrait dans ses affaires, mais sans aucun plan bien arrêté qui aurait pu consolider sa position dans le corps social et politique; les paysans, pressurés ici par les exactions féodales, là par les prêteurs d'argent, les usuriers et les hommes de loi; les ouvriers des villes, gagnés par le mécontentement général, poursuivant de la même haine le gouvernement et les gros capitalistes industriels, et subissant la contagion des idées socialistes et communistes; bref, une masse hétérogène d'opposition, poussée par des intérêts différents, mais plus ou moins dirigée par la bourgeoisie aux premiers rangs de laquelle marchait la bourgeoisie de la Prusse, et en particulier celle de la Prusse rhénane. De l'autre côté, des gouvernements en désaccord sur bien des points, se défiant les uns des autres et surtout de la Prusse, dont la protection leur était cependant indispensable; en Prusse, un gouvernement laché par l'opposition publique, laché même par une fraction de la noblesse, appuyé sur une armée et une bureaucratie qu'infestaient et dominaient chaque jour davantage les idées de la bourgeoisie d'opposition, un gouvernement qui, par-dessus le marché, se trouvait absolument sans le sou, au sens le plus littéral du mot, et dans l'impossibilité de se procurer le moindre liard pour couvrir son déficit croissant, à moins de se rendre à discrétion à l'opposition bourgeoise. Fut-il jamais situation plus splendide pour la classe moyenne d'un pays quelconque, alors qu'elle disputait le pouvoir au gouvernement établi ?"

(Engels. Révolution et Contre-révolution en Allemagne. Ed Costes P.43)



La Confédération germanique entre 1815 et 1866

- | | | | |
|---|--------------------------------------|---|----------------------------|
|  | territoires prussiens |  | limite de la Confédération |
|  | territoires autrichiens | | |
|  | royaume des Pays-Bas (jusqu'en 1831) | | |

2.2.4.2. LA PHASE ALLEMANDE DE LA REVOLUTION DE 1848.

2.2.4.2.1. Il découle de tout ce qui a été dit au cours du chapitre précédent que la révolution, en Allemagne, se présenta comme la quête (inachevée en 1848) de l'unité nationale.(1) La mise en place des rapports sociaux bourgeois modernes est toute entière soumise à cette question et tant que celle-ci n'était pas résolue, la lutte des classes ne pouvait pas prendre son tour actuel, moderne, d'affrontement définitif entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Cette lutte de classes là apparaît entravée en Allemagne, non seulement par des résidus de formes sociales antérieures (la bourgeoisie n'a pas encore arraché le pouvoir des mains de la noblesse), des formes politiques non adéquates au développement des nations modernes (monarchie absolue), mais encore par l'absence d'unification territoriale et la nécessité pour délimiter les frontières de l'Etat national, d'affronter l'indépendance nationale d'autres peuples (Italiens, Polonais, Hongrois, Tchèques...) soit comme alliés, soit comme adversaires.

La tâche prioritaire absolue parmi toutes celles de la révolution était de réaliser l'unité nationale allemande, d'instaurer un véritable Etat moderne, centralisé, doté de ses organismes institutionnels, sur les ruines des 36 états composant la Confédération Germanique et de l'Empire Austro-Hongrois, et de leurs institutions politiques et sociales surannées. Tant que cette tâche n'était pas réalisée, la révolution ne pouvait poursuivre son chemin et surtout elle ne pouvait pas permettre l'action autonome du prolétariat. Pour que ce dernier puisse manifester clairement ses intérêts de classe et lutter pour ses propres objectifs, il faut d'abord qu'il contribue à mettre en place le terrain sur lequel cette activité sera rendue possible; c'est pourquoi durant toute une première étape de sa lutte historique, le prolétariat lutte aux côtés de la bourgeoisie dans la perspective de pousser celle-ci à réaliser intégralement ses objectifs puis intervenir lui-même sur la base de ses larges intérêts historiques.

2.2.4.2.2. Lorsqu'une révolution se déclenche dans une mosaïque de formes sociales et de classes aux intérêts particuliers comme en Allemagne, elle conjugue en un laps de temps très court différents aspects, voire différentes phases révolutionnaires. Compte tenu de la situation de l'Allemagne à la veille de 1848, l'explosion révolutionnaire devait forcément combiner un aspect purement anti-féodal (lutes des paysans dans le Sud) un aspect anti-absolutiste (bourgeoisie, une fraction des propriétaires fonciers et petite bourgeoisie contre la monarchie et la noblesse), enfin un aspect anti-capitaliste (prolétariat contre bourgeoisie) qui ne se dégagea que dans le cours des événements.

Le télescopage de ces différents aspects aurait pu fournir à la révolution allemande de 1848 une direction unique et l'unifier sous l'égide d'une des fractions intéressées au bouleversement révolutionnaire, soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. Malheureusement on ne dépassa pas une simple simultanéité des phénomènes révolutionnaires qui se superposent plutôt qu'ils ne fusionnent quant

(1) Comme la révolution ne trouva jamais son centre, l'exposé de l'épisode allemand de 1848 est relativement difficile à effectuer. Nous nous contentons ici d'énoncer les faits marquants et d'indiquer déjà les nécessaires leçons que le prolétariat a pu en tirer, avant d'étudier en détail la tactique des communistes dans le prochain chapitre.

ils ne s'annulent pas les uns les autres, comme dans le cas du prolétariat qui, par sa seule présence annihile, au lieu de la stimuler l'énergie révolutionnaire de la bourgeoisie).

2.2.4.2.3. La révolution éclate en Allemagne sous l'influence directe des journées de février 1848 à Paris. Les Etats du Sud de l'Allemagne, toujours sensibles à l'influence française depuis la révolution, rentrent en agitation. Dans le Bade, le Wurtemberg ou les paysans étaient encore soumis aux corvées féodales, les émeutes prennent le tour d'un mouvement agraire anti-féodal. Là encore, l'arriération marquée de certaines régions par rapport à d'autres fit que le mouvement ne se généralisa pas à d'autres provinces, ou la paysannerie s'était déjà peu à peu embourgeoisée.

L'autre aspect caractéristique du mouvement dans les Etats du Sud est l'opposition constitutionnaliste bourgeoise, qui s'y est toujours distinguée et qui organise, dans les premiers jours de Mars des rassemblements en vue d'exiger l'octroi de constitutions, la réunion de parlements etc. Dans la plupart des cas ils obtiennent des souverains (qui, à part quelques exceptions, restent en place) la constitution de ministères où figurent des libéraux bourgeois. Comme nous l'avons vu les Etats du Sud constituaient, par la force des choses un ensemble politique aux cotés de l'Autriche et de la Prusse. Les libéraux de ces Etats cherchent donc à s'unir et le 5 Mars 1848, réunis à Heidelberg, ils convoquent pour la fin du mois la réunion à Francfort des députés des divers parlements locaux (Landtage) afin de constituer un Etat fédéral avec le roi de Prusse à sa tête.

D'ores et déjà, donc, le courant libéral ne peut ignorer l'Etat qui a pris, depuis le Zollverein (Union Douanière) et en s'imposant comme puissance économique en Allemagne, une importance considérable pour tout ce qui concerne l'évolution politique de l'Allemagne (1). La Prusse est une réalité dont on ne peut faire abstraction, d'où pour les libéraux bourgeois la solution suivante : faire de la Prusse une fois réformée dans un sens libéral et constitutionnel, la tête d'une fédération des Etats Allemands. Or la question prussienne ne pouvait être résolue d'une façon **révolutionnaire** que de deux manières : soit la Prusse effectuait sa révolution bourgeoise à l'unisson avec les autres états allemands et tous fusionnaient dans le cadre d'une république une et indivisible; soit les états allemands du Sud et de l'Ouest s'unissaient en une fédération d'Etats révolutionnaires et devaient **affronter** la Prusse pour réaliser l'unité révolutionnaire de l'Allemagne, ce qui impliquait qu'ils se dotent pour cela des organes adéquats : gouvernement révolutionnaire, armée révolutionnaire etc.

"...c'est uniquement de la ruine des soi-disant grandes puissances allemandes que peut sortir l'unité allemande. Nous n'avons jamais dissimulé notre point de vue sur la question. Nous n'avons aucun enthousiasme pour la gloire passée de l'Allemagne, ni pour sa gloire présente, ni pour les guerres de libération, ni pour les "glorieuses victoires des armes allemandes" en Lombardie et au Schlesvig. Mais si jamais il doit sortir quelque chose de l'Allemagne, il faut qu'elle soit centralisée, elle doit devenir un empire unique et non seulement en paroles, mais en fait. Et pour cela auparavant, il est absolument nécessaire qu'il n'y ait plus d'Autriche, plus de Prusse."
(Nouvelle Gazette Rhénane. T.1 ES p.453)

Dans cette perspective, la position du parti communiste consistait à défendre la constitution d'une république une et indivisible constituant une grande nation allemande et accordant aux tchèques la possibilité de s'y fédérer.

(1) De l'autre côté c'est l'Autriche qui joue un rôle comparable sur lequel nous reviendrons en temps voulu.

2.2.4.2.4. C'est pourquoi dès le début de la révolution allemande tous les regards et toutes les énergies étaient dirigées vers la Prusse et celle-ci rejoint la révolution avec l'insurrection Berlinoise du 18 Mars. Mais entre-temps une insurrection avait eu lieu le 13 Mars à Vienne en Autriche, contribuant à ébranler un peu plus la construction allemande.

D'un point de vue "extérieur" l'Autriche appartient au puzzle allemand et l'épisode viennois trouve donc sa place dans le déroulement éclaté de la révolution allemande. Mais sur le plan interne, l'Autriche allemande connaît une situation plus simple que le reste de l'Allemagne. Comme nous l'avons vu, en suivant les explications d'Engels, l'ensemble des forces composant la société autrichienne se trouve au début de l'année de 1848 en opposition plus ou moins ouverte avec l'Etat monarchique; ainsi la révolution à Vienne prendra tout de suite l'aspect de la révolte de toute la population contre un gouvernement despotique haï. Il se forme un front commun entre la bourgeoisie (sauf les banquiers et les agitateurs), les petits industriels, les étudiants et les ouvriers, qui réclament le départ de Metternich et l'octroi d'une constitution. Dans la journée du 13, face à une manifestation qui porte à l'empereur une pétition pour des réformes, les soldats tirent et tuent cinquante personnes, provoquant immédiatement la construction de barricades par les manifestants. Metternich s'enfuit devant l'émeute victorieuse et l'empereur Ferdinand accorde une constitution. Ce ne sont là, pour l'instant, que des objectifs bourgeois, mais comme d'habitude dans les révolutions bourgeoises c'est le prolétariat qui s'est porté physiquement en avant, avec courage et détermination, pour faire triompher ces revendications.

Mais rapidement allait se produire la scission, inévitable elle aussi, au cours de toute révolution bourgeoise, entre ceux qui souhaitaient se contenter des réformes ainsi obtenues (l'aile bourgeoise du mouvement de Mars) et ceux qui souhaitaient poursuivre la révolution plus avant (étudiants, ouvriers...)

"Mais, c'est la destinée de toutes les révolutions que cette union des différentes classes, qui est, jusqu'à un certain point, la condition nécessaire de toute révolution ne peut durer longtemps. A peine la victoire est-elle gagnée sur l'ennemi commun, que les vainqueurs sont divisés entre eux en deux camps, et tournent leurs armes les uns contre les autres. C'est ce développement rapide et passionné de l'antagonisme de classe qui, dans les organismes sociaux vieux et compliqués, fait de la révolution un agent si puissant du progrès social et politique; c'est cette éclosion rapide et incessante de partis nouveaux se succédant au pouvoir qui fait que, dans ces violentes secousses, une nation parcourt, en cinq ans, plus de chemin que dans les circonstances ordinaires, elle n'en parcourrait en un siècle."

(Engels. Révolution et Contre-révolution en Allemagne. p.57 ed. Costes)

Par un certain côté, bien que le degré de développement entre les deux pays soit radicalement différent, la situation en Autriche après le 13 Mars rappelle celle qui prévaut en France entre Février et Juin 1848. L'Autriche, quoiqu'inscrite dans la mosaïque allemande possède, dans sa partie germanique, une structure plus "organique" que le reste des Etats allemands. Vienne, tout en étant le fief du despotisme, constitue malgré tout une capitale, ce que n'était pas Berlin. Après l'insurrection du 13 Mars, la bourgeoisie est parvenue au pouvoir mais ne dispose pas d'un véritable pouvoir politique face à l'Empereur, réfugié hors de la capitale. En face de la bourgeoisie le prolétariat, dont une partie est armée, alliée aux étudiants, s'organise en club et constitue une menace pour la toute fraîche domination de la bourgeoisie. Celle-ci avait d'autant plus intérêt à figer sur ses acquis le mouvement révolutionnaire qu'elle avait, avec le départ de la cour perdu l'essentiel de ses sources de revenus (consistant en la fabrication et la vente de

biens de luxe à la noblesse, et qu'elle ne souhaitait pas voir se poursuivre l'agitation. Néanmoins l'union restera cimentée jusqu'au mois de Mai, devant la crainte d'un retour du despotisme.

2.2.4.2.5. Au début Mars, l'agitation gagne Berlin, obligeant le roi à offrir à la bourgeoisie de minimes concessions (promesse de convoquer périodiquement le Parlement, d'accorder la liberté de la presse et d'engager des démarches pour réaliser l'unité allemande). Dans le même temps, face à l'agitation de la **classe ouvrière** (qui faisait savoir bien haut que pour elle ces concessions n'en étaient pas) le pouvoir monarchique organise la répression : dissolution par la force des assemblées populaires, utilisation de l'armée pour maintenir l'ordre dans les rues etc. Des affrontements eurent lieu du 13 au 16 Mars. L'opposition berlinoise reçut comme un camouflet la nouvelle de l'insurrection viennoise : l'élan libérateur ne venait pas de Berlin, décriée ville-phare par le philistin allemand, mais de la très provinciale et d'habitude endormie capitale du Reich autrichien !

Enfin la pression des Etats du Sud (les libéraux rhénans menaçaient la Prusse de faire sécession) amena la monarchie à accorder de nouvelles concessions : le 17 Mars liberté de la presse, le 18 convocation du Parlement pour le 2 Avril avec à l'ordre du jour la constitution d'un Etat allemand fédéré sous hégémonie prussienne, et la rédaction d'une constitution prussienne. Encore insatisfaite, la bourgeoisie organisa pour le 18 Mars une grande manifestation pacifique, exigeant en plus le retrait des troupes et la constitution d'une garde civile bourgeoise qui puisse elle-même faire régner l'ordre en remplacement de l'armée. Comme à Vienne la manifestation "pacifique" fut prise sous le feu des troupes royales et fournit le prétexte à l'insurrection, au cours de laquelle environ 200 victimes (presque toutes artisans ou ouvriers) tombèrent sur les barricades. Bien que, entre le 19 et le 21 Mars la colère populaire se dirige nettement contre le roi Frédéric-Guillaume IV, ce dernier n'abdiqua pas mais recule au point de promettre que la réunion du Parlement décidera l'élection d'une Assemblée nationale au suffrage universel, qui élaborera en accord avec le roi une constitution démocratique pour la Prusse. Le roi cherche ainsi à se présenter comme le futur instrument d'une unification de l'Allemagne dans la liberté. Comme on le voit l'insurrection berlinoise n'a pas atteint d'emblée le niveau de la révolution parisienne de Février qui avait amené Louis-Philippe à abdiquer, et la proclamation de la république, à partir de quoi la lutte des classes pouvait poursuivre son cours.

Engels qualifie la journée du 18 Mars "d'escarmouche" car elle ne constitue en effet qu'un point de départ et en aucun cas le point d'arrivée du processus révolutionnaire. La bourgeoisie n'avait fait prévaloir aucune revendication sociale, se contentant du compromis passé avec le roi. Le prolétariat avait montré son courage physique et sa capacité d'offensive militaire; mais seul, il ne pouvait rien faire, et pas encore se mobiliser sur ses objectifs propres. Tout dépendait donc de la volonté de la bourgeoisie et de sa capacité à utiliser cette force pour achever le travail à peine commencé : balayer la monarchie, mettre en place des institutions bourgeoises, unifier le territoire allemand. Or, et c'est là où intervient toute la dialectique de la révolution allemande de 1848, loin d'affermir la bourgeoisie et de lui assurer qu'elle pouvait disposer de la force nécessaire pour mener à bien sa mission, la démonstration de force du prolétariat agit exactement en sens inverse, comme un frein à la volonté révolutionnaire de la bourgeoisie. D'autant plus que, comme nous l'avons vu, avant de parler de **bourgeoisie allemande** il faut tenir compte des disparités régionales du territoire allemand et du fait que la bourgeoisie n'agissait pas dans le même sens en Prusse ou dans d'autres provinces allemandes. A partir de Mars, l'antagonisme entre la Prusse et les provinces devient l'axe sur lequel va se dérouler toute la dynamique révolutionnaire.

Si on la compare aux révolutions bourgeoises de 1648 en Angleterre et de 1789 en France, événements qui dépassaient de loin par leur ampleur historique leur simple dimension géographique, la révolution bourgeoise de Mars 1848 ne fut qu'une

caricature, et un reflet de la situation historique de la bourgeoisie allemande. Le parti le plus radical de la révolution, l'aile gauche du parti démocrate au sein de laquelle les communistes s'étaient fondus pour des raisons tactiques (voir chapitre 2.2.4.3.) ne pouvait donc que dénoncer la pusillanimité de la bourgeoisie allemande et stigmatiser son caractère secondaire, retardataire et provincial.

"La révolution de février avait supprimé effectivement la royauté constitutionnelle et théoriquement la domination de la bourgeoisie. La révolution de mars en Prusse devait créer théoriquement la royauté constitutionnelle et effectivement la domination de la bourgeoisie. Bien loin d'être une révolution européenne, elle n'était que l'écho affaibli d'une révolution européenne dans un pays retardataire. Au lieu d'être en avance sur son siècle, elle était en retard d'au moins cinquante ans sur lui. Elle était dès l'origine une révolution secondaire, mais il est connu que les maladies secondaires sont souvent plus difficiles à guérir et épuisent davantage le corps que ne le font les maladies primaires. Il ne s'agissait pas de l'établissement d'une société nouvelle, mais de la renaissance à Berlin de la société morte à Paris. La révolution de Mars en Prusse n'était même pas nationale allemande, elle était dès l'origine provinciale, prussienne. Les soulèvements de Vienne, de Kassel, de Munich, les soulèvements provinciaux de toutes sortes l'accompagnaient et lui disputaient la première place.(...)"

La bourgeoisie allemande avait évolué avec tant d'indolence, de lâcheté, de lenteur qu'au moment même où elle se dressa menaçante en face du féodalisme et de l'absolutisme, elle aperçut en face d'elle le prolétariat menaçant ainsi que toutes les fractions de la bourgeoisie dont les idées et les intérêts sont apparentés à ceux du prolétariat(...) La bourgeoisie prussienne n'était pas la bourgeoisie française de 1789, la classe qui, face aux représentants de l'ancienne société, de la royauté et de la noblesse, incarnait à elle seule toute la société moderne. Elle était déchue au rang d'une sorte de caste, aussi hostile à la Couronne qu'au peuple, cherchant querelle aux deux réunis, mais indécise face à chacun de ses adversaires pris séparément parce qu'elle les voyait toujours tous les deux devant ou derrière elle; encline dès l'abord à trahir le peuple et à tenter des compromis avec le représentant couronné de l'ancienne société parce qu'elle appartenait elle-même à l'ancienne société."

(Nouvelle Gazette Rhénane. T.2 p.230 ES. 15 DEC 1848)

2.2.4.2.6. Dans l'Etat de Bade le parti radical organise le 19 Mars une réunion à Offenbourg où participent 10.000 travailleurs : les revendications présentées sont plus avancées que les quelques concessions accordées en Prusse : épuration du gouvernement, suppression de la Chambre haute du Parlement, fusion de la garde civique et de l'armée, instauration d'un impôt progressif sur le revenu, séparation de l'Eglise et de l'Etat. Sur le plan des moyens révolutionnaires, le parti radical badois se montre également nettement plus hardi : création de clubs dans les communes chargés de l'armement et de la formation militaire des citoyens; organisation centralisée des clubs par district, par cercles, jusqu'à un "comité central" siégeant à Mannheim et faisant office de contre-gouvernement. Toutefois les Badois ne se prononçaient pas pour une république sécessionniste car ils espéraient que les autres états évolueraient dans leur sens et que le futur parlement proclamerait la république.

En Prusse Rhénane, où la ligue des Communistes est particulièrement forte, celle-ci présente dès le 3 Mars à Cologne des revendications sociales (protection du travail, enseignement gratuit...) en plus des revendications politiques.

C'est face à la crainte de l'extension de tels "débordements" aux autres états allemands que les bourgeois libéraux s'inquiètent de trouver une solution pour freiner le cours de la révolution.

2.2.4.2.7 A partir de ce moment-là la révolution, dans sa première phase, se stabilise à la suite d'un double mouvement : celui de repli d'une fraction de la bourgeoisie qui ne souhaite pas mener réellement une politique révolutionnaire; celui de concession de la monarchie qui a compris qu'en lâchant un peu de lest on pouvait se faire de la bourgeoisie une alliée contre la petite-bourgeoisie radicalisée et le prolétariat. Sur ce terrain d'entente va se construire ce que Marx et Engels appelleront la "politique ententiste" : le compromis (entente) entre la Couronne et la Bourgeoisie. Le 29 Mars ce sont deux libéraux Rhénans : Camphausen, banquier de Cologne et Hansemann, homme d'affaires, qui proposent au roi Frédéric-Guillaume IV la constitution d'un gouvernement. Camphausen y entre comme premier ministre, Hansemann comme ministre des Finances. Du côté de la couronne, cette concession paraît garantir le statu quo face au risque de débordement prolétarien.

"Il fallait faire les concessions nécessaires, mais ne pas aller au-delà de l'inévitable; on devait constituer un ministère formé par les chefs de l'opposition à la Diète réunie, et, en retour des services qu'il rendrait en sauvant la Couronne, on lui accorderait l'appui de tous les piliers de l'ancien gouvernement : l'aristocratie féodale, la bureaucratie, l'armée. C'est dans ces conditions que MM. Camphausen et Hansemann entreprirent la formation d'un cabinet."
(Engels. Révolution et Contre-révolution en Allemagne. Bd. Costes. p.64)

Par conséquent même le compromis entre la bourgeoisie et la monarchie était truqué en faveur de cette dernière. Si les bourgeois libéraux ont l'impression de se dévouer pour empêcher la révolution de prendre un cours trop radical, en fait l'exercice du gouvernement leur est concédé par les anciennes forces sociales (aristocratie féodale, bureaucratie, armée) dans l'espoir de se protéger de la tourmente. Dans ce compromis truqué le gouvernement devait réserver tous ses coups au prolétariat et épargner la noblesse et le pouvoir royal. D'où le fait qu'il n'engagea aucune action pour modifier les organes du pouvoir, qui continuaient à être des instruments aux mains de l'absolutisme.

"Le roi, au comble du découragement après l'insurrection du 18 Mars, comprit bien vite qu'il était tout aussi nécessaire à ces ministres "libéraux" que ceux-ci l'étaient à lui-même. L'insurrection avait épargné le trône; le trône était le seul obstacle dressé contre l'anarchie; la classe moyenne libérale et ses chefs, les ministres du moment, avaient donc tout intérêt à rester en termes excellents avec la couronne. Le roi et la camarilla réactionnaire qui l'entourait ne tardèrent guère à s'en rendre compte et profitèrent de cette circonstance pour arrêter la marche du ministère même à propos des petites réformes que, de temps à autre, il manifestait l'intention de réaliser."
(idem p.65)

La Nouvelle Gazette Rhénane résume d'une phrase la situation du gouvernement Camphausen en disant que ce ministère n'était pas né "grâce à la révolution de Mars, mais après la révolution de Mars." (Tome 1. p.57)

Autrement dit le rapport qui lie le gouvernement Camphausen à la révolution de Mars témoigne de la faiblesse de cette révolution. Il ne s'agit pas d'un organe produit par le mouvement révolutionnaire et qui lui sert d'expression, il s'agit du fruit d'un compromis passé entre les forces réactionnaires et les forces bourgeoises qui ne veulent pas se donner les moyens d'une politique révolutionnaire. Le

gouvernement Camphausen n'est pas un gouvernement révolutionnaire car la révolution de Mars lui a simplement permis d'exister; elle ne l'a pas produit.

"Des le début du drame révolutionnaire, il était, en effet, évident que la bourgeoisie libérale ne pouvait occuper le terrain contre les partis féodal et bureaucratique, vaincus mais pas détruits, qu'en faisant appel au soutien des partis populaires et plus avancés; il était évident, également, qu'il lui fallait, pour tenir tête au torrent de ces masses plus avancées, le concours de la noblesse féodale et de la bureaucratie. Il était donc manifeste que, ni en Autriche ni en Prusse, la bourgeoisie n'était assez forte pour se maintenir au pouvoir et adapter les institutions du pays à ses besoins propres et à ses idées personnelles. Le ministère de la bourgeoisie libérale n'était qu'une étape d'où, suivant la tournure des événements, le pays pouvait soit arriver à un stade plus avancé du républicanisme unitaire, soit retomber dans l'ancien régime clérical-féodal et bureaucratique. En tout cas, la bataille décisive restait encore à livrer; les événements de mars n'avaient été qu'une simple escarmouche."

(Engels. Révolution et Contre-révolution en Allemagne. Ed Costes p.70)

Loin d'être un achèvement, le mouvement du 18 Mars n'est que le déclenchement de la révolution. Cette "escarmouche" a surtout fourni la possibilité d'engager une dynamique où les couches les plus populaires, après avoir contribué à porter au pouvoir la grande bourgeoisie contre la noblesse et la bureaucratie vont bientôt s'apercevoir que la plus grosse partie du chemin reste encore à faire.

"La révolution a renversé toutes les forces de la monarchie absolue, nobles, bureaucrates, militaires et curés. Elle a porté au pouvoir exclusivement la grande bourgeoisie. Elle a donné au peuple cette arme qu'est la liberté de la presse sans cautionnement - le droit d'association- et aussi, en partie du moins, l'arme matérielle, le mousqueton.

Mais là n'est pas encore le résultat essentiel. Le peuple qui a lutté et vaincu sur les barricades est un tout autre peuple que celui qui s'est rassemblé le 18 Mars devant le château, pour être édifié, par les charges de dragon, sur la signification des concessions obtenues. Il est capable de tout autre chose, il a une attitude toute différente vis-à-vis du gouvernement. La conquête la plus importante de la révolution, c'est la révolution elle-même."

(Nouvelle Gazette Rhénane 15 Juin 1848 T.1. p.101 ES.)

2.2.4.2.8. Un autre fait témoigne du caractère purement préliminaire de la révolution de Mars : la réunion de deux assemblées qui ne se donnent pas les moyens révolutionnaires d'exprimer leur souveraineté et perpétuent la division de l'Allemagne. Du 31 Mars au 2 Avril se réunit à Francfort un pré-parlement (Vorparlament) réunissant des députés du Sud et de l'Ouest de l'Allemagne, essentiellement des intellectuels (professeurs, juristes etc...) libéraux. L'aile radicale (Struve, Hecker) ne va pas plus loin que la revendication d'une république fédérale, de type suisse. Le pré-parlement décide de tenir des élections au suffrage universel direct, mais - à part la minorité radicale - se refuse à siéger en permanence dans l'intervalle et crée une commission de 50 membres qui ne regroupe que les députés monarchistes et, sans rien engager contre les souverains, laisse au futur parlement le soin d'élaborer une constitution. Elu le 1^{er} et le 8 Mai ce Parlement de Francfort, qui se donne le titre d'Assemblée Nationale Allemande, siège à partir du 18 Mai.

En même temps est élu le 1^{er} et le 3 Mai 1848 un parlement prussien à Berlin, qui remplace la Diète impériale unifiée. Les députés qui y sont élus représentent moins les notables qu'à Francfort (un certain nombre de députés sont paysans et artisans) et forment une assemblée plus radicale. Or ces deux assemblées reposaient chacune sur un terrain différent. L'assemblée prussienne avait le mérite de représenter une province existant réellement et d'incarner donc une certaine réalité. L'assemblée nationale allemande de Francfort elle, au contraire, devait commencer par créer sa base matérielle, c'est-à-dire réaliser l'unité de l'Allemagne. La situation était donc la suivante : l'Assemblée qui ne reposait pas sur une base nationale devait faire preuve de la plus grande énergie révolutionnaire pour la créer; et celle qui émanait d'un pays réel ne pouvait pas, précisément à cause de la nature contre-révolutionnaire de ce pays réel, la Prusse, exercer un rôle révolutionnaire.

"Quant à la force légale des décisions de l'Assemblée (de Francfort NDR) ce point ne fut jamais reconnu par les grands gouvernements ni décrété par l'Assemblée elle-même; si bien que la question est restée en suspens. Et c'est ainsi que nous avons eu l'étrange spectacle d'une Assemblée qui prétendait être le seul représentant légal d'une nation grande et souveraine mais ne possédait ni la volonté ni la force de faire admettre ses prétentions. Sans aucun résultat pratique, les débats de cette assemblée ne présentaient même pas de valeur théorique; on n'y faisait que resasser les lieux communs les plus vulgaires des écoles philosophiques et juridiques surannées;

(...)

l'assemblée nationale allemande était le Parlement d'un pays imaginaire, puisqu'elle avait refusé la tâche de créer ce qui constituait la première condition de son existence, l'Allemagne unifiée; c'est qu'elle discutait les mesures imaginaires et à jamais irréalisables d'un gouvernement imaginaire de sa propre création, et adoptait des résolutions imaginaires dont personne ne se préoccupait."

(Engels. Révolution et contre-révolution en Allemagne. Ed Costes pp.74-75)

2.2.4.2.10. Ainsi, seule l'Assemblée Nationale de Francfort se présentait sur le terrain de "l'Allemagne" et non d'un de ses états, mais ceci sur un plan purement idéal. Pour créer le véritable terrain sur laquelle elle devait reposer, il aurait fallu que l'Assemblée de Francfort se comportât en organe révolutionnaire et prit toutes les mesures nécessaires.

" Une assemblée nationale constituante doit, avant tout être une assemblée active, active au sens révolutionnaire. L'Assemblée de Francfort fait des exercices parlementaires scolaires et laisse les gouvernements agir. Admettons que ce savant concile réussisse, après très mûre réflexion, à élaborer le meilleur ordre du jour et la meilleure constitution, à quoi bon le meilleur ordre du jour et la meilleure constitution si, entre-temps les gouvernements ont mis les baïonnettes à l'ordre du jour ?"

(Nouvelle Gazette Rhénane. 7 Juin 1848. ES T.1 p.66)

Ainsi à travers la Nouvelle Gazette Rhénane, c'est la voix de la révolution radicale (sur un terrain encore bourgeois) qui s'élevait pour dicter à l'Assemblée Nationale les mesures qui lui auraient donné sur le champ une autorité révolutionnaire et lui auraient permis de l'exercer. L'Assemblée Nationale devait se déclarer la seule expression de la volonté souveraine du peuple allemand et pour cela :

- Créer un organe central de pouvoir (gouvernement révolutionnaire) qui, à côté des autres gouvernements allemands engage la lutte contre ces gouvernements allemands.

"Aucun doute. Il faut d'abord que le gouvernement central de l'Allemagne, élu par l'Assemblée nationale, se dresse à côté des gouvernements qui existent encore en fait. Mais avec son existence commence déjà sa lutte contre les gouvernements de chaque état, et dans cette lutte, ou bien c'est le gouvernement commun à toute l'Allemagne et l'unité de l'Allemagne qui sombreront, ou bien ce seront les gouvernements de chaque Etat avec leurs princes constitutionnels ou leurs minuscules républiques."

(Nouvelle Gazette Rhénane 7 Juin 1848 ES t.1 p.68)

- Dissoudre les autres représentations parlementaires (assemblées locales de Prusse et d'Autriche).

- Utiliser des mesures dictatoriales pour faire pièce aux pouvoirs de l'absolutisme, que ce soit en Prusse ou dans les autres états allemands.

- Se donner un bras armé pour faire appliquer, au besoin par la force les mesures révolutionnaires qu'elle serait amenée à prendre.

Or l'assemblée nationale allemande de Francfort représentait la bourgeoisie allemande et cette bourgeoisie ne possédait pas la trempe révolutionnaire de ses consœurs anglaise et française. Le projet le plus radical auquel elle pouvait parvenir était celui d'une république fédérale taillée sur le modèle de l'Amérique du Nord. Or :

"Les Etats-Unis d'Amérique du Nord, sans compter qu'ils sont tous constitués de la même façon, s'étendent sur un territoire aussi grand que l'Europe civilisée. Ce n'est que dans une fédération européenne que l'on pourrait trouver une analogie. Et pour que l'Allemagne se fédère avec d'autres pays il faut avant tout qu'elle devienne un pays. En Allemagne, la lutte pour la centralisation contre un système fédératif, c'est la lutte entre la civilisation moderne et la féodalité."

(Idem. p.69)

La faiblesse de la bourgeoisie allemande s'exprime dans le fait que son Assemblée Nationale ne résidait même pas dans une capitale comme Londres ou Paris, où les masses ouvrières pouvaient lui servir de point d'appui, mais dans une ville provinciale qui ne représentait rien. Avant même de prendre la moindre mesure révolutionnaire l'Assemblée de Francfort sombra dans le bavardage et la discussion de principes sans fin, se déconnectant complètement du mouvement révolutionnaire.

" Bien loi d'être l'organe central du mouvement révolutionnaire, elle n'en a même pas jusqu'à présent été l'écho."

(Idem p.67)

Cependant la Nouvelle Gazette Rhénane ne commet pas l'erreur de confondre le point de départ de la lutte et son point d'arrivée. Elle ne reproche pas à l'Assemblée de Francfort de ne pas proclamer tout de suite la république une et indivisible, mais de ne prendre aucune mesure pour faire triompher cette revendication. La NGR rappelle à l'Assemblée de Francfort quelle est, en principe, sa mission : forger un terrain révolutionnaire, contribuer à créer les conditions pour la réalisation de la révolution.

" Nous ne demandons pas, ce qui serait utopique, que soit proclamée a priori une République allemande une et indivisible, mais nous demandons au parti dit radical-démocrate de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement

révolutionnaire avec son point d'arrivée. L'unité allemande, ainsi que la constitution allemande, ne peuvent être que le résultat d'un mouvement où conflits intérieurs et guerres avec l'Est pousseront à prendre une décision. L'organisation définitive ne peut être décrétée; elle va de pair avec le mouvement que nous avons à accomplir. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, telle ou telle idée politique, il s'agit de bien comprendre l'évolution des événements. L'assemblée nationale a comme unique tâche de faire dans l'immédiat les pas pratiquement possibles."
(Idem p.69)

2.2.4.2.11. La bourgeoisie allemande n'a donc pas su profiter de l'élan du mouvement de mars pour mener une politique révolutionnaire. Ce faisant elle confirme le dilemme dans lequel se trouve enfermée toute bourgeoisie moderne lorsqu'elle a trop tardé à s'emparer du pouvoir politique : elle souhaite se débarrasser de la Couronne en s'appuyant sur le peuple, mais elle souhaite ménager la Couronne pour se défendre des excès populaires. Or la révolution -pas plus celle bourgeoise qu'une autre- ne peut se satisfaire d'une demi-mesure. Ou bien elle développe hardiment une logique révolutionnaire ou bien elle se fige et se faisant elle s'engage, en sens inverse, dans une spirale contre-révolutionnaire. Selon le mot de Saint-Just, ceux qui font les révolutions à moitié ne font que creuser leur propre tombeau. Vouloir ménager la monarchie (but de la politique "ententiste" du gouvernement bourgeois Camphausen) c'était renoncer dès le départ à lui ôter les instruments du pouvoir : armée, bureaucratie etc. C'était donc la laisser intacte et en mesure de frapper, ce qu'elle ne manquera pas de faire, comme on le verra dès que la vague révolutionnaire marquerait le moindre répit.

Or cette attitude pusillanime de la bourgeoisie n'existait que parce que celle-ci trouvait déjà en face d'elle un autre ennemi : le prolétariat révolutionnaire, non seulement à Berlin et à Vienne, mais aussi à Paris où la classe ouvrière venait de renverser, en Février 1848 précisément le même type de gouvernement (monarchie constitutionnelle) qui constituait à l'époque pour elle le nec plus ultra de la forme de domination politique bourgeoise.

Mars 1848 ne constitue donc même pas le premier acte mais seulement le prologue de la révolution. Seulement les épisodes qui devaient suivre ne relevaient déjà plus de la sphère bourgeoise, mais du champ de l'activité prolétarienne.

" Les résultats de la révolution étaient les suivants : d'un côté l'armement du peuple, le droit d'association, la souveraineté du peuple effectivement conquise; de l'autre le maintien de la monarchie et le ministère Camphausen-Hanseman, c'est-à-dire le gouvernement des représentants de la haute bourgeoisie.

En un mot, la révolution n'était pas terminée. Le peuple avait laissé faire un ministère de grands bourgeois et les grands bourgeois manifestèrent aussitôt leurs tendances en proposant une alliance à la vieille noblesse prussienne et à la bureaucratie."
(Nouvelle Gazette Rhénane. 13 Juin 1848. ES t.1 p.96)

Autant la poursuite de la révolution aurait exigé, de la part de la bourgeoisie des **mesures hardies** ("Une assemblée qui se trouve " sur un terrain révolutionnaire" ne pratique pas l'entente, elle décrète".-NGR 14 Juin 1848-), autant l'arrêt de la révolution exigeait de la part de la bourgeoisie sa **négation pure et simple**. C'est pourquoi la bourgeoisie engagea un débat pour savoir s'il fallait decerner à la journée du 18 Mars le titre de révolution. En déclarant la révolution **achevée** avec le 18 Mars, la bourgeoisie niait toute possibilité de poursuivre cette révolution et donc se mettait directement sous la coupe de la Couronne puisque la "révolution" du 18 Mars l'avait laissée intacte. Tout ceci se fit sous l'impression causée par la menace formée par le prolétariat en armes.

" La haute bourgeoisie, depuis toujours contre-révolutionnaire a, par peur du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocrate, conclu une alliance offensive et défensive avec la réaction. Les partis réactionnaires unis ont engagé le combat contre la démocratie en **mettant en question la révolution**. On nia la victoire du peuple; on fabriqua la célèbre liste des "17 morts de l'armée"; on noircit de toutes les manières possibles les combattants des barricades. Ce n'était pas encore assez. Le ministère fit réunir pour de bon la Diète unifiée convoquée avant la révolution et établir **post festum** le passage légal de l'absolutisme à la Constitution. Par là même, il niait la révolution. De plus, il inventa la théorie de l'entente, nia ainsi, une fois de plus, la révolution et en même temps la souveraineté du peuple.

La révolution fut donc réellement mise en question, et ce fut possible parce qu'elle n'était qu'une demi-révolution, le début seulement d'un long mouvement révolutionnaire (...)

Reconnaître la révolution, cela signifiait à ce moment-là, reconnaître justement qu'elle était restée à **mi-chemin** et ainsi reconnaître le mouvement démocratique dirigé contre une partie des résultats de la révolution. Cela signifiait reconnaître que l'Allemagne est prise dans un mouvement révolutionnaire dans lequel le ministère Camphausen, la théorie de l'entente, les élections au suffrage indirect, la domination des grands capitalistes et les débats de l'Assemblée elle-même peuvent, certes, constituer des étapes inévitables, mais, en aucune façon, des résultats définitifs." (*Nouvelle Gazette Rhénane* .13 Juin 1848. T.1 ES p.97)

Or, dès lors que la révolution bourgeoise ne se fixait pas d'emblée comme tâche son propre développement selon une ligne ascendante, elle ne pouvait que suivre le cours descendant vers la contre-révolution. C'est une loi inexorable de la révolution bourgeoise que si, par peur du prolétariat, elle lâche pied devant la réaction, elle se met en état d'être **dévorée** par celle-ci. C'est ce qui arriva à la bourgeoisie française qui, après les massacres de Juin 1848 était à la merci du coup d'Etat bonapartiste. De même, en Juin 1848 le gouvernement Camphausen fut amené à démissionner par la contre-révolution absolutiste qui relevait la tête, et ceci dans la logique même où il avait cherché à "s'entendre" avec la monarchie au lieu de la renverser.

" Au service de la grande bourgeoisie, il a dû chercher à frustrer la révolution de ses conquêtes démocratiques; en lutte contre la démocratie, il a dû s'allier au parti aristocratique et devenir l'instrument de ses appétits contre-révolutionnaires. Ce parti est devenu assez fort pour jeter son protecteur par-dessus bord. **M. Camphausen a semé la réaction au sens où l'entend la grande bourgeoisie, il l'a récolté au sens où l'entend le parti féodal.**"

(*MGR* t.1 p.136 23 Juin 1848)

2.2.4.2.12. Un autre témoignage de la faiblesse d'esprit de la bourgeoisie allemande et de son manque de caractère révolutionnaire réside dans la manière dont elle a abordé la **politique internationale de la révolution de 1848**.

Comme nous l'avons vu (cf.chap 2.2.4.1.) l'Allemagne était arrivée jusqu'au milieu du 19^e siècle sans avoir réalisé son unité. Ce qui impliquait que la solution **interne** de la question allemande passait en premier lieu par la délimitation de ses frontières à l'**extérieur**, vis-à-vis des nations qui l'entouraient. Tout cela éventuellement au prix d'une **guerre révolutionnaire** qui aurait racheté le séculaire

engagement des allemands aux cotés de l'absolutisme dans toutes les guerres du passé.

Mais seule la Nouvelle Gazette Rhénane, organe de l'extrême gauche du parti démocrate, où agissaient momentanément les communistes défendait jusqu'au bout avec clarté cette position.

" Un pays comme l'Allemagne, contraint de faire un effort pour sortir du morcellement le plus indescriptible, et parvenir à l'unité; un pays qui a besoin sous peine de périr, d'une centralisation révolutionnaire d'autant plus stricte qu'il était jusque-là plus disloqué; un pays qui abrite dans on sein une vingtaine de Vendées, pris en tenaille par les deux Etats continentaux les plus puissants et les plus centralisés, entouré d'innombrables petits voisins avec lesquels il est dans une situation tendue, quand ce n'est pas en guerre - un tel pays, à l'époque actuelle de la révolution générale, ne peut échapper ni à la guerre civile, ni à la guerre étrangère. Et ces guerres qui sans doute sont imminente, seront d'autant plus dangereuses, d'autant plus dévastatrices que l'attitude du peuple et de ses dirigeants sera plus irrésolue, que la décision sera reculée plus longtemps."

(MGR t.1 p.288 19 Juillet 1848)

Dans les thèses suivantes nous examinons les questions internationales auxquelles prolétariat et bourgeoisie ont été confrontées au cours de l'année 1848-49.

2.2.4.2.13. Comme nous l'avons vu dans notre introduction à ce travail sur la révolution européenne de 1848 (cf. chap. 2.2.1. N° 18 de CouC) les communistes possédaient une vision mondiale du déroulement de la révolution. Dans cette perspective, la réussite de la révolution en Europe ne pouvait se faire qu'en détruisant le principal foyer contre-révolutionnaire : la Russie tsariste, au moyen d'une **guerre révolutionnaire européenne** qui, en impliquant l'Angleterre aurait permis au prolétariat de ce pays de mener à bien une révolution prolétarienne pure. Or pour mener à bien une telle guerre révolutionnaire, les bourgeoisies européennes, qui venaient juste - et encore pas entièrement - d'arriver au pouvoir auraient du prendre toute une série de mesures révolutionnaires (levée en masses, organisation d'une armée révolutionnaire, exercice de la terreur à l'intérieur etc..) dont elles n'étaient déjà plus capables sans susciter aussitôt un ennemi d'une tout autre puissance : le prolétariat révolutionnaire. C'est pourquoi si le spectre de la guerre avec la Russie hante tout le mouvement de 1848, les bourgeoisies se gardèrent bien de faire le moindre pas dans cette direction et c'est le prolétariat qui, à lui seul, hérita de cette revendication.

Rapidement, pour la bourgeoisie, battre le prolétariat devint un enjeu plus important que conserver son propre pouvoir, c'est pourquoi, en l'absence d'un fort mouvement prolétarien en Grande-Bretagne, tous les yeux étaient tournés vers Paris, centre politique de la révolution. C'est de Paris qu'en Février était parti le signal des révolutions de Vienne et de Berlin; c'est de Paris en Juin qu'allait venir le signal de la contre-révolution; et c'est de Paris que l'on attendait à nouveau la reprise des combats révolutionnaires. Jusqu'en Juin la révolution suit un cours ascendant, la bourgeoisie se trouvant partout paralysée face aux initiatives de son allié prolétarien. A partir de Juin, on sait que celui-ci n'est plus invincible et la bourgeoisie peut se remettre en mouvement, reprendre l'initiative, quitte, en s'alliant avec la réaction à appeler la contre-révolution sur sa propre tête. Les combats sur les barricades de Juin avait également montré sur le plan militaire que le prolétariat pouvait être vaincu et ce fut une leçon pour les bourgeoisies européennes pour leur permettre d'engager le combat.

Nous avons qualifié l'Allemagne (cf. CouC N°18 p.30) de "pôle dynamique" de la révolution de 1848. En effet de par sa situation de "non-Etat" au centre de l'Europe, de par sa nécessité de se délimiter au sein de frontières nationales en libérant d'un seul coup les nationalités voisines (Polonais, Hongrois, Italiens etc..) l'Allemagne se trouvait au coeur de toutes les questions internationales de la révolution. C'est elle qui se trouvait immédiatement confrontée, par exemple en Pologne, avec la Russie, et c'est elle dont l'unification nationale exigeait au préalable de faire sauter toute la construction politique effectuée par la Sainte-Alliance et donc de battre en brèche le pouvoir de la Russie réactionnaire sur l'Europe. Cette mission allemande, véritable croisade révolutionnaire, devait prendre en outre l'allure d'une mission rédemptrice car de tous temps les allemands, soumis aux intérêts divergents d'autres puissances européennes avaient servi des intérêts contre-révolutionnaires et avaient partout combattu la révolution.

" La responsabilité des infamies commises dans d'autres pays avec l'aide de l'Allemagne ne retombe pas uniquement sur les gouvernements, mais, pour une grande part, sur le peuple allemand lui-même. Sans ses aveuglements, son âme d'esclave, son aptitude innée à fournir des lansquenets, de "débonnaires" valets de bourreau et des instruments au service des seigneurs "de droit divin", le nom d'allemand serait moins haï, maudit, méprisé à l'étranger, les peuples opprimés par la faute de l'Allemagne seraient parvenus depuis longtemps à un état normal de libre développement. Maintenant que les allemands secouent leur propre joug, il faut aussi que change toute leur politique à l'égard de l'étranger, sinon nous emprisonnerons notre jeune liberté, jusque-là à peine pressentie, dans les liens mêmes avec lesquels nous enchaînons des peuples étrangers (...) la grande masse des classes moyennes et de la classe ouvrière comprend ou sent que la garantie de sa propre liberté réside dans la liberté des peuples voisins."
(MGR t.1 p.206 3 Juillet 1848)

Le mouvement révolutionnaire en Allemagne devait donc, plus que tout autre, se combiner naturellement avec le mouvement révolutionnaire des autres pays. Or sa faiblesse était telle qu'il ne sut ni venir en aide à ces mouvements ni prendre appui sur eux pour se renforcer.

2.2.4.2.15. Si le retard de la révolution bourgeoise en Allemagne n'avait pas permis à la bourgeoisie de ce pays de se constituer en classe dominante, elle n'en était pas moins dotée des caractéristiques essentielles de la bourgeoisie moderne et notamment de la capacité à se poser, une fois arrivée au pouvoir dans le cadre de la nation, comme partisan de l'impérialisme. Avant même d'avoir conquis sa propre place en Allemagne même - et ceci par crainte de l'intervention du prolétariat - la bourgeoisie allemande laissait libre cours à ses intérêts impérialistes. Seulement dans un pays où tout le développement s'était effectué sur le mode de la pensée, cet appetit impérialiste s'exprimait sous la forme rêveuse du romantisme, qui avait théorisé la suprématie de "l'esprit germanique". Aussi dans la question de la délimitation des contours nationaux du territoire allemand vit-on se dégager des revendications absurdes qui prônaient le rattachement à l'Allemagne de tous les territoires où l'Allemand était parlé (Alsace-Lorraine, Pays Baltes, Suisse, Pologne etc.) A ce compte-là comme le fait remarquer ironiquement Engels on pouvait aussi invoquer la réunion des...Etats-Unis d'Amérique à une telle "Grande Allemagne" !

En effet la langue ne constitue un critère d'appartenance nationale que dans la mesure où elle est réunie à d'autres éléments de la base matérielle (unité territoriale, marché intérieur, unification des nationalités etc.) Son maintien au sein de petites communautés situées sur des territoires hors de la sphère nationale ne permet en rien de rattacher ces territoires à la nation-mère. Bien plus les nations

modernes se sont souvent constituées en intégrant des éléments de diverses nationalités enrichissant du même coup le fonds national prédominant.

Contre la lubie des nationalistes romantiques, la position du parti communiste consiste à étudier historiquement quelle est la destinée véritable de chaque peuple (et en premier lieu s'il est capable d'une action révolutionnaire) selon des critères matérialistes. C'est ainsi que le parti a fustigé la politique d'abandon menée par la Prusse contre le Danemark dans l'affaire des duchés du Schlesvig-Holstein, mais s'est élevé contre la politique impérialiste du gouvernement prussien (allié à la Russie) contre la Pologne.

2.2.4.2.16. Le Danemark était un pays complètement dépendant de l'Allemagne, aussi bien dans le domaine industriel et commercial que dans le domaine politique et littéraire. Les provinces du Sud du Danemark (duchés de Schlesvig et Holstein) situées dans l'isthme qui relie l'Allemagne à la Scandinavie, étaient fortement germanisés. En plus leur situation en faisait une clé du développement de l'Allemagne sur le plan militaire (naval) et commercial.

En Mars 1848, l'octroi par le roi du Danemark, Frédéric VII d'une constitution commune au Danemark et au Schlesvig amena les Allemands à constituer un gouvernement provisoire et à réclamer l'aide de la Prusse. Autant avant la révolution allemande l'agitation dans les duchés avait un caractère séparatiste petit-bourgeois (on ne saurait réclamer le rattachement à une Allemagne qui n'existait pas encore)) autant le déclenchement de la révolution allemande ouvrait un nouvel horizon révolutionnaire au mouvement bourgeois au Danemark.

Dès lors le soutien au gouvernement révolutionnaire provisoire du Schlesvig-Holstein devient un enjeu crucial pour la révolution et la guerre pour les duchés une guerre révolutionnaire pour la démocratie.

" La révolution du Schlesvig-Holstein et le gouvernement provisoire qui en était issu avaient encore, même au début, un caractère petit-bourgeois. Mais la guerre obligea à s'engager sur la voie de la démocratie. Grâce à ce gouvernement où ne siègent que d'honnêtes vieux libéraux (...) le Schlesvig-Holstein a reçu des lois plus démocratiques que n'importe quel autre Etat Allemand. De toutes les assemblées allemandes, l'Assemblée provinciale de Kiel est la seule qui ait pour base non seulement le suffrage universel, mais également les élections directes. Le projet de constitution qui lui a été soumis par le gouvernement est le plus démocratique qui ait jamais été rédigé en Allemand. Le Schlesvig-Holstein qui jusque là était politiquement à la remorque de l'Allemagne a obtenu soudain, grâce à la guerre révolutionnaire, des institutions plus progressistes que tout le reste de l'Allemagne."

(MGR T.2 p.19 10 Septembre 1848)

Or la Prusse, dans le cadre de sa politique contre-révolutionnaire mena contre le Danemark un "semblant de guerre" sans chercher à exploiter l'avantage qu'elle avait acquis contre le faible Danemark dès les premières batailles. Sur le plan militaire la campagne fut une trahison systématique des intérêts des allemands du Danemark. et dénoncée comme telle par les révolutionnaires.

" Et qui, dès le début, a été du côté du Danemark ? Les trois puissances européennes les plus contre-révolutionnaires : la Russie, l'Angleterre et le gouvernement prussien. Aussi longtemps qu'il l'a pu le gouvernement prussien a fait semblant de faire la guerre; que l'on pense à la note de Wildenbruch (Envoyé secret du roi de Prusse qui pronait la guerre contre le gouvernement révolutionnaire du Schlesvig et non contre les autorités danoises - NDR), à l'empressement avec lequel, sur des représentations de l'Angleterre et de la Russie, ce gouvernement a ordonné la retraite

du Jutland, que l'on pense enfin au second armistice ! La Prusse, l'Angleterre et la Russie sont les 3 puissances qui ont le plus à craindre la révolution allemande et sa conséquence première, l'unité allemande : la Prusse parcequ'elle cesserait alors d'exister, l'Angleterre parce que le marché allemand serait ainsi soustrait à son exploitation, la Russie parce que de ce fait la démocratie ne peut manquer de progresser non seulement jusqu'à la Vistule, mais même jusqu'à la Duna et au Dniepr. La Prusse, l'Angleterre et la Russie ont comploté contre le Schlesvig Holstein, contre l'Allemagne et contre la révolution."

(Idem)

2.2.4.2.17. Comme dans toutes les autres affaires de la révolution allemande, il revenait à l'Assemblée de Francfort d'incarner, face à la Prusse, le pouvoir révolutionnaire. En l'occurrence l'Assemblée devait refuser de ratifier l'armistice honteux signé entre la Prusse et le Danemark, même et surtout si cela devait la conduire à décider de prendre elle-même la tête d'une guerre révolutionnaire non seulement contre le Danemark, mais aussi contre la Prusse et la Russie.

" Si elle (l'Assemblée Nationale NDR) décide de laisser tomber l'armistice, alors nous aurons une **guerre européenne** (soul. Par CouC), une rupture entre la Prusse et l'Allemagne, de nouvelles révolutions, la **ruine** de la Prusse et la **véritable unité de l'Allemagne**. Que l'Assemblée ne se laisse pas intimider : deux tiers au moins de la Prusse sont avec l'Allemagne. Mais les représentants de la bourgeoisie à Francfort ne préféreront-ils pas accepter tous les affronts, se soumettre à l'esclavage de la Prusse plutôt que d'oser déclencher une guerre révolutionnaire européenne, plutôt que de s'exposer à de nouvelles tempêtes, plutôt que de faire courir des risques à sa propre domination en Allemagne ? (...) Si l'Assemblée décide de maintenir l'armistice, alors nous aurons la proclamation de la république et la guerre civile dans le Schlesvig-Holstein, l'assujettissement du pouvoir central à la Prusse, le mépris général de toute l'Europe pour le pouvoir central et l'Assemblée et cependant tout ce qu'il faut comme complications pour écraser tous les futurs ministères d'Empire sous d'insolubles difficultés."

(MGR 10.11.1848)

En refusant finalement de prendre la tête d'une croisade révolutionnaire et en acceptant (5 Septembre 1848) l'armistice signé à Malmö (Suède) le 26 Aout 1848, l'Assemblée de Francfort et avec elle la bourgeoisie allemande faisait un nouveau pas dans la voie de sa déconsidération totale en tant que force révolutionnaire. Cet épisode amenait la Nouvelle Gazette Rhénane à conclure que ce qui manquait le plus en Allemagne aussi bien au parti de la révolution qu'à la contre-révolution c'était le courage. Quelle que soit la direction que devait prendre le mouvement aucun des deux adversaires n'était capable de porter les coups décisifs capables d'abrèger, dans un sens ou dans l'autre, les tourments de la lutte. La trahison de l'Assemblée de Francfort sur la question du Schlesvig-Holstein provoqua une poussée révolutionnaire : insurrection républicaine le 18 Septembre à Francfort, proclamation de la république dans le Bade etc. mais ces mouvements sont écrasés par les troupes prussiennes et autrichiennes appelées en renfort.

2.2.4.2.18. La faiblesse et le manque d'énergie de l'Assemblée de Francfort se lit encore plus dans l'épisode polonais, car la question de la Pologne constituait un moment crucial non seulement de la révolution allemande, mais encore de la révolution européenne. En effet c'est sur le partage de la Pologne que s'appuyait toute la contre-révolution européenne, et le pouvoir des 3 nations qui en constituaient le fer de lance sur le continent : la Prusse, la Russie et l'Autriche.

" Ce partage de la Pologne, accompli par les trois puissances, est le lien qui les rive l'une à l'autre; le brigandage commun les a rendues solidaires les unes des autres."
(NGR T.1 p.405. 19 Aout 1848)

Or ce partage n'avait pu se faire qu'avec le soutien actif de la **noblesse féodale polonaise** qui y trouvait la garantie de pouvoir continuer à exploiter sans merci la paysannerie. Le partage de la Pologne reposait donc sur un compromis dont la noblesse féodale formait le quatrième pilier. aussi toute insurrection nationale en Pologne devait-elle prendre immédiatement un caractère social; la révolution nationale ne pouvait pas y être autre chose qu'une révolution paysanne démocratique et anti-féodale.

" Les grands pays agricoles entre la Baltique et la Mer Noire ne peuvent se libérer de la barbarie patriarco-féodale que par une révolution agraire qui transforme les paysans serfs ou corvéables en propriétaires fonciers libres, une révolution qui soit à la campagne exactement la même que la révolution française de 1789.
(...)

*Du jour où ils furent opprimés, les Polonais agirent en révolutionnaires et enchainèrent ainsi d'autant plus solidement leurs oppresseurs à la contre-révolution. Ils les contraignirent à maintenir l'état patriarco-féodal, non seulement en Pologne, mais aussi dans leurs autres possessions. Et notamment depuis l'insurrection de Cracovie en 1846 la lutte pour l'indépendance de la Pologne est en même temps la lutte pour la **démocratie agraire** - la seule possible en Europe Orientale - contre l'**absolutisme patriarco-féodal**"*
(NGR T.2 p.407. 20 Aout 1848)

La question polonaise intéressait donc l'Allemagne révolutionnaire à un double titre : soutenir une révolution en Pologne c'était affronter la contre-révolution russe; d'autre part sur le plan interne c'était permettre le bouleversement révolutionnaire des conditions sociales anciennes et l'élimination des résidus du féodalisme.

" Donc, tant que nous aiderons à opprimer la Pologne, tant que nous enchainons une partie de la Pologne à l'Allemagne, tant que nous resterons enchainés à la Russie et à la politique russe, nous ne pourrons pas briser radicalement chez nous l'absolutisme patriarco-féodal. L'instauration d'une Pologne démocratique est la condition première de l'instauration d'une Allemagne démocratique."
(idem)

Il y avait une autre raison pour laquelle le rétablissement d'une Pologne unifiée exigeait de mener une guerre contre la Russie. Restaurer la Pologne dans ses frontières de 1772 signifiait spolier l'Allemagne des territoires polonais germanisés à l'Ouest, et courir le risque de les voir, en retombant sous l'influence de la noblesse polonaise, connaître une involution vers la restauration des rapports patriarcaux-féodaux. En même temps sur le plan de la superficie, la Pologne avait droit à retrouver l'équivalent de son extension d'avant le partage de la 1772. Cela impliquait qu'une Pologne démocratique devait gagner du territoire à l'Est (c'est-à-dire sur la Russie) ce qui signifiait en même temps l'avance de la révolution vers l'Orient et n'était pas possible sans conflit. Bien évidemment un tel redécoupage n'allait en aucun cas dans le sens des annexions prussiennes, la NGR dénonçant le "septième partage de la pologne" que le parlement de Francfort approuvera, au risque de rejeter les polonais dans les bras de la contre-révolution (cf. NGR T.1 p.83-85. 9 Juin 1848). Là encore la question **sociale** et la question **nationale** étaient

inseparables car il ne s'agissait pas de revendiquer abstraitement le "droit du peuple polonais" à restaurer ses frontières de 1772 si cela devait conduire au rétablissement d'une nation féodale agraire. C'est pourquoi en Allemagne le véritable soutien à la révolution polonaise ne venait pas de la bourgeoisie mais du prolétariat.

" Aussi, le parti avancé d'Allemagne, dans l'idée qu'une guerre avec la Russie était nécessaire pour maintenir le mouvement sur le continent, convaincu que le rétablissement, comme nation, ne fût-ce que d'une partie de la Pologne, conduirait à cette guerre, soutenait-il les Polonais; la classe moyenne, la classe au pouvoir, (la bourgeoisie NDR) prévoyait au contraire clairement qu'une guerre nationale avec la Russie serait le signal de sa chute, parce qu'il faudrait appeler au pouvoir des hommes plus actifs et plus énergiques; aussi feignait-elle un grand enthousiasme pour l'extension de la nationalité allemande et déclarait-elle que la Pologne prussienne, le foyer principal de l'agitation révolutionnaire polonaise, devait faire partie de cet Empire Allemand qu'on allait créer."

(Engels. Révolution et Contre-révolution en ALLEMAGNE. ed. Costes p.82)

2.2.4.2.18. Encore une fois la question polonaise montre que la révolution allemande n'avait pas d'autre choix, une fois déclenchée que de se montrer plus révolutionnaire ou de renverser son cours vers la contre-révolution. Comme nous venons de le voir, un soutien réel à la cause polonaise exigeait la mesure la plus radicale qui soit : la guerre avec la Russie. Celle-ci n'ayant pas été assumée par la bourgeoisie allemande, il n'y eut pas de demi-mesure possible : la Prusse annexa le duché de Posen (Posnanie) et le militarisme prussien écrasa la révolution polonaise.

Là encore le Parlement de Francfort, malgré ses rodomontades révolutionnaires ratifia l'activité contre-révolutionnaire de la Prusse en confirmant le partage de la Pologne. Dans tous ces épisodes, c'est la contre-révolution qui se renforçait et qui se préparait, après le Danemark et la Pologne à dévorer Vienne et à s'étendre au reste de l'Allemagne.

" La seule solution possible, la seule qui eût préservé l'honneur de l'Allemagne, c'était, nous le répétons, la guerre contre la Russie. On ne l'a pas osée et l'inévitable est arrivé : la soldatesque de la réaction battue à Berlin releva de nouveau la tête en Posnanie; sous le couvert de sauver l'honneur et la nationalité des Allemands, elle a planté la bannière de la contre-révolution et écrasé les révolutionnaires polonais, nos alliés - et pendant un temps l'Allemagne bernée applaudit ses ennemis vainqueurs. Le nouveau partage de la Pologne fut exécuté et il ne lui manquait plus que la sanction de l'Assemblée Nationale."

(NGR T.I. p.409. 21 Aout 1848)

2.2.4.2.19. Pendant tout l'été 1848, sous l'influence directe de la victoire de la bourgeoisie contre le prolétariat parisien en juin (cf. thèse 2.12 bis) la contre-révolution cherche à s'organiser en Allemagne et à rééditer sur son propre prolétariat les exploits d'un Cavaignac. Dès le mois de Mai à Vienne la haute aristocratie et la haute finance bourgeoise, dont l'influence avait seulement été mise en veilleuse en Mars mais n'avait pas été détruite, avaient tenté de peser sur le gouvernement bourgeois pour faire passer des lois favorables à l'aristocratie. Cette tentative, comme celle de désarmer la légion universitaire (frange la plus avancée de la bourgeoisie révolutionnaire) ressoudèrent le front anti-féodal et provoquèrent une insurrection dans la capitale Autrichienne le 15 Mai. Or si la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, grâce à l'appui du prolétariat viennois

croyaient s'être emparés du pouvoir à Vienne, ils ne contrôlaient pas la province, ou la cour s'était réfugiée (à Innsbruck). De là, la noblesse put se réorganiser et préparer son retour à Vienne le 19 Aout. Là encore, c'est la classe ouvrière qui se dressa physiquement contre la réaction, en risquant notamment à une mesure de suppression des secours aux ouvriers en chômage. Mais là, comme en Juin à Paris, ce fut la garde nationale bourgeoise qui réprima l'insurrection ouvrière qui, à Vienne, allait reprendre le flambeau de la révolution, notamment dans l'insurrection d'Octobre qui eut lieu en soutien à la révolution hongroise.

Dans le disparate ensemble autrichien, les hongrois constituaient - contrairement aux slaves du Sud - une nation révolutionnaire qui profita, comme les Polonais, de l'effervescence de 1848 pour tenter d'arracher son indépendance à l'Empire des Habsbourg. Le gouvernement impérial autrichien ne pouvait pas, pour les raisons que nous avons vues dans le chapitre précédent, tolérer un mouvement autonome des nationalités sur lesquelles il régnait. C'est pourquoi il engagea l'épreuve de force en Septembre 1848, notamment en utilisant les slaves du Sud, ennemis mortels des hongrois, comme fer de lance. Militairement, la première entreprise du gouvernement impérial autrichien pour écraser les hongrois fut un échec, le mouvement national hongrois s'organisant en véritable pouvoir révolutionnaire.

" Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1848, pour la première fois depuis 1793 une nation cernée par les forces supérieures de la contre-révolution ose opposer la passion révolutionnaire à la lâche fureur de la contre-révolution, la terreur rouge à la terreur blanche."
(NGR t.2 p.298 13 Janvier 1849)

L'attaque de la Hongrie révolutionnaire et la victoire qu'elle remporta sur les troupes impériales provoqua une **nouvelle insurrection viennoise** au début d'Octobre 1848, devant laquelle la cour impériale fut à nouveau amenée à fuir en province, à Olmutz. Seulement ce repli n'était effectué que pour permettre un renforcement de la contre-révolution qui se lance à l'assaut de Vienne le 23 Octobre. Après un combat acharné le prolétariat est battu par un ennemi nettement supérieur en nombre, puis massacrés par des troupes dont les éléments slaves laissent libre cours à leur fureur anti-allemande. Isolé, le prolétariat viennois n'a pu obtenir l'aide de ses deux alliés naturels : les Hongrois, pour lesquels ils s'étaient soulevés mais qui tergiversent et ne marchent pas sur Vienne alors qu'ils auraient pu faire pencher la balance en faveur de la révolution; et les allemands qui, au cours de leur demi-révolution ne s'étaient dotés d'aucun organe, politique ou militaire capable de prendre la décision de venir concrètement en aide à la révolution autrichienne.

" Partout (en Allemagne NDR) des questions étaient pendantes qui ne pouvaient être résolues que par la force des armes; et, pour la première fois, se faisaient cruellement sentir les désastreuses conséquences entraînées par la continuation de l'ancien morcellement et de la décentralisation de l'Allemagne. Ces différentes questions étaient au fond les mêmes dans chaque Etat, dans chaque province, dans chaque ville; mais elles étaient soulevées dans des formes et sous des prétextes différents et avaient atteint partout des degrés différents de maturité. Et il arriva ceci : alors que, dans chaque localité, on sentait la gravité des événements de Vienne, nulle part on ne put frapper un coup important avec quelque espoir de porter secours aux Viennois ou de faire une diversion en leur faveur; et il ne restait, pour les aider, que le parlement et le pouvoir central de Francfort; de tous côtés on leur adressa des appels; mais qu'ont-ils faits ?"
(Engels. Révolution et contre-révolution en Allemagne ed. Costes p.118)

En fait l'épisode de l'écrasement de la révolution à Vienne fut une nouvelle fois l'occasion pour le Parlement de Francfort de démontrer son impuissance et son incapacité à incarner les destinées révolutionnaires de l'Allemagne. 2.2.4.2.18. L'épisode viennois constitue, sur le chemin de la contre-révolution, un jalon presque aussi important que celui de Juin à Paris. Il donne à la bourgeoisie prussienne la certitude que le prolétariat n'est pas invincible et lui permet de se préparer à frapper elle-même le mouvement révolutionnaire à Berlin. En Septembre 1848, prenant prétexte du fait que l'Assemblée de Berlin avait affirmé par un vote la suprématie du pouvoir civil sur les militaires, la bourgeoisie remplace Hansemann au ministère par le général Prussien Von Pfuël, héros de la répression anti-polonaise. Le 16 Octobre, la garde civique bourgeoise tire sur des ouvriers protestant contre le chômage. Fin Octobre le congrès des démocrates allemands de Francfort, réfugié à Berlin, tente de faire pression sur l'assemblée en mobilisant les masses pour l'obliger à soutenir l'insurrection viennoise. Le 9 Novembre, sous prétexte de protéger l'Assemblée contre la rue, le gouvernement lui ordonne de se réunir en province, dans la ville de Brandenburg, près de Postdam. Le 15, l'état de siège est proclamé, le général Wrangel entre dans Berlin à la tête de 40.000 hommes. Les derniers députés restants sont expulsés. Le 5 Décembre, le gouvernement dissout définitivement l'Assemblée qui, de toutes façons, en s'étant ainsi laissée reléguer et piétiner avait montré qu'elle ne méritait pas autre chose.

La défaite de Berlin illustre à nouveau le rapport qui règne entre monarchie, bourgeoisie et prolétariat. L'Assemblée bourgeoise non seulement ne s'est pas mise en position d'attaquer le régime, mais encore elle n'a même pas su se défendre elle-même. Certes le rapport de forces était favorable à la réaction, au militarisme prussien, à la bureaucratie et à la monarchie qui tenaient entre leurs mains l'armée, l'administration et le gouvernement, mais comme le souligne Engels, s'il n'était pas possible en Novembre 1848 à Berlin de **gagner** la bataille, il était possible d'**engager** le combat et, quitte à être défait de l'être d'une manière qui fasse avancer le mouvement historique. Or la contre-révolution de Novembre est directement le produit de la demi-révolution de Mars; la bourgeoisie a voulu la contre-révolution au sens bourgeois (c'est-à-dire contre le prolétariat) et elle l'a récolté au sens féodal (c'est-à-dire contre la bourgeoisie). Jusqu'au dernier moment, c'est l'hypothèque de la possibilité du développement d'un mouvement ouvrier autonome qui paralyse la bourgeoisie et la contraint à accepter que son sort soit réglé par les mêmes maîtres dont elle avait feint de se débarrasser en entamant sa révolution. Désormais la contre-révolution allait pouvoir accomplir jusqu'au bout son cycle et pour cela la Prusse -et aussi l'Autriche- allaient retrouver leur rôle de gendarmes des Etats Allemands.

2.2.4.2.20. A l'inverse du mouvement révolutionnaire de Mars où l'agitation dans les Etats Allemands du Sud avaient donné le signal du mouvement révolutionnaire à Berlin, la contre-révolution partait de Prusse pour battre les Etats du Sud qui exprimaient encore un semblant d'activité révolutionnaire à travers le Parlement de Francfort, et surtout où le parti démocrate était encore puissant. Mais quels motifs animaient la petite-bourgeoisie des Etats du Sud de l'Allemagne ? Etait-ce la poursuite de la révolution jusqu'à ses plus ultimes conséquences ? Etait-ce la libération des paysans et l'abolition des anciennes conditions sociales ? Etait-ce de faire table rase des entraves au développement économique moderne ? Etait-ce d'unifier définitivement l'Allemagne en un grand Etat moderne sous la forme de la république une et indivisible ? Non car pour tout cela elle avait en définitive besoin de s'appuyer sur le prolétariat. Tout ce que souhaitait la petite-bourgeoisie des Etats Allemands du Sud, c'était clore le chapitre révolutionnaire, en rester aux "acquis" de Mars, faire reconnaître le parlement de Francfort comme son organe officiel, obtenir une constitution unique pour l'ensemble de l'Allemagne.

Or la constitution à laquelle travaillait l'Assemblée de Francfort, d'Octobre 1848 à Mars 1849, et qui prévoyait la création d'un Reich allemand, butait sur la question de l'inclusion ou non de l'Autriche dans l'Empire. Comme nous l'avons vu cette

question dépendait étroitement de la dislocation de l'Autriche comme Empire supranational et impliquait le détachement des territoires allemands d'Autriche et leur incorporation à l'Allemagne unitaire. Avec l'écrasement du mouvement révolutionnaire à Vienne et l'échec de la révolution hongroise l'Autriche s'était rétablie comme puissance autonome et n'avait que pour seul souci de s'affirmer contre toute tentative d'unification qui se serait faite au prix de son identité et non sous son égide. C'est pourquoi elle promulgua en mars 1849 une constitution unitaire et exigea la présidence de l'Allemagne unifiée. Cette manœuvre aboutit au Parlement de Francfort à disloquer le parti dit "grand-allemand" qui prônait une Allemagne unifiée incluant l'Autriche contre les partisans de la "petite-Allemagne" qui défendaient une union étroite sous l'égide de la Prusse. Le 27 Mars le parlement de Francfort vote pour la restauration de l'Empire héréditaire et propose la couronne à Frédéric-Guillaume IV, qui la refusa. Ce refus signifiait que désormais, il ne pouvait plus y avoir "d'entente" sur le chemin de la contre-révolution mais que la Prusse était décidée à restaurer intégralement son autorité.

2.2.4.2.21. C'est dans ces conditions que s'ouvre la dernière phase de la révolution allemande de 1848-49, celle de l'insurrection pour la constitution du Reich, qui entraîne les classes populaires et le prolétariat dans le sillage de la petite-bourgeoisie (petits industriels, commerçants etc...)

Il est intéressant de noter que si le prétexte de ce mouvement fut la constitution de l'Allemagne, les motifs de chacun des protagonistes pour défendre et appuyer cette constitution étaient différents, voire antagoniques. Pour la bourgeoisie il s'agissait de stabiliser le mouvement, d'en finir avec l'oeuvre constitutionnelle et, dans le cadre d'un Etat modernisé, de gérer les rapports sociaux, c'est-à-dire de pouvoir se livrer en toute tranquillité à l'exploitation du prolétariat.

*" Et cette question (de l'organisation politique allemande NDR), la seule qui semblât encore présenter quelque danger, on estimait nécessaire de la résoudre sans retard. De là, la pression exercée par les classes moyennes sur l'Assemblée de Francfort pour la pousser à en terminer au plus vite avec la Constitution; de là, la résolution prise par la haute et la basse bourgeoisie d'accepter et de soutenir cette constitution, quelle qu'elle fût, afin de créer sans délai un état de choses stable. Ainsi donc dès le premier jour, l'agitation en faveur de la Constitution impériale partit d'un sentiment réactionnaire et se répandit au sein des classes qui, de longue date, étaient lassées de la révolution."
(Engels. Idem p.150)*

Pour la petite-bourgeoisie, la constitution, dont les principes dataient du printemps et de l'été 1848 apparaissait maintenant (tout réactionnaires que ces principes aient été au départ) comme libérale, voire démocratique.

" Il était naturel que, dans ces conditions, le parti appelé parti démocratique, c'est-à-dire la masse des petits commerçants, se cramponnât à la constitution impériale. Cette classe avait toujours été, dans ses revendications, plus avancée que la bourgeoisie libérale, monarchiste et constitutionnelle; elle avait relevé le front plus hardiment; elle avait souvent menacé de résister par les armes; elle avait promis un nombre incalculable de fois de sacrifier son sang et son existence à la cause de la liberté; mais elle avait également prouvé jusqu'à l'évidence qu'au jour du danger on ne la trouvait nulle part et qu'elle ne se sentait jamais autant à l'aise, qu'au lendemain d'une défaite décisive, lorsque, tout étant perdu, il lui restait du moins la consolation de savoir que, d'une façon ou d'une autre, la question était résolue."

2.2.4.2.22. Sur le plan militaire, la campagne pour la constitution du Reich reproduit les mêmes défauts et les mêmes faiblesses que le mouvement de 1848 sur le plan politique : pusillanimité, manque de hardiesse révolutionnaire, manque de décision dans les mesures à prendre, absence de direction, manque d'unité, absence de centralisation etc... Les membres de la Ligue des Communistes (qui face à la carence des démocrates réapparaissait alors comme parti), partout où cela était possible tentèrent de prendre les choses en main, et notamment Engels mit ses talents d'organisateur et son génie militaire au service de l'insurrection, ce qui lui a permis, par la suite de tirer un bilan de la campagne militaire de la révolution allemande de 1848-49, bilan dont aujourd'hui encore les communistes peuvent tirer un riche profit. D'une manière générale "*le corps réellement combattant des insurgés, le corps qui, le premier, prit les armes et livra bataille à la troupe, se composait des classes ouvrières des villes.*" (Engels P.162).

L'un des tous premiers phénomènes dont fut victime l'insurrection de 1849, fut précisément celui que la révolution victorieuse aurait dû annihiler : l'éparpillement et la décentralisation. La non-unification de l'Allemagne jouait là encore comme condition de la contre-révolution. En même temps, cela témoigne de l'enjeu réel qui se posait aux insurgés de 1849 : utiliser la force des armes pour unifier réellement, sur le plan militaire, politique, économique les états allemands au niveau national.

L'insurrection qui démarre le 3 Mai 1849 à Dresde s'étend ensuite à l'état de Bade (Carlsruhe), puis au Palatinat, mais l'absence de volonté d'unification, la non-centralisation du mouvement permirent aux troupes prussiennes d'écraser l'un après l'autre les gouvernements révolutionnaires et de faire échec au mouvement. Pour éviter cela, l'une des premières tâches (position défendue sans relâche par Engels au cours de son équipée militaire en Allemagne du Sud) était de se **centraliser**. Pour cela il fallait combiner des mesures politiques, économiques et militaires.

Tout d'abord faire de chaque gouvernement insurgé un véritable **conseil révolutionnaire** centralisant tous les pouvoirs. La solution de la question militaire impliquait en elle-même la prise de mesures politiques révolutionnaires, car entretenir des forces militaires insurrectionnelles suppose que l'on dispose de moyens, entre autres financiers. Il fallait désarmer la garde civique bourgeoise, distribuer les armes aux prolétaires, lever une taxe pour l'entretien des armées révolutionnaires... Tout cela supposait que l'organe de l'insurrection agisse comme un véritable pouvoir révolutionnaire. Engels souligne que, outre leur effet immédiat ces mesures avaient un autre sens, dynamique celui-là : entraîner le mouvement à se dépasser lui-même en favorisant par la hardiesse de ces mesures révolutionnaires la mobilisation du prolétariat, rompant avec l'inertie de la petite-bourgeoisie, et paralysant la bourgeoisie.

Ensuite il fallait relier entre elles les différentes régions insurgées, briser la logique de l'éparpillement, en un mot **centraliser** les initiatives militaires. Pour cela, il ne fallait pas seulement une liaison "horizontale", de ville à ville, de région à région, mais créer un véritable centre, une capitale de l'insurrection. Or quelle ville s'évertuait, depuis le début de la révolution en Mars 1848 à incarner l'Allemagne, à représenter la nation allemande en formation : Francfort avec son "Assemblée Nationale". Dans la mesure où, face à l'insurrection cette dernière ne prenait aucune des mesures que l'on aurait été en droit d'attendre d'elle, Engels préconisait d'organiser une pression révolutionnaire sur l'Assemblée et pour cela d'organiser la marche des troupes insurgées sur Francfort.

" Ce qu'il y avait à faire dans ces circonstances est si simple et si évident qu'aujourd'hui, après la répression du soulèvement, cela est blanc comme neige pour chacun, et chacun veut l'avoir dit

des le debut. Il fallait, aussitôt et sans perdre un instant à tergiverser, étendre le soulèvement à la Hesse, à Darmstadt, Francfort, Nassau et au Wurtemberg. Il s'agissait pour ce faire de rassembler sur-le-champ 8 à 10.000 hommes des troupes régulières (1) disponibles - par la voie ferrée la chose pouvait se faire en deux jours- et de les envoyer sur Francfort - "pour la protection de l'Assemblée Nationale".

(Engels. Campagne pour la constitution du Reich p.56)

De là, il fallait étendre l'insurrection aux autres provinces et, "pour ce faire, il fallait entre autres centraliser le pouvoir de l'insurrection, mettre à sa disposition les moyens financiers nécessaires et, avec l'abrogation de toutes les charges féodales, intéresser la grande majorité de la population agricole. L'établissement d'un pouvoir central commun pour la guerre et les finances, disposant du pouvoir d'émission du papier monnaie, tout d'abord pour le Bade et le Palatinat, l'abolition de tous les privilèges féodaux en Bade et dans chaque district occupé par l'armée de l'insurrection, auraient donné au soulèvement un tout autre caractère énergique."
(idem p.57)

2.2.4.2.23. Or, à la tête de ce mouvement il n'y avait pas le prolétariat (même s'il y participait de toutes ses forces) seule classe capable de faire preuve d'énergie révolutionnaire en assumant toutes ces mesures, mais la petite-bourgeoisie, qui mena une véritable politique de trahison du mouvement. La petite-bourgeoisie transmit à l'insurrection ses propres caractères mesquins de classe incapable de se décider pour une politique révolutionnaire.

" Les gouvernements provisoires formés dans toutes les régions soulevées représentaient, pour la plupart, cette fraction de la population (les petits industriels NDR); et la longueur du chemin parcouru peut à juste titre nous donner la mesure de ce dont est capable la petite-bourgeoisie allemande; elle n'est capable, comme nous allons le voir, que de ruiner tout mouvement qui se remet entre ses mains."

(Engels. Révolution et contre-révolution...p.165)

En conséquence la couardise, la pusillanimité, l'arrivisme et la chasse aux places, le manque d'esprit militaire, l'indiscipline et les fanfaronnades marquèrent la campagne pour la constitution du Reich.

" Or, l'insurrection est un art tout comme la guerre ou n'importe quoi; elle est soumise à certaines règles pratiques, et le parti qui néglige ces règles court à sa perte. Ces règles, qui se déduisent logiquement de la nature des partis et des circonstances éventuelles, sont si claires et si simples que la contre-expérience de 1848 les avait absolument rendues familières aux Allemands.

Premièrement ne jouez jamais avec l'insurrection avant d'être absolument prêts à faire face à toutes les conséquences du jeu : l'insurrection est un calcul avec des grandeurs très indéfinies, dont la valeur peut changer chaque jour; les forces auxquelles vous heurtez ont tout l'avantage de l'organisation, de la discipline, de l'habitude, de l'autorité; et à moins de leur opposer une forte supériorité, vous êtes vaincus et perdus. En second lieu, une fois

(1) Dans le Bade, à Rastatt et Carlsruhe, l'armée avait basculé dans le camp des insurgés, entraînant un rapport de forces extrêmement favorable à l'insurrection.

entrez dans la voie insurrectionnelle, agissez avec la plus grande décision et prenez l'offensive - la défensive est la mort de tout soulèvement armé; il est perdu avant de s'être mesuré à ses ennemis. Surprenez vos adversaires lorsque leurs forces sont encore disséminées; préparez de nouveaux succès, même faibles, mais quotidiens; conservez l'ascendant moral que vous a valu le premier mouvement couronné de succès; ralliez autour de vous ces éléments indécis qui suivent toujours l'impulsion la plus forte et qui regardent toujours vers le côté le moins dangereux; forcez vos ennemis à battre en retraite avant d'avoir pu grouper leurs forces contre vous; et rappelez-vous les paroles de Danton, le plus grand maître que nous connaissions de la politique révolutionnaire : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !"
(id.p.58)

Cependant, si la manière dont la petite-bourgeoise allemande a conduit la campagne pour la constitution du Reich est bien représentative des caractères de cette classe, on ne peut faire retomber sur ses seules épaules la responsabilité de l'échec. D'une part comme nous l'avons vu au début de ce travail les conditions matérielles allemandes et la classe révolutionnaire allemande était encore fort peu développées, d'autre part le soulèvement en Allemagne du Sud ne pouvait vaincre isolément et son sort dépendait étroitement de l'évolution de la situation internationale, notamment de l'insurrection hongroise contre l'Autriche, et de la capacité du prolétariat parisien à reprendre l'offensive. Or l'espoir, très illusoire, que les révolutionnaires mettaient dans un réveil du prolétariat parisien allait être définitivement balayé en Juin 1849 avec l'échec de l'offensive petite-bourgeoise du 13 Juin (cf. CouC N°18).

2.2.4.2.24. Après l'écrasement des insurgés d'Allemagne du Sud avec l'aide des troupes prussiennes, il n'y a plus aucun obstacle sur la voie de la contre-révolution. A nouveau l'Autriche et la Prusse, pleinement restaurées se répartirent, tout en luttant entre elles leur influence sur les états allemands. L'épreuve de force entre les deux puissances se résolut par la restauration de l'ancienne confédération germanique et du Zollverein, l'Autriche restant toutefois en dehors de celui-ci.

Sur le plan politique et social, la revanche des aristocrates et des hauts fonctionnaires se caractérisa par une forte répression anti-ouvrière et anti-communiste (cf. chap.2.2.4.3.); les constitutions octroyées en 1848 furent abolies ou transformées, les droits de presse, d'association et de réunion réduits, le suffrage universel supprimé.

Il restait donc à l'Allemagne à résoudre sa question nationale et à poser les bases d'un authentique développement capitaliste. Après une décennie de contre-révolution, dans le cours des années 1860-70 la question nationale allait trouver sa solution bureaucratique, "par en haut, (en ce sens on a pu dire que Bismarck était "l'exécuteur testamentaire" de la révolution de 1848), à partir de quoi l'Allemagne allait connaître un formidable développement capitaliste sur la base duquel un authentique mouvement ouvrier moderne allait pouvoir se développer.

* *

2.2.4.3. LA LIGUE DES COMMUNISTES DANS LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1848.

2.2.4.3.1. L'épisode de la révolution allemande de 1848 est également riche d'enseignements en ce qui concerne la théorie du parti et la tactique des communistes dans la révolution double. Nous avons vu (cf. N°18 pp.2-26) comment la Ligue des Communistes s'était constituée à l'échelle internationale, et à cette occasion nous avons précisé les concepts de "parti ouvrier" et "parti communiste", en précisant les rapports entre les deux. C'est également la dialectique entre parti ouvrier et parti communiste qui permet d'expliquer, dans l'épisode de 1848, pourquoi la Ligue s'est "mise en veilleuse" et a pratiquement cessé d'exister en tant que telle entre mai 1848 et fin 1849. Cette "éclipse" est également l'occasion de préciser la nature de la Ligue des Communistes et son rôle par rapport au mouvement ouvrier. Dans la mesure où nous avons exposé au cours du chapitre précédent le cours général de la révolution allemande, nous nous concentrerons dans ce chapitre surtout sur la position des communistes.

2.2.4.3.2. A peine fondée, la Ligue des Communistes fut confrontée à l'explosion, de la révolution à l'échelle européenne. Elle vivait certes dans cette attente (1) mais n'était malgré tout ni suffisamment forte ni suffisamment préparée pour pouvoir affronter la tourmente révolutionnaire et se placer, là où c'était possible, à la tête du mouvement. En outre, à l'échelle européenne, le mouvement de 1848 connut un entremêlement de mouvements prolétariens, de révolutions doubles et de mouvements purement nationaux exigeant des révolutionnaires prolétariens une stratégie précise et sûre qu'une bonne partie des membres de la Ligue n'était pas encore à même d'intégrer, même si en son sein les éléments favorables au socialisme scientifique la défendaient précisément.

En Juin 1847, huit mois avant le déclenchement de la révolution sur le continent, les forces de la Ligue se répartissaient ainsi (cf. rapport du 1er Congrès) :

-**Londres** : C'est là que la Ligue est la plus forte et elle intervient dans de nombreuses sociétés ouvrières allemandes et françaises en exil, ainsi que dans les Fraternal Democrats (aile gauche du chartisme cf. CouC N°16 p.63)

En raison de cette force, et aussi du terrain purement bourgeois constitué par la démocratie parlementaire anglaise, qui autorise associations, presse et réunions, Londres est choisi comme siège du Conseil Central de la Ligue.

-**Paris** : La Ligue a dû y combattre l'influence d'anciens courants de la Ligue des Justes, notamment Weitlingiens et partisans de Karl Grün. Le nombre de militants y est limité, mais constitué sur une base assez solide. La Ligue est également présente à Lyon et à Marseille.

-**Bruxelles** : Formation d'une commune de la Ligue avec des ouvriers allemands et belges.

(1) "Mais ce que nous savons, c'est que ce bouleversement arrive avec force; ce que nous voyons, c'est que partout, en France comme en Allemagne, en Angleterre comme en Amérique les masses du prolétariat en colère se mettent en mouvement et d'une voix souvent confuse encore mais toujours plus forte et plus intelligible exigent leur libération des chaînes du règne de l'argent, des chaînes de la bourgeoisie."
(Rapport du 1er congrès de la Ligue Juin 1847)

Berlin : La Ligue est soumise aux poursuites policières et a du mal à maintenir ses activités. De même à **Hambourg** l'activité de la Ligue est mise en veilleuse.

Suisse : La Ligue y est faible, la classe ouvrière de ce pays aux conditions sociales arriérées étant largement influencée par le courant Weitlingien.

Amerique : La Ligue a envoyé un émissaire en vue de constituer une commune.

Au cours des six premiers mois d'existence de la Ligue, on eut un renforcement, notamment sur le plan de la théorie, et par voie de conséquence sur l'organisation. Mais dans l'ensemble, la Ligue, comme le montre l'état des forces ci-dessus, était encore loin de pouvoir diriger et encadrer un mouvement de la classe ouvrière, surtout de l'ampleur de 1848.

2.2.4.3.3. Si Londres avait été choisi comme siège du Conseil Central, en raison d'une part de la montée des luttes de classes dans le bastion le plus avancé du MPC, d'autre part des conditions de sécurité et de liberté relativement meilleures que sur le continent, l'éclatement de la révolution de Février en France bouleversait ces données, en déplaçant momentanément l'épicentre révolutionnaire sur le continent. Pour cette raison le Conseil Central de Londres décida de transférer immédiatement ses pouvoirs à Bruxelles (où militaient Marx et Engels). Le comité de Bruxelles lui-même, en butte à la persécution policière, rejoignit Paris où les possibilités d'action allaient être bien évidemment élargies.

" Le nouveau Conseil Central (de Bruxelles NDR) décida donc de se dissoudre également, de remettre tous ses pouvoirs à Marx et de lui donner plein pouvoir pour constituer immédiatement un nouveau Conseil Central (...) (3 Mars 1848)."

(Engels. Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes. Ed.Spartacus. p.23)

En même temps, pleins pouvoirs étaient donnés au Conseil Central de Paris. Les raisons avancées pour justifier un tel transfert étaient les suivantes :

" 1° Paris est actuellement le centre de tout le mouvement révolutionnaire.

2° Les conditions actuelles exigent une direction extrêmement ferme de la part de la Ligue, ce qui rend absolument indispensable d'accorder aux dirigeants le droit d'agir en fonction de ce qu'ils jugent nécessaire."

Voici une première leçon valable pour toute l'histoire du mouvement ouvrier : le centre international du parti prolétarien doit, dans la mesure du possible, être situé au même endroit que le centre politique révolutionnaire. En 1848 la France et Paris sont le centre révolutionnaire indiscuté. Si, lors de la fondation de la Première Internationale, le siège de l'organisation est de nouveau placé à Londres, cela s'explique pour des raisons évidentes, la dictature Bonapartiste établie en 1852 interdisant toute activité politique officielle sur le territoire français. Le gros des troupes, dans le pays le plus développé, et la possibilité d'une action au grand jour faisaient de Londres le centre conjoncturellement le plus propice, mais le fait de ne pas disposer d'une implantation solide du parti en France fut un handicap énorme lors de la Commune de Paris. Quant au transfert du siège de l'AIT à New-York, après 1871, il correspondait à la défaite du prolétariat et à la volonté de ne pas laisser tomber la dépouille de l'Internationale aux mains d'ennemis du prolétariat. Après 1871 le centre révolutionnaire se déplace vers l'Allemagne, centre politique et centre révolutionnaire coïncideront donc bien à l'époque de la Seconde internationale.

Si une telle disposition des forces est la plus favorable à la révolution, elle permet aussi dialectiquement à la contre-révolution de frapper directement le mouvement prolétarien à la tête lorsqu'elle parvient à dominer le centre révolutionnaire. Ainsi l'embourgeoisement de la Seconde Internationale et son pourrissement international se firent d'autant plus facilement que la gangrène s'était propagée dans la fraction la plus avancée et détenant une position stratégique pour la révolution internationale. Le parti social-démocrate allemand qu'Engels enseignait en modèle aux prolétaires de tous les pays fut aussi le modèle du réformisme et du révisionnisme.

A l'époque de l'Internationale Communiste (IC) c'est toujours en Allemagne que se situait le centre du mouvement révolutionnaire international, mais les circonstances générales de la révolution mondiale avec la victoire de l'Octobre rouge en Russie firent que le centre politique du mouvement se trouva tout naturellement à Moscou. Là encore, ce qui n'aurait dû être que transitoire, du moins en l'attente de la prise du pouvoir par le prolétariat en Allemagne, prit un caractère de plus en plus établi avec le recul de la vague révolutionnaire à l'échelle mondiale. Quand l'involution des caractères prolétariens de l'Etat Bolchevique prit un tour plus marqué, il fut plus facile à la contre-révolution d'investir également le centre et l'ensemble de l'IC et de transformer celle-ci en appendice de l'Etat Russe. En réponse à cette dégénérescence, la Gauche Communiste d'Italie réclamait avec insistance que le centre de l'Internationale quitte Moscou et s'installe à un autre endroit, défendant ainsi le principe communiste qui veut que ce soit l'Internationale, le parti communiste mondial qui dirige l'Etat prolétarien et non l'inverse.

Si, comme nous l'avons déjà dit dans d'autres numéros, la prévision de la Gauche en ce qui concerne le cycle économique de la période d'après-guerre et la prévision d'une crise catastrophique ouvrant un cours historique marqué par l'alternative "guerre ou révolution" pour 1975 s'est révélée fautive, rien ne nous pousse aujourd'hui à remettre en cause l'aspect politique de cette prévision qui désignait l'Allemagne comme centre politique de la prochaine vague révolutionnaire.

*" Le seul espoir, ce ne peut être que la mission du grand prolétariat allemand, qui remplirait l'histoire des décennies restantes de ce siècle, car il ne s'agit plus de la seule Europe : tous les continents sont en mouvement. Bien que la question nationale soit encore une charge à régler pour de nombreux peuples de couleur - avec des conséquences révolutionnaires - ils trouveraient une direction qui serait pleinement internationaliste dans la formule de l'unité allemande, avec l'érection d'un nouveau grand Etat prolétarien en Allemagne, affrontant les puissances de l'Est et de l'Ouest, toutes capitalistes du point de vue social."
(Il programma Comunista. 23 Juillet 1953 .N° 14)*

2.2.4.3.4. Conformément à la tactique qui était pronée dans le Manifeste (1), la Ligue se mit en rapport en France avec le parti de "La Réforme", c'est-à-dire le parti "démocrate-socialiste" de Flocon et Louis Blanc, qui regroupait ouvriers et petits-bourgeois, et qui précisément avait invité Marx à se rendre à Paris. A cette époque, juste après Février l'alliance avec la petite-bourgeoisie démocrate se révélait encore possible; ce n'est que plus tard, devant les défections de cette dernière que le prolétariat allait commencer à s'organiser de manière autonome, à travers les clubs révolutionnaires, notamment celui de Blanqui. Le parti ouvrier n'était donc pas encore individualisé en France.

(1) "En France, les communistes se rallient au Parti démocrate-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire."
(Manifeste du Parti Communiste. BS. p.78)

Mais ni Marx et Engels, ni les autres membres allemands de la Ligue (qui en formaient la majorité n'allaient avoir le temps de développer cette tactique dans la révolution parisienne. Dès le mois de Mars l'Allemagne entra à son tour dans le mouvement, et toujours conformément aux prévisions du Manifeste, l'attention de la Ligue allait être entièrement accaparée par l'Allemagne.

"C'est vers l'Allemagne que se tourne principalement l'attention des communistes; parce qu'elle se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans les conditions les plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre au XVII^e et la France au XVIII^e siècle, et que par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne."

(Manifeste du Parti Communiste. p.79)

A partir du 6 Avril 1848, date du départ de Marx et Engels pour Cologne, le Conseil Central de Paris cesse de fonctionner.

2.2.4.3.5. Dès son émergence en Mars 1848, la révolution allemande allait peser de tout son poids sur le fragile parti communiste, suscitant en son sein des réactions volontaristes et immédiatistes, qui préfigurent toutes les maladies à venir. Tandis que le Conseil Central rédigeait les "Revendications du Parti communiste en Allemagne" (cf infra thèse 2.2.4.3.7), inspirées des conditions spécifiques à l'Allemagne décrites dans le Manifeste, une partie de la Ligue se joignait aux colonnes des "légions" d'étrangers qui se dirigeaient vers leur pays pour le "libérer", au grand soulagement du gouvernement provisoire parisien qui voyait filer ainsi bon nombre d'agitateurs et d'éléments révolutionnaires indésirables, non sans les avoir préalablement dénoncés à leur propre gouvernement ce qui avait pour résultat de provoquer leur arrestation à peine parvenus à la frontière.

" Nous primes parti, de la façon la plus nette contre cet enfantillage révolutionnaire. Importer au beau milieu de l'effervescence allemande du moment une invasion qui devait y introduire de vive force, et en partant de l'étranger, la révolution, c'était donner un croc-en-jambe à la révolution en Allemagne même, consolider les gouvernements, et Lamartine en était le sûr garant - livrer sans défense les légionnaires aux troupes allemandes. Et quand la révolution fut ensuite victorieuse à Berlin et à Vienne, la légion fut plus inutile que jamais; mais on avait commencé et le jeu continua.

Nous fondâmes un club communiste allemand où nous donnions aux ouvriers le conseil de rester à l'écart de la légion, mais de rentrer isolément en Allemagne et d'y faire de la propagande en faveur du mouvement. Notre vieil ami Flocon, qui faisait partie du gouvernement provisoire, fit accorder aux ouvriers que nous expéditions les mêmes avantages de voyage qu'aux légionnaires. Nous fîmes ainsi rentrer en Allemagne trois à quatre cents ouvriers, en grande majorité membres de la Ligue."

(Engels. Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes. Ed.Spartacus. p.27)

2.2.4.3.6. Dans le "Manifeste du Parti Communiste", la Ligue soulignait que son attention était dirigée sur l'Allemagne et que là s'accomplirait une révolution bourgeoise qui, se faisant dans les conditions du 19^e siècle, c'est-à-dire avec un fort prolétariat, serait le prélude immédiat à une révolution prolétarienne. C'est donc une stratégie de "révolution permanente" au sens où Marx et Engels employaient ce terme, et qui n'a que très peu de rapports avec la conception de Trotsky, elle-même devenue chez les épigones un horrible programme de révolution bourgeoise

mobilisant le prolétariat pour développer le capital national. Ce que la Ligue défendait en Allemagne était donc ce que la Gauche Communiste d'Italie appellera, pour éviter toute confusion avec le trotskysme, "révolution double". Ce programme de la Ligue formulait un certain nombre de revendications radicales qui ne sortaient pas d'un cadre bourgeois radical. L'important était ainsi d'établir les conditions générales de la deuxième révolution à venir, celle prolétarienne. Pour cela il fallait pousser la révolution bourgeoise démocratique le plus loin possible, la pousser jusqu'au bout. Mais rapidement on se rend compte que la bourgeoisie, paralysée par la perspective de mettre en mouvement le prolétariat n'était aucunement à la hauteur de sa tâche et que les revendications avancées anticipaient largement sur le mouvement.

Dans l'atmosphère volatile du printemps 1848 le fragile appareil de la Ligue ne put pas résister et se fonda en quelque sorte dans le mouvement; mais comme par ailleurs les conditions qui légitimaient une organisation communiste secrète disparaissaient également, la Ligue se mit, en Allemagne, en veilleuse.

" Comme il était facile de la prévoir, la Ligue, une fois que les masses populaires se furent mises en mouvement, s'avéra bien trop faible comme levier. Les trois quarts de ses membres qui jusque-là résidaient à l'étranger, avaient, par leur retour dans la patrie, changé de résidence; par là même, la plupart des communes (équivalent des "cellules" dans la Ligue NDR) auxquelles ils appartenaient se trouvaient dissoutes et perdaient toute liaison avec la Ligue. Certains des membres les plus ambitieux de la Ligue ne cherchèrent d'ailleurs pas à rétablir cette liaison, mais se mirent à fomenter, à leur propre compte, un petit mouvement séparé dans leur localité. Enfin, dans chaque petit Etat secondaire, dans chaque province, dans chaque ville, la situation était en outre tellement différente que la Ligue se fut trouvée dans l'impossibilité de donner autre chose que des directives générales, qu'il valait du reste beaucoup mieux répandre par la voie de la presse. Bref, à l'instant même où cessaient les causes qui avaient rendu nécessaire la Ligue secrète, celle-ci cessait d'avoir une signification comme telle. Ceux qui devaient en être le moins surpris, c'étaient les hommes qui venaient d'enlever à cette Ligue secrète la dernière apparence d'allure de conspiration."

(Engels. Quelques mots sur l'Histoire de la Ligue des Communistes. Ed.Spartacus p.27)

La floraison de dizaines d'associations ouvrières, que certains membres de la Ligue essayaient de regrouper, témoigne de l'effervescence qui avait saisie la classe ouvrière allemande, mais il n'existait à ce moment là aucune force capable de diriger ce mouvement, de le cristalliser, de l'unifier pour fonder un véritable parti ouvrier. A travers ces associations, le mouvement restait victime de l'éparpillement, du faible développement des conditions locales, de ses préjugés etc...

" On organisa surtout des grèves, des groupements professionnels, des coopératives de production, oubliant qu'il s'agissait avant tout de conquérir d'abord, par des victoires politiques le terrain ou tout cela pouvait être réalisé à la longue."

(Engels. Quelques mots... p.28)

Un membre de la Ligue, Stefan Born, écrit à Marx le 11 Mai 1848 qu'il se trouve "président d'une sorte de parlement ouvrier formé de représentants de nombreuses corporations et usines, (mais) sur la Ligue elle-même, sur l'état dans lequel elle se trouve ici, je ne peux encore rien dire. Jusqu'à présent personne n'a eu le temps de créer une organisation solide, à la manière d'avant. Elle s'est éparpillée. Elle est partout et nulle part."

2.2.4.3.V. A la fin Mars, dans le cadre de la stratégie de révolution double décrite plus haute, la Ligue avait rédigé un document spécifique à la situation en Allemagne, intitulé: "Revendications du parti communiste en Allemagne" et qui constituait un programme en 17 points dont voici le texte :

1. L'Allemagne entière est déclarée République une et indivisible.
2. Tout allemand âgé de 21 ans révolus peut être électeur et éligible à la seule condition de ne pas avoir été condamné pour des délits de droit commun.
3. Les représentants du peuple sont rétribués, pour que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au Parlement du peuple allemand.
4. Armement général de la nation. A l'avenir l'armée doit être aussi une armée de travail, afin que les troupes ne consomment pas seulement, comme elles le faisaient auparavant, mais qu'elles produisent davantage que les frais nécessaires à leur entretien. L'armée sera en même temps l'une des formes de l'organisation du travail.
5. L'administration de la justice sera gratuite.
6. Toutes les charges féodales, travaux et tributs, dîmes etc...qui pesaient jusqu'à présent sur la population paysanne sont abolis sans aucune indemnisation.
7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières etc...sont convertis en propriétés de l'Etat. Sur ces domaines, l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.
8. Les hypothèques dont sont grevés les biens des paysans sont déclarées propriété de l'Etat, les intérêts de ces hypothèques seront payés par les paysans à l'Etat.
9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'Etat sous forme d'impôt. Toutes les mesures indiquées dans les points 6,7,8 et 9 ont pour objet de diminuer les charges sociales et autres des paysans et des petits fermiers, sans pour autant diminuer les ressources dont l'Etat a besoin pour couvrir ses frais et sans nuire à la production. En tant que tel, le propriétaire foncier, qui n'est ni paysan ni fermier, ne prend aucune part à la production. Sa consommation est donc un simple abus.
10. Une banque d'Etat, dont les titres auront un cours obligatoire, sera instituée en remplacement des banques privées. Cette mesure permettra la régularisation du crédit dans l'intérêt de tout le peuple et ébranlera par conséquent le pouvoir des grands financiers. Le remplacement graduel de l'or et de l'argent par des billets de banque abaissera le prix de la monnaie, instrument nécessaire de la circulation bourgeoise, et permettra d'utiliser l'or et l'argent pour les relations extérieures. Cette mesure est également nécessaire pour lier à la révolution les intérêts des bourgeois conservateurs.
11. Tous les moyens de transport : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes etc. sont pris en main par l'Etat. Ils sont convertis en propriété de l'Etat et mis à la disposition de la classe indigente.
12. Tous les fonctionnaires de l'Etat auront la même rétribution, sauf dans le cas de familles nombreuses où elle sera augmentée.
13. Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Le clergé de toutes les confessions sera payé exclusivement par les communautés de croyants concernées.
14. Restriction du droit de succession.
15. Etablissement de forts impôts progressifs et suppression des impôts sur les articles de consommation.
16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.
17. Instruction générale et gratuite du peuple.

La liste de ces mesures était suivie de ce commentaire :

" Le prolétariat allemand, les petits-bourgeois et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus, et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir justice et de conquérir la puissance qui leur revient comme producteurs de toute richesse.

Le Comité : Karl Marx, Karl Schapper, H.Bauer,
F.Engels, J. Moll, W.Wolff."

Toutes ces mesures, dont certaines sont encore tout à fait actuelles comme mesures immédiates d'un Etat prolétarien, ont pour perspective de pousser la révolution bourgeoise jusqu'au bout et de faire en sorte que la marche propre de la révolution conduite à ce que le pouvoir politique passe des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, ne serait-ce que par la réalisation de ces mesures. Mais si la bourgeoisie allemande, paralysée par le prolétariat, ne se montrait pas à même d'accomplir sa mission historique, le prolétariat de son côté n'était pas non plus encore en état de devenir une classe autonome c'est-à-dire de se constituer en parti et de réaliser son propre programme.

Constatant l'effarant retard de la bourgeoisie allemande, Engels écrit à Marx le 25 Avril 1848 :

" Si un seul exemplaire de notre programme en 17 points était diffusé ici, tout serait perdu pour nous. La mentalité des bourgeois est véritablement lamentable. Les ouvriers commencent à s'agiter un peu, d'une manière encore très rudimentaire, mais en masse. Ils ont aussitôt formé des coalitions. Mais voilà justement qui contrecarre notre action. Le club politique d'Eberfeld rédige des adresses aux Italiens, se prononce pour le suffrage direct, mais écarte énergiquement tout débat sur les questions sociales, bien que ces messieurs avouent entre quatre yeux que ces questions viennent maintenant à l'ordre du jour, tout en faisant remarquer qu'en ce domaine nous ne devons pas devancer le cours des événements. (...) Au fond, voici ce qu'il en est : même ces bourgeois radicaux de Cologne voient en nous leurs futurs ennemis mortels et ils ne veulent pas nous donner d'armes que nous retournerions très rapidement contre eux."

Trahison de la bourgeoisie, absence du prolétariat. Prenant acte de cette situation de fait, les chefs de la Ligue et en premier lieu Marx et Engels décidèrent vers la fin Avril 1848 d'entériner la "mise en veilleuse" de la Ligue et de renoncer à développer artificiellement celle-ci dès lors que le mouvement réel n'en fournissait pas, bien au contraire, les conditions. Ainsi Marx et Engels, sans modifier la stratégie de la révolution en reconsidérant le calendrier et la distribution du rôle entre les classes. Le prolétariat ne parvenant pas à s'autonomiser, créer un parti ouvrier ne pourrait avoir qu'un caractère artificiel. Le qu'il fallait donc, avant de procéder à l'organisation d'un parti ouvrier c'était gagner les conditions de sa réalisation. C'est dans ce sens que Marx et Engels considèrent comme prématurées l'organisation et le regroupement des associations ouvrières. D'une part celles-ci ne peuvent avoir qu'une influence limitée tant que n'est pas posée la question du pouvoir politique et sont incapables de se situer à la hauteur des tâches historiques en vue, d'autre part même ainsi elles contribuent, en dressant devant la bourgeoisie le spectre de la révolution prolétarienne, à altérer tout le cours stratégique de la révolution en paralysant même la première phase, démocratique, de celle-ci. Or il s'agit toujours d'accomplir la révolution bourgeoise, de la pousser à ses conséquences les plus extrêmes. La bourgeoisie étant

dans l'incapacité d'accomplir sa propre révolution il revient alors au parti démocratique (bourgeoisie avancée, petite bourgeoisie) de s'y substituer. Il fallait faire pression sur cette petite bourgeoisie, le prolétariat n'est pas encore à même de s'organiser comme classe indépendante, il agira donc comme **extrême-gauche du parti démocratique**.

2.2.4.3.8. A partir de mai-juin 1848 c'est cette stratégie qui est suivie, impliquant la mise en veilleuse du parti communiste, la Ligue, et l'accomplissement d'un travail de propagande qui se fait par l'intermédiaire d'un journal, la "**Nouvelle Gazette Rhénane**" qui apparaît non pas comme organe du parti communiste mais comme "organe de la démocratie en Allemagne". Cet épisode permet de comprendre mieux la nature de la Ligue et de préciser ce que nous avons exposé dans le numéro 18 (chap. 2.1.6) sur la distinction théorique entre parti communiste et parti ouvrier.

Nous avons montré que le parti ouvrier se distinguait de tous les autres partis bourgeois auxquels il était opposé, par l'adoption des positions suivantes :

- Constitution du prolétariat en classe.
- Renversement de la domination bourgeoise.
- Conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Dans la mesure où ils ne forment pas un parti distinct et opposé à ce parti ouvrier, les communistes travaillent en son sein pour y faire triompher leur programme et pour qu'à ces déterminations essentielles du parti ouvrier s'ajoutent celles qui en feront, à terme, un pur parti communiste. A l'issue de cette lutte les conditions sont données pour que le parti ouvrier se constitue d'emblée sur les bases du programme communiste, ce qui a été le cas par exemple de la Seconde Internationale et de la Troisième et qui ne manquera pas d'être le cas pour le futur parti communiste mondial. A partir de ce moment là le parti ouvrier ne peut plus exister autrement que comme parti communiste, aucun parti autre que celui-ci ne défendant plus les exigences minimales qui définissent au départ le parti ouvrier.

Quelle place occupe donc la Ligue des Communistes dans cette dialectique ?

La Ligue est un parti communiste placé dans des conditions historiques où il ne peut absolument pas agir comme tel. D'une part sa mission aurait été de s'intégrer au parti ouvrier pour y défendre le programme et ce parti ouvrier, à la veille de 1848 n'existe qu'en Angleterre, c'est le chartisme; il commencera tout juste à émerger en France (et encore, à Paris) entre Février et Juin 1848 à travers les clubs; quant à l'Allemagne nous venons de voir que la situation n'y était absolument pas mûre lorsqu'éclate la révolution pour constituer un parti ouvrier. D'autre part les circonstances historiques ont poussé ce parti à se donner une forme, celle de la société secrète, qui devient inadéquate dès le déclenchement de la révolution.

Durant toute la phase qui précède le déclenchement de la révolution de 1848, de même qu'après la contre-révolution en 1849-50, le prolétariat ne dispose pas, ailleurs qu'en Angleterre des plus élémentaires libertés démocratiques pour exercer son activité : presse, réunion, association etc. La société secrète est donc l'instrument naturel dans ces conditions pour se livrer à une propagande révolutionnaire.

A l'occasion du procès contre la Ligue des Communistes à Cologne en 1852, où le principal chef d'accusation était celui de "conspiration", Marx précise que la Ligue n'avait rien d'une société de "conspirateurs" car "on ne conspire pas contre l'air du temps" et c'est le mouvement historique lui-même qui fomentait les conditions de la révolution. La Ligue, poursuit-il ne cherchait pas à constituer une parti de gouvernement, mais le "**parti d'opposition de l'avenir**". C'est-à-dire que, dans la perspective de révolution double qui était celle de la Ligue, on ne cherchait pas tant à lutter contre les gouvernements existants puisque cela était la tâche de la bourgeoisie, que contre les **futurs gouvernements** que formerait cette même

bourgeoisie une fois parvenue au pouvoir. Dans cette perspective et en tant que société secrète, la Ligue pouvait et devait donc sauter les étapes et faire de la propagande pour les principes communistes.

Par contre une fois la révolution déclenchée, et nous avons vu de quelle manière par une bourgeoisie lâche et peu soucieuse de mener à bien sa mission historique, cette propagande communiste directe n'avait momentanément plus lieu d'être tant qu le mouvement historique n'avait pas balayé le terrain de toutes les formes pré-bourgeoises et permis l'émergence d'un parti ouvrier face à la bourgeoisie triomphante.

"...ignorant encore sa propre mission historique, le prolétariat dans sa grande masse devait d'abord prendre en charge la mission de pousser la bourgeoisie en avant, en formant son aile extrême-gauche. Avant toute chose, les ouvriers allemands avaient à conquérir des droits qui leur sont indispensables pour s'organiser de manière autonome en parti de classe - liberté de la presse, d'association et de réunion - droits que la bourgeoisie eut du conquérir dans l'intérêt de sa propre domination, mais que, dans sa frayeur elle contestait maintenant aux ouvriers. La petite centaine de membres de la Ligue fut engloutie dans les énormes masses subitement projetées dans le mouvement. C'est ainsi que le prolétariat allemand surgit d'abord sur la scène politique en tant que parti démocrate le plus extrême.

C'est ce qui nous donna tout naturellement un drapeau, à nous qui venions de créer un grand journal en Allemagne. Ce ne pouvait être que celui de la démocratie, mais d'une démocratie qui mettait, partout et jusque dans le détail, en évidence un caractère spécifiquement prolétarien qu'elle ne pouvait encore inscrire, une fois pour toutes, sur son drapeau. Si nous nous y étions refusés, si nous n'avions pas saisi le mouvement là où il se trouvait exactement à son extrémité la plus avancée, authentiquement prolétarienne, il ne nous serait plus resté qu'à prêcher le communisme dans une petite feuille de chou locale et à fonder une petite secte au lieu d'un grand parti ouvrier. Or, nous ne pouvions nous résoudre à prêcher dans le désert : nous avions trop bien étudié les utopistes pour cela. Au reste, nous n'avions pas conçu notre programme dans ce but."

(Engels. Der SozialDemokrat 13.3.1884)

Historiquement donc, lorsqu'il existe encore la possibilité que surgissent des partis ouvriers qui ne soient pas en même temps communistes, le parti communiste ne développe pas toutes les tâches d'un parti destiné à prendre le pouvoir et à exercer sa dictature sur la société. Son travail essentiel est de faire de la propagande pour le programme communiste au sein du parti ouvrier et d'essayer d'amener celui-ci à adopter de manière toujours plus franche et décidée le programme communiste (c'est exactement à une telle tâche que les communistes se sont consacrées au sein de l'AIT).

Or aucun des acteurs de la révolution allemande de 1848-49, ne se tenait à la hauteur de sa tâche. De son côté la bourgeoisie renonçait à toute tentative révolutionnaire. D'un autre côté, les conditions n'en étant pas réalisées, le parti ouvrier ne pouvait pas se constituer d'emblée sans que le prolétariat n'aille plus loin sans sa lutte pour la démocratie. Par conséquent les communistes ne pouvaient pas mener de propagande pour leurs principes au sein d'un parti ouvrier qui n'existait pas. Comme d'autre part la société connaissait désormais les élémentaires libertés de presse, de réunion etc. permettant de faire un travail de propagande au grand jour, le maintien d'une société secrète (la Ligue) ne se justifiait pas. Si les conditions historiques l'avaient permis, la Ligue, compte tenu de l'obtention de ces

nouvelles libertés, se serait fondue dans le **parti ouvrier** pour y mener à bien la lutte pour les principes. Mais la révolution devant encore franchir une étape préliminaire, elle se dissout momentanément pour constituer **l'aile gauche du parti démocrate** avec pour mission de forcer ce parti à pousser la révolution jusqu'au bout.

Sur le plan de l'organisation, une telle tactique n'a jamais été utilisée qu'en Allemagne. En effet en Russie, où la tactique globale de la révolution s'inspirait de celle menée en Allemagne en 1848, le parti du prolétariat, le parti bolchevique ne se mit pas en veilleuse, mais au contraire se prépara à constituer le fer de lance de la révolution. Mais justement, on avait intégré les leçons de 1848 et on savait par avance que la bourgeoisie russe serait incapable de réaliser même sa propre révolution bourgeoise. Dans ces conditions le prolétariat devait se préparer à se substituer carrément à la bourgeoisie défaillante et mener à bien une révolution bourgeoise avant de "faire" sa propre révolution (Octobre).

Le parti qui ressurgira de la lutte dans les années à venir sera à la fois un parti ouvrier et d'emblée un parti communiste. C'est-à-dire que les fractions du prolétariat mondial qui seront poussés à s'unifier en parti le feront immédiatement sur la base des principes communistes restaurés. Ce parti devra être d'emblée mondial et intégrer dans sa stratégie de la révolution internationale les décalages qui peuvent exister entre les différentes zones du globe et définir les tâches qui attendent le prolétariat dans les aires de capitalisme arriéré. Le fait que ne se pose plus aujourd'hui la question d'une "société secrète" séparée du parti ouvrier et faisant de la propagande pour les principes du communisme ne signifie pas, au contraire, que ce parti -et ceci était déjà vrai à l'époque- ne devra pas forger un très solide appareil clandestin, lui aussi international capable notamment de maintenir l'activité du parti lorsque ses branches légales sont dans l'impossibilité de subsister.

2.2.4.3.9. Une autre leçon que l'on peut tirer de l'épisode de 1848 concerne la révolution double. Nous pouvons déjà constater ici que le parti communiste n'a jamais professé des positions indifférentistes vis-à-vis de la révolution bourgeoise. Il n'a jamais prétendu que l'on pouvait réaliser d'emblée une révolution prolétarienne ni que le prolétariat devait être indifférent à la révolution bourgeoise comme le prétendent et le réformisme social-démocrate (c'était la position du menchevisme en Russie) et l'indifférentisme petit-bourgeois. Non seulement le prolétariat ne doit pas rester indifférent à la révolution bourgeoise mais il doit la poursuivre jusqu'au bout, la pousser jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. C'est la seule stratégie pour qu'il puisse s'emparer du pouvoir dans une aire où ne dominent pas encore les caractéristiques pures du capitalisme. Si l'indifférentisme petit-bourgeois, dans sa condamnation de la phase bourgeoise au nom d'une soi-disant "pureté" révolutionnaire qui n'est que la marque de son impuissance, fait preuve ainsi de pur infantilisme, beaucoup plus dangereux et contre-révolutionnaire est le réformisme qui prône la perpétuation d'alliances avec la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie alors que la révolution bourgeoise est déjà une réalité achevée. Une telle stratégie ne peut alors que conduire le prolétariat au tombeau.

En ce qui concerne l'Allemagne de 1848, nous avons déjà vu que pour le **Manifeste du Parti communiste**, la révolution bourgeoise ne pouvait être que "**le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne**". On espérait donc voir la révolution se dérouler selon le schéma classique établi pour la révolution double. Le prolétariat y lutte **aux côtés** de la bourgeoisie pour autant que celle-ci accomplit ses tâches révolutionnaires, mais il sait et il annonce clairement que ce combat sera suivi d'un autre combat, **frontal**, entre lui-même et la bourgeoisie devenue (notamment grâce à son appui) classe dominante. Dès le début il s'agit pour le prolétariat de dénoncer la bourgeoisie 1° quand elle n'est pas assez révolutionnaire; 2° quand elle agit contre le prolétariat ; et il s'efforce de mettre systématiquement en relief les

oppositions irréductibles d'intérêt entre lui et la bourgeoisie. Comme le dit Engels, l'alliance avec la bourgeoisie se conclut sur le champ de bataille et non sur le papier.

2.2.4.3.10. Le schéma de la révolution double, de la révolution permanente suppose donc d'une part sinon une classe bourgeoise capable d'engager la lutte pour la réalisation de ses intérêts historiques, du moins une classe petite bourgeoise capable de se substituer à la bourgeoisie pour la réalisation de tels objectifs, et d'autre part que le prolétariat puisse soit au début, soit au cours de la lutte, s'autonomiser et se constituer en parti politique distinct, qui énoncera à la face des diverses classes dont il est l'ennemi et éventuellement le partenaire occasionnel le futur de la révolution, la transcendance de la révolution bourgeoise lorsque cette dernière sera allée si loin que la seule classe capable de l'accomplir sera le prolétariat qui héritera alors du pouvoir politique. Ce prolétariat, associé au prolétariat des autres pays, pourra alors entreprendre une transformation socialiste de la société.

" Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus obtenu la réalisation des revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays principaux du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives."

(Marx-Engels. Textes sur l'organisation. Ed. Spartacus pp.39-40)

2.2.4.3.11. Dans le cas particulier de l'Allemagne de 1848, la bourgeoisie était bien trop couarde pour revendiquer le pouvoir pour elle-même et le prolétariat était bien trop faible pour pouvoir imposer directement le sien. C'est plutôt à l'échelle internationale que s'accomplissait l'antagonisme entre pouvoir bourgeois et pouvoir prolétarien. C'est chez le prolétariat français que la bourgeoisie allemande découvrait le secret de l'époque moderne pour laquelle elle aurait dû se battre et renverser l'absolutisme. Le prolétariat allemand en était encore, lui, à se battre pour revendiquer son terrain d'action : la république bourgeoise, une et indivisible. Un tel terrain, gagné de haute lutte aurait été particulièrement favorable pour constituer un véritable parti ouvrier dont les caractéristiques, nous l'avons vu, sont d'incarner les intérêts historiques du prolétariat, de poser comme objectif immédiat la constitution de la classe en parti, le renversement de la domination bourgeoise, et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Au début de la révolution allemande, la constitution d'un tel parti était impossible (et a fortiori celle d'un parti communiste pur) car il n'existait pas la moindre base pour qu'il puisse surgir sur ce programme-là. Le secret de la révolution allemande réside dans la faillite totale de la bourgeoisie, et son incapacité à jouer son rôle historique.

" Nous affirmions ouvertement que l'orientation que nous représentions ne pouvait entrer dans la lutte pour conquérir ses véritables buts de parti que lorsque serait au pouvoir le parti le plus extrême de ceux qui existaient officiellement en Allemagne : c'est alors que nous constituerions l'opposition par rapport à lui."
(Engels. SozialDemokrat 13 Mars 1884)

Les tentatives d'organisation immédiate d'un parti ouvrier (par la réunion des diverses associations ouvrières existantes) de leur côté ne purent même pas se situer à la hauteur des exigences minimales d'un parti ouvrier. A propos de la tentative de S.Born à Berlin, Engels écrit que le programme de l'association

entremêlait en un fouillis inextricable "les idées exposées dans le Manifeste Communiste, des reminiscences et des vœux datant des vieilles corporations, des déchets de Louis Blanc et de Froudhon, des doctrines protectionnistes etc." (Quelques mots... p.28).

Voilà ce à quoi, par lui-même et dans les circonstances d'alors, dans l'atmosphère peuplée de philistinisme et d'esprit petit-bourgeois de l'Allemagne de Mars 1848, pouvait arriver le prolétariat allemand. Seule l'expérience de la lutte et des trahisons successives de la bourgeoisie allemande allait pouvoir mettre à l'ordre du jour la constitution d'un authentique parti ouvrier lorsque les illusions de la première période se seraient un peu dissipées.

Ces conditions devaient être réunies au début de l'année 1849. A partir de ce moment, Marx et Engels se montrent favorables nous le verrons, à la création d'un parti ouvrier en Allemagne, mais l'atmosphère générale est alors à la contre-révolution aussi ne pourra-t-il pas voir le jour. Mais ce phénomène contre-révolutionnaire ne doit pas cacher le résultat particulièrement important pour la suite du mouvement ouvrier; des 1849 le prolétariat allemand a atteint la maturité nécessaire pour s'organiser en classe indépendante.

2.2.4.3.12. A titre de comparaison historique on peut s'arrêter sur la tactique suivie en Russie à la veille de la révolution de 1917. La aussi se profile la perspective d'une révolution double, mais les leçons de l'Allemagne de 1848 sont tirées. D'une part on n'attend désormais plus rien d'une bourgeoisie pusillanime, qui pactise avec le tsarisme et dont les partis se compromettent avec la réaction. La bourgeoisie, c'est une chose désormais sûre, ne s'aventurera pas à mobiliser les masses pour accomplir sa révolution. Elle a abdiqué tout esprit révolutionnaire et essaie de faire prévaloir ses intérêts au milieu d'innombrables précautions, de tractations, d'accommodements avec le pouvoir réactionnaire en place. Du côté prolétarien une autre réalité existe. Le prolétariat russe, très concentré dans sa fraction industrielle, dispose d'une longue expérience de lutte. Lié depuis plusieurs générations au mouvement ouvrier international, il s'est déjà constitué en parti politique, il a fait sien toute l'expérience du prolétariat mondial : 1848, l'AIT, la Commune de Paris 1871, la constitution de la Seconde Internationale.

Par conséquent le principal élément qui avait poussé Marx et Engels à agir comme extrême-gauche du parti démocrate n'existe plus. Non seulement le prolétariat russe s'est déjà constitué en parti ouvrier, mais même le programme de ce parti ouvrier se veut le programme communiste le plus strict. Le parti ouvrier est déjà devenu un parti communiste formel (parti bolchevique) On peut mesurer là les pas de géant accomplis par le prolétariat mondial.

C'est pourquoi, en commentant l'expérience de 1848 en Allemagne et la tactique suivie par Marx et Engels, Lénine écrivait en 1905 :

" Four nous cette conclusion (la nécessité de disposer d'une organisation indépendante du prolétariat NDR) est l'acquis solide et déjà ancien d'un demi-siècle d'expérience de la social-démocratie internationale, l'acquis avec lequel nous avons commencé l'organisation du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne saurait être question chez nous de journaux révolutionnaires du prolétariat se trouvant en marge du Parti Social-démocrate du prolétariat et pouvant s'affirmer, ne fût-ce qu'une minute, comme de simples "organes de la démocratie"."
(Lénine. Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique. 1905)

Cette allusion transparente à la "Nouvelle Gazette Rhénane" ne doit pas pour autant faire penser que Lénine critiquait l'attitude de Marx. C'est au contraire de

son étude la plus minutieuse qu'il en déduisit la tactique du parti dans la révolution démocratique bourgeoise à venir.

2.2.4.3.13. En ce qui concerne la petite-bourgeoisie, nous avons vu au cours du chapitre précédent qu'elle se révélait incapable de relayer la bourgeoisie dans ses tâches révolutionnaires et qu'en définitive, au lieu de constituer pour le prolétariat une alliée, elle s'était ingéniée à le trahir au dernier moment, en le laissant seul face aux troupes de la contre-révolution. Marx et Engels ont donné la définition suivante de cette classe et de son rôle dans la révolution allemande de 1848, où elle constitue l'aile gauche du parti démocrate, dans l'Adresse du Conseil Central de la Ligue de 1850 où l'évolution ultérieure de l'attitude de la petite-bourgeoisie était également prévue :

" Le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont, en 1848 joué vis-à-vis du peuple, ce rôle si entièrement de trahison, sera, dans la révolution prochaine, assuré par les petits bourgeois démocrates, qui occupent actuellement dans l'opposition la même situation que les bourgeois libéraux avant 1848. Ce parti, le parti démocratique, bien que plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral, se compose de trois éléments.

1° Les fractions les plus avancées de la grande bourgeoisie qui se proposent comme but la chute immédiate et complète du féodalisme et de l'absolutisme. Cette tendance a pour représentants les hommes de Berlin qui préconisaient autrefois l'union, le refus de l'impôt.

2° Les petits bourgeois démocratiques et constitutionnels qui ont surtout poursuivi, pendant le dernier mouvement, l'établissement d'un Etat confédéré plus ou moins démocratique tel que voulaient le réaliser leurs représentants, la gauche du Parlement de Francfort et plus tard le Parlement de Stuttgart, tels qu'ils le poursuivaient eux-mêmes dans leur campagne en faveur d'une constitution d'Empire.

3° Les petits bourgeois républicains dont l'idéal est une république fédérative allemande dans le genre de la Confédération Helvétique, et qui prennent aujourd'hui l'étiquette de rouges et de social-démocrates, parce qu'ils se bercent de la douce illusion de supprimer l'oppression du petit capital par le capital, du petit-bourgeois par le gros bourgeois. Les représentants de cette fraction, ce furent les membres des congrès et des comités démocratiques, les dirigeants des associations démocratiques, les rédacteurs des journaux démocratiques."

(Textes sur l'organisation. Ed. Spartacus p.37)

2.2.4.3.14. Pour en revenir à la tactique du parti communiste en Allemagne, la première phase de la révolution, bourgeoise exigeait donc que l'on renonce à constituer artificiellement un parti ouvrier qui n'aurait pas pu défendre son programme et que l'on pousse à la radicalisation de cette révolution, au sein du parti démocratique, conglomérat de diverses tendances bourgeoise, petites-bourgeoises, et en l'occurrence, prolétarienne. Mais cela ne veut pas dire qu'un tel parti constituait le nec plus ultra de l'opposition démocratique et que les communistes devaient se contenter d'en suivre les directives en se livrant à la plate apologie de tous ses actes et de tous ses discours. Au contraire, afin de se situer résolument à l'extrême-gauche de ce parti, la Nouvelle Gazette Rhénane (NGR) écrivait dans l'éditorial de son premier numéro :

" On exige d'ordinaire de tout nouvel organe de l'opinion publique qu'il s'enthousiasme pour le parti dont il professe les principes. qu'il ait une confiance absolue en sa force, qu'il soit toujours prêt

soit à couvrir le principe avec une puissance effective, soit à enjoliver la faiblesse avec l'éclat du principe. Nous ne répondrons pas à ce désir. Nous ne chercherons pas à parer, de l'or des illusions trompeuses les défaites subies."

(NGR. 1er Juin 1848)

Dans la suite du texte, la NGR souligne que le parti démocratique s'est endormi sur les lauriers de la victoire, et qu'au lieu de pousser jusqu'au bout ses avantages, il a laissé l'initiative au parti de la "*bourgeoisie modérée et circonspecte*" qui, de compromis en compromis, a renforcé le camp du pouvoir absolutiste, isolant le mouvement démocratique. Pour cette raison il faut appeler le parti démocrate lui-même à se mobiliser pour faire triompher les intérêts révolutionnaires, et ce triomphe ne peut venir que de la "*lutte matérielle et pratique.*"

" Tout ceci est indubitable, mais le danger ne serait pas moindre si le parti démocratique, en proie au sentiment amer de la première défaite, même s'il en est partiellement responsable, se laissait ramener à cet idéalisme funeste, qui est hélas tellement lié au caractère allemand. En vertu de cet idéalisme, un principe qui ne peut pas s'intégrer dans la vie est réservé à un avenir lointain et confié dans le présent à l'élaboration inoffensive des "penseurs".

Il nous faut mettre directement en garde contre ces amis patelins qui, certes, se sont déclarés d'accord avec le principe, mais qui doutent de la possibilité de l'appliquer parceque, disent-ils, le monde n'est pas encore mûr, et préfèrent au contraire dans cette perverse existence terrestre, avoir eux-mêmes en partage le sort général de la perversité. Si ce sont là les crypto-républicains que le conseiller aulique Gervinus craint tant, nous l'approuvons de tout cœur. Ces gens-là sont dangereux."

(Idem. ES t.1. pp.45-46)

2.2.4.3.15. Durant toute cette période, la Ligue des Communistes a donc cessé d'agir en Allemagne comme organisation formelle. La cohérence de cette position est expliquée par l'état même du mouvement allemand de cette époque et la stratégie européenne de la révolution. S'il y avait un endroit où pouvait s'engager la lutte à mort entre bourgeoisie et prolétariat (compte tenu de l'essoufflement de la vague chartiste en Angleterre) c'était Paris, ce que la NGR ne manqua pas de souligner en Juin 1848 en glorifiant l'insurrection du prolétariat parisien. Quand au prolétariat allemand il devait d'abord conquérir le terrain de lutte et, à l'étranger, forcer la bourgeoisie allemande à adopter une politique étrangère révolutionnaire, en soutenant les révolutions bourgeoises de Hongrie, de Pologne et d'Italie, et dès que possible en se lançant dans une guerre révolutionnaire contre la Russie où l'Allemagne rachèterait ses fautes passées contre les peuples révolutionnaires. Que ce soit à propos du Schlesvig-Holstein, de la Pologne ou des événements de Paris, la NGR maintint cette ligne tactique en prenant systématiquement parti pour toute action qui pouvait favoriser l'extension de la révolution.

" La politique extérieure (de la NGR) était simple : intervenir en faveur de tout peuple révolutionnaire, appel à la guerre générale de l'Europe révolutionnaire contre le grand rempart de la réaction européenne, la Russie. Dès le 24 Février (1849), il était clair pour nous que la révolution n'avait qu'un seul ennemi véritablement redoutable : la Russie, et que cet ennemi serait de plus en plus contraint à intervenir dans la lutte à mesure que le mouvement gagnerait l'Europe entière. Les événements de Vienne, de Milan, de Berlin devaient retarder l'attaque russe, mais son déclenchement final n'en devenait que plus certain à mesure que la révolution s'en prenait à la Russie elle-même. Or si l'on parvenait à entraîner l'Allemagne dans la guerre contre la Russie c'en était fait du règne

des Habsbourg et des Hohenzollern, et la révolution triomphait sur toute la ligne.

Cette politique constitue la trame de chaque numéro du journal jusqu'au moment où les Russes envahirent effectivement la Hongrie, confirmant totalement notre prévision, mais scellant la défaite de la révolution."

(Engels. Quelques mots...)

Dans la grande chaîne des révolutions de 1848, la NGR trouvait donc tout à fait sa place. Mais seule la fraction qui possédait la claire intelligence de tout le mouvement pouvait le comprendre et défendre jusqu'au bout cette tactique avec cohérence. Ce qui impliquait de se situer toujours fermement sur l'étroite ligne de crête qui sépare la pure et simple apologie de la démocratie bourgeoise, de la politique immédiatiste et sectaire, radicale en apparence, qui consistait à vouloir forcer le cours de l'histoire en essayant d'organiser d'emblée en Allemagne un parti ouvrier. Ces deux déviations coexistent dans la révolution allemande, aux côtés de la position communiste.

D'un côté Stefan Born, qui avait fondé l'Association ouvrière Berlinoise écrivait : *"A l'heure actuelle nos intérêts se fondent avec ceux des capitalistes. Au même titre qu'eux nous aspirons à la paix, nous devons la désirer"*, ce qui l'amènera à abandonner à son sort l'insurrection berlinoise du 14 Juin 1848. De l'autre côté Gottschalk se battait pour que le programme immédiat du prolétariat inclut l'instauration d'une "république ouvrière" alors que le mouvement communiste avait toujours affirmé que la revendication immédiate concernant l'Allemagne était celle d'une république une et indivisible (Le même Gottschalk préconisait par ailleurs de boycotter les élections).

On voit ici que l'ultra-gauchisme "puriste", l'indifférentisme petit-bourgeois qui infecte le milieu révolutionnaire actuel n'est pas un phénomène nouveau. Il n'est pas le fruit de l'expérience du mouvement prolétarien, qui n'a jamais, lui, défendu de telles positions, mais plutôt celui de l'impatience et dialectiquement de l'impuissance petite-bourgeoise qui croit ainsi forcer la capacité du mouvement à "agir" mais se révèle en réalité incapable d'autre chose que de mener des discussions de café du commerce.

Du côté même de la Ligue des Communistes allait surgir une tentative de rejeter la tactique ayant cours et de forcer la reconstitution de la Ligue. En Février 1849, le courant représenté par Moll, Schapper etc. entame une "réorganisation" de la Ligue, à laquelle Marx et Engels s'opposent fermement. En effet la "réorganisation" s'accompagnait de la rédaction de nouveaux statuts qui se situaient bien en deça de ceux adoptés lors du deuxième congrès, en 1847. Notamment le but de la Ligue n'y était plus défini comme le renversement de la bourgeoisie, mais comme "la république une et indivisible", c'est-à-dire une revendication démocratique bourgeoise qui, certes à un certain moment peut être défendue par les communistes (et qu'ils défendaient effectivement au sein du parti démocrate contre les partisans d'une république fédérative à la Suisse), mais en aucun cas figurer dans les statuts d'une organisation communiste comme but ultime de celle-ci. En outre, sur le plan organisationnel, le projet Moll-Schapper impliquait une recrudescence dans la politique des sectes, avec politique systématique du secret, introduction de la peine de mort au sein de l'organisation etc... Le refus clair et net de Marx et Engels de s'associer à un tel projet résume les deux termes de l'alternative : ou bien la situation est telle pour qu'il y ait constitution d'un parti ouvrier, et celui-ci doit arborer fièrement sur son drapeau ses buts et ses méthodes; ou bien le retard de la situation implique que seules peuvent être défendues des revendications de type bourgeois, et dans ce cas-là il vaut mieux renoncer à maintenir artificiellement (ou à réactiver dans le cas présent) une organisation communiste qui ne pourrait affirmer son être.

2.2.4.3.16. Cependant dans la première moitié de l'année 1849, le cours de la révolution s'infléchit. Nous avons vu que la fin 1848 avait vu l'écrasement de la révolution à Vienne et à Berlin, confirmant ainsi le cours contre-révolutionnaire entamé en Italie et surtout à Paris en Juin. Mais d'une part le parti ne s'était alors pas rendu compte du fait que les massacres de Juin constituaient un coup d'arrêt à la révolution et escomptait que la reprise du mouvement viendrait de France, d'autre part la participation de la bourgeoisie à la contre-révolution absolutiste fin 1848 avait en quelque sorte clos la phase bourgeoise de la révolution entamée en Mars et devait permettre l'émergence du prolétariat, aguerri par le processus révolutionnaire et débarrassé de ses illusions.

C'est ainsi que l'évolution de la politique du parti communiste en Allemagne en 1848-49 peut se résumer de la façon suivante :

- La bourgeoisie se révèle incapable d'assumer ses responsabilités historiques.
- Le prolétariat ne peut pour l'instant s'organiser en parti ouvrier et a fortiori en parti communiste (qui n'aurait été qu'une secte dit Engels). D'où l'entrée dans le parti démocrate, vu comme l'organe qui devait mener la lutte révolutionnaire contre l'absolutisme, préparant ainsi le terrain pour la lutte de classes prolétariat/bourgeoisie.

Plus tard le cours de la révolution confirme :

- Le caractère timoré et hésitant de la petite bourgeoisie.
- et il révèle :
- L'incapacité du parti démocrate à mener à bien ses propres tâches.
- tandis que :
- La montée d'une classe ouvrière active qui incarne seule la véritable démocratie et est prête à mener jusqu'au bout la révolution ouvre la perspective de la constitution d'un parti ouvrier.

Ce n'est que lorsque tous ces éléments s'imposent clairement, au cours du premier trimestre 1849, et surtout lorsque le mouvement ouvrier se renforce, que peut être mis à l'ordre du jour la création d'un **parti ouvrier**.

C'est pourquoi Marx et Engels rompent à cette époque-là (Mars 1849), leurs liens organisationnels avec le parti démocrate, en abandonnant les postes de direction, et se rapprochent des associations ouvrières.

" Nous estimons que l'organisation actuelle des organisations démocratiques renferme en son sein beaucoup trop d'éléments hétérogènes pour que soit possible une activité profitable au but que s'est fixé la cause. Au contraire nous sommes d'avis qu'une liaison plus étroite des associations ouvrières est préférable parce qu'elles sont composées d'éléments homogènes, et c'est pourquoi dès aujourd'hui nous démissionnons du comité régional rhénan des associations (démocratiques NDR)."

(NGR 15.4.1849)

À la suite de cette démarche l'Association ouvrière adopte la résolution suivante:

" L'Assemblée a décidé à l'unanimité : 1° de quitter la fédération des Assemblées démocratiques d'Allemagne et, en revanche, de s'affilier à la Fédération des Unions ouvrières allemandes dont le comité central siège à Leipzig; 2° de charger son comité de convoquer à Cologne un congrès provisoire de toutes les unions ouvrières de Rhénanie et de Westphalie avant la réunion du congrès général des travailleurs à Leipzig, cela dans le but de resserrer les liens du parti authentiquement social; 3° d'envoyer

des délégués au congrès des Unions ouvrières d'Allemagne qui doit avoir lieu prochainement à Leipzig."

Par rapport à un tel **parti ouvrier**, que l'on entendait former, les communistes devaient s'efforcer de se placer comme le dit le Manifeste à la tête du mouvement. Mais sous quelle forme ?

Avaient-ils besoin pour cela d'une société secrète de propagande comme l'était la Ligue ? Ou leur suffisait-il d'un organe éclairé, qui n'hésite pas à prendre position sur le mouvement (à partir d'Avril 1849 la NGR aborde de front la question sociale et publie les exposés de Marx sur "Travail salarié et capital"), qui soit écouté et respecté par les ouvriers et par les petits-bourgeois démocrates, comme l'était la NGR ?

De deux choses l'une : soit la situation était telle que l'on pouvait réactiver la Ligue des communistes, et dans ce cas il fallait lui donner un programme communiste (ce que ne faisaient pas les "réorganiseurs" de la Ligue). Soit la situation permettait la création d'un parti ouvrier et dans ce cas les communistes devaient agir vis-à-vis de ce mouvement comme sa partie la plus avancée et la plus éclairée, sans s'en couper, ce à quoi aurait abouti à cette époque la réactivation de la Ligue secrète.

Souvenons-nous des paroles du Manifeste selon lesquelles les communistes ne forment pas un parti distinct du mouvement ouvrier. Dans la mesure où celui-ci est à même de se former, les communistes cherchent à en assurer la direction et à faire prévaloir le programme communiste en son sein. Dans quel cas peuvent-ils avoir besoin d'une organisation distincte, en l'occurrence la Ligue des Communistes ?

Nous avons déjà vu ces conditions, c'est lorsqu'il n'est pas possible d'agir facilement au sein du parti ouvrier dans la mesure où les conditions formelles d'agitation, droit de réunion, d'assemblée, liberté de la presse etc...n'existeraient pas. Or à l'époque où Marx et Engels quittent les associations démocratiques, ces conditions sont réunies et par conséquent les communistes n'ont pas besoin de s'organiser de manière distincte pour faire la propagande de leurs principes, il n'y a donc pas lieu de réorganiser la Ligue.

Par ailleurs, si le parti ouvrier arrive à prendre corps il continue à avoir pour tâche immédiate des tâches démocratiques dans la mesure où la bourgeoisie ne les a pas accomplies jusqu'au bout. Le schéma de la révolution permanente est toujours en vigueur mais, et c'est un grand acquis, **définitif pour le reste de l'histoire du prolétariat allemand**, désormais existe la possibilité matérielle d'existence du parti ouvrier.

2.2.4.3.17. Seulement l'espoir qui guidait les communistes, dans cette nouvelle stratégie de formation du parti ouvrier, c'était celui de la **relance de la révolution**, en France d'abord, en Allemagne ensuite. Toute la stratégie du parti à ce moment était fondée sur la perspective (qui hélas allait se révéler illusoire) d'une reprise des combats révolutionnaires à Paris. Nombreuses sont les citations comme celles qui suivent, qui illustrent cette perspective :

19 Septembre 1848 :

"...et si la pusillanimité et l'irrésolution allemandes devaient faire tout échouer, alors la France nous sauvera."

5 Novembre 1848 :

" De Paris enfin nous entendons un premier grondement souterrain annonciateur d'un tremblement de terre qui ensevelira l'honnête république sous ses propres ruines."

11 Novembre 1848 :

" *De Paris le chant du coq gaulois réveillera encore une fois l'Europe.*"

Or, après la manifestation avortée du 13 Juin 1849 (cf CouC N°18 p.83) on ne pouvait plus rien espérer du mouvement parisien et même plus tard on reconnut, dans "Le 18 Brumaire de Louis-Napoleon Bonaparte" que dès Juin 1848 le glas avait sonné pour le prolétariat français et par voie de conséquence pour le mouvement européen tout entier. Ensuite on eut la série de défaites militaires du mouvement démocratique en Allemagne qui repoussait la perspective de la formation d'un parti ouvrier ,et même du pur et simple accomplissement de la révolution bourgeoise.

Le parti ouvrier en gestation, et le résultat aurait été le même s'il avait été plus développé, en tant que parti formel ne pouvait longtemps se maintenir alors que la contre-révolution triomphait sur tous les fronts. Toutefois comme nous l'avons dit, ce résultat était néanmoins plein de promesses pour l'avenir et ouvrait la voie au prolétariat allemand pour venir se placer à la tête du prolétariat international.

" *Entre l'épopée d'alors et celle d'aujourd'hui une génération a passé. En ce temps-là (1848 NDR) l'Allemagne était un pays d'artisanat et d'industrie à domicile fondée sur le travail manuel; aujourd'hui (1884 NDR) c'est un grand pays industriel, encore en état de continuelle transformation. En ce temps-là, il fallait recenser un par un les ouvriers capables de comprendre leur situation d'ouvriers et l'antagonisme historique et économique qui les oppose au capital, parce que cet antagonisme lui-même était encore en voie de formation. Aujourd'hui il faut placer tout le prolétariat allemand sous des lois d'exception pour ralentir, ne fût-ce que légèrement, l'évolution qui lui donnera la pleine conscience de sa situation de classe opprimée. En ce temps-là les rares prussiens qui avaient, à force de travail, pénétré jusqu'à la compréhension du rôle historique du prolétariat, devaient se grouper en secret et se réunir en cachette dans de petites communes de 3 à 20 hommes, aujourd'hui le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle ni publique ni secrète; la liaison simple et naturelle de compagnons appartenant à la même classe sociale et professant les mêmes idées suffit, sans statuts, ni comités directeurs ni résolutions ni autres formes tangibles (1) à ébranler tout l'Empire allemand. Bismarck est l'arbitre en Europe, de l'autre côté de nos frontières, mais à l'intérieur des frontières grandit, plus menaçante chaque jour, la personnalité athlétique du prolétariat allemand, le géant que Marx prévoyait dès 1844, qui se trouve déjà à l'étroit dans le cadre de l'Empire fait à la mesure du philistin bourgeois et qui, dans un avenir prochain, lorsque sa stature puissante et ses larges épaules se seront encore développées, n'aura qu'à se lever de son siège pour faire sauter tout l'édifice de la constitution impériale.*"
(Engels. Quelques mots...p.33)

(1) Il ne faudrait pas s'imaginer qu'Engels se fasse ici le chantre du "spontanisme", il montre seulement que la phase des partis ouvrier non immédiatement communistes est close pour l'Europe et l'Amérique et que désormais le programme communiste suffit à lui seul à unifier les prolétaires et à constituer la base sur laquelle ils peuvent se former en parti politique.

Avec la victoire de la contre-révolution se levait le rideau du dernier acte de l'existence de la Ligue des Communistes et des partis ouvriers.

2.2.4.3.18. C'est précisément au sujet de l'appréciation de la contre-révolution qu'allait avoir lieu l'affrontement final au sein de la Ligue entre le "parti Marx" et les courants immédiatistes. Du côté de Marx, Engels et de leurs partisans, on savait que la révolution avait momentanément échoué et que tout travail d'agitation pur et simple devenait stérile. Ce qu'il fallait c'était préparer les conditions de la reprise, que l'on prévoyait prochaine puisque la crise qui relancerait la révolution était attendue pour 1852. A cette époque, au début de 1850, Marx et Engels ne pensent pas encore que la partie est perdue et leur attitude n'en est que plus intéressante à étudier, il s'agit d'une pause dans l'activité révolutionnaire, afin de dresser un bilan de l'étape accomplie, la contre-révolution étant considérée (leçon dialectique qui sera appliquée par la suite non seulement à l'histoire immédiate de 1848 mais à l'ensemble des contre-révolutions que malheureusement le prolétariat aura encore à traverser), comme un moment nécessaire de la révolution.

*" A l'exception de quelques chapitres, chaque section importante des annales de la révolution de 1848 à 1849 porte le titre de **Défaite de la révolution!** Mais dans ces défaites ce ne fut pas la révolution qui succomba, ce furent les traditionnels appendices pré-révolutionnaires, résultats des rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore organisés jusqu'à devenir des contradictions de classes violentes : personnes, illusions, idées, projets, dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé avant la révolution de février et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de février mais seulement par une suite de défaites. En un mot ce n'est point par ses conquêtes tragi-comiques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie; au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti révolutionnaire."*
(Marx. Les luttes de classes en France)

Pour Marx et Engels la crise prévue aux alentours de 1852 devait relancer la révolution. Le cycle économique tel qu'il leur apparaît alors est de 5 ans. Après la crise de 1847, il est alors logique de prévoir une nouvelle crise pour 1852 et d'escompter que celle-ci aura les mêmes effets en ce qui concerne le déclenchement d'une révolution à l'échelle européenne, mais qui cette fois bénéficiera de l'expérience de toute l'étape démocratique de 1848. Ce qu'ils reconnaîtront plus tard, à la suite de l'absence de réalisation de la prévision c'est que depuis 1825 se superposent les crises propres à la phase moderne du MPC, la phase de soumission réelle du travail au capital et les crises encore inhérentes à la phase précédente. Au cycle de 10 ans se juxtapose un cycle de 5 ans, qui va définitivement disparaître à partir de 1848. L'essentiel de la méthode reste cependant valable quand les cycles de l'économie bourgeoise sont bien individualisés et c'est donc dans la parfaite continuité de la tradition communiste que se place **Communisme ou Civilisation** lorsqu'il prévoit une nouvelle crise du MPC aux alentours de 1987, soit environ 2 ans. durée moyenne du cycle actuel, après la crise de 1981-82.

En attendant la reprise révolutionnaire, qui ne pourra venir que d'une nouvelle crise, Marx et Engels, dans la perspective que nous avons évoquée plus haut, lancent à Londres (où pratiquement tous les chefs de la révolution européenne s'étaient réfugiés) une Nouvelle Gazette Rhénane-Revue politique économique (NGRR, la NGR première version ayant cessé de paraître en Allemagne en Mai 1849), parue de Mars à Novembre 1850 qui ne devait pas être un organe d'agitation comme la première NGR, mais approfondir la critique des rapports sociaux au moyen d'articles approfondis et tracer un premier bilan de la période écoulée (c'est dans la NGRR que paraît la première version des "Luttes de classes en France").

"Un journal de calme apparent comme celui-ci, doit être utilisé pour clarifier l'étape traversée depuis la révolution, le caractère des partis en lutte, les rapports sociaux qui conditionnent l'existence et la lutte de ces partis (...) A la différence du quotidien, la revue permet des recherches détaillées et scientifiques sur les rapports économiques qui constituent la base de tout le mouvement politique."

2.2.4.3.19. Comme on peut le constater la forme même de l'expression révolutionnaire n'est pas indépendante des objectifs poursuivis et de la période dans laquelle ils s'inscrivent. En ce qui concerne la presse du parti, chaque forme d'expression possède une utilité propre : la revue théorique, qui s'adresse plutôt à la fraction révolutionnaire de la classe et dans laquelle sont réalisées "des recherches détaillées et scientifiques", le journal, dont la périodicité doit être au moins hebdomadaire pour mériter ce titre, et qui, outre son rôle d'organisation collectif des révolutionnaires, cherche à toucher la fraction de la classe sensibilisée aux idées révolutionnaires, enfin le tract ou l'affiche, sans doute l'exercice le plus difficile, qui cherche à toucher également les fractions les moins avancées de la classe.

Dans une période de contre-révolution les deux dernières activités sont extrêmement difficiles à réaliser. Quand aucune fraction de la classe ne tend de manière systématique et stable à pouvoir se rassembler autour du programme communiste, alors que les idées révolutionnaires ont cessé momentanément d'exercer une quelconque force matérielle sur la société, la forme la plus adéquate du repli en bon ordre est la revue théorique dans laquelle on s'adresse à l'avant-garde révolutionnaire, et où l'on défend avec intransigeance le programme communiste afin de favoriser la reprise future de la lutte des classes.

"Revue de calme apparent", c'est le sous-titre que pourrait avoir **Communisme ou Civilisation** qui se situe dans cette perspective et lutte contre les déviations activistes et volontaristes qui à coups de tracts, de "journaux" mensuels (!) dans lesquels de vains homoncles essayent de renverser, par l'effet magique de leur présence le cours de l'histoire, alors qu'ils ne font que bousiller le programme communiste. Les chantres de "l'intervention" démontrent ainsi a contrario que dans une phase de contre-révolution comme celle dans laquelle nous nous trouvons plongés, seule une caricature d'intervention est possible.

En 1850, Marx et Engels considèrent donc que la révolution marque une pause, même s'ils espèrent une reprise pour 1852. Dans la revue qu'ils fondent alors, ils vont pouvoir réaliser ce qu'ils avaient commencé à la fin de la Nouvelle Gazette Rhénane l'année précédente en publiant "Travail salarié et capital".

" De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les rapports économiques qui constituent de nos jours la base matérielle des combats de classe et des luttes nationales. C'est à dessein que nous n'avons fait qu'effleurer ces rapports, là seulement où ils éclataient directement en collisions politiques. Il s'agissait avant tout de suivre la lutte des classes dans l'histoire de chaque jour et de prouver, de façon empirique, sur la matière existante et renouvelée quotidiennement, que l'assujettissement de la classe ouvrière réalisé par février et mars avait amené du même coup la défaite des adversaires de celle-ci : les républicains bourgeois en France et les classes bourgeoises et paysannes en lutte contre l'absolutisme féodal sur tout le continent européen, que la victoire de la "république honnête" en France fut en même temps la chute des nations qui avaient répondu à la révolution de Février par des guerres d'indépendance héroïques, qu'enfin, l'Europe, par la défaite des ouvriers révolutionnaires, était retombée dans

son ancien double esclavage, l'esclavage **anglo-russe**. Les combats de Juin à Paris, la chute de Vienne, la tragi-comédie de Novembre à Berlin, les efforts désespérés de la Pologne, de l'Italie et de la Hongrie, l'épuisement de l'Irlande par la famine, tels furent les moments principaux où se concentra en Europe la lutte des classes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière et qui nous permirent de démontrer que tout soulèvement révolutionnaire, aussi éloigné que son but puisse paraître de la lutte des classes, doit nécessairement échouer jusqu'au moment où la classe ouvrière révolutionnaire sera victorieuse, que toute réforme sociale sera une utopie jusqu'au moment où la révolution prolétarienne et la contre-révolution féodale se mesureront par les armes dans une **guerre mondiale** (...) Maintenant que nos lecteurs ont vu se développer la lutte des classes en 1848 sous des formes politiques colossales, il est temps d'approfondir les rapports économiques eux-mêmes sur lesquels se fonde l'existence de la bourgeoisie et sa domination de classe ainsi que l'esclavage des ouvriers."

(NGR t.III p.225)

Une nouvelle vague révolutionnaire ne pourra intervenir qu'à l'occasion de la prochaine crise.

" Dans cette prospérité générale où les forces productives de la société bourgeoise vivent aussi bien qu'il est possible de le faire dans le cadre des rapports bourgeois, on ne peut pas envisager de véritable révolution. Une telle révolution ne peut intervenir que dans des périodes où ces deux facteurs -forces productives modernes et formes bourgeoises de production - entrent en contradiction. Les interminables querelles des représentants des différentes fractions du parti de l'ordre sur le continent, liées les unes aux autres, ne peuvent conduire à de nouvelles révolutions; au contraire, ces querelles ne sont possibles que parce que les fondements des rapports sociaux sont, pour le moment, aussi sûrs et - chose que la réaction ignore - aussi **bourgeois**. Contre ces fondements viendront se briser toutes les tentatives réactionnaires de contenir le développement bourgeois, toute l'indignation morale et toutes les proclamations enflammées des démocrates. Une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise. Mais la première est aussi certaine que la seconde."

Dans le même temps on se préparait à la reprise de la révolution pour 1852, en prévoyant que celle-ci s'accomplirait sur un tout autre terrain et avec une toute autre ampleur qu'en 1848. Tout d'abord on espérait que la crise n'épargnerait pas l'Angleterre, ce roc sur lequel jusqu'à présent s'étaient brisées toutes les vagues révolutionnaires venues du continent. Bien plus c'est de l'Angleterre, du centre capitaliste le plus développé que partirait la crise (1).

" Même lorsque les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, la cause s'en trouve toujours en Angleterre (...) il est normal que les violentes explosions que connaît le corps bourgeois se produisent aux extrémités plutôt qu'au cœur, car la possibilité de compensation est plus grande dans le premier cas que dans le second."

(1) De ce point de vue la prochaine crise contemporaine comme les précédentes partira du centre capitaliste le plus développé : les États-Unis d'Amérique.

Ensuite, on espérait qu'en France le combat prendrait d'emblée la tournure radicale d'un affrontement direct entre prolétariat et bourgeoisie. Enfin en Allemagne, où l'instauration de la république bourgeoise restait à l'ordre du jour, le prolétariat saurait comment agir face à ses alliés d'hier, notamment la petite-bourgeoisie et l'affronterait à son tour en se constituant en parti ouvrier autonome (cf. l'adresse du Conseil Central à la Ligue de Mars 1850 citée thèse 2.2.4.3.22).

Dans la phase où se trouvaient alors Marx et Engels, période où la contre-révolution a gagné le premier acte (on allait plus tard reconnaître qu'elle avait gagné la partie) il importait de regrouper les forces. Les raisons qui avaient poussé à mettre en veilleuse la Ligue n'existaient plus et sa reorganisation s'imposait alors. L'union de tous les communistes ne devait pas être de trop pour favoriser la révolution à venir. C'est pourquoi, dans cette perspective, on pouvait songer à unifier les différentes composantes du mouvement révolutionnaire européen. C'est le sens de la création, au printemps 1850 de l'**Association Universelle des Communistes** qui se donnait clairement pour but la révolution communiste, au moyen du renversement des classes bourgeoises et de la dictature du prolétariat.

" Le but de l'Association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, leur soumission à la dictature des prolétaires dans laquelle la révolution sera maintenue en permanence jusqu'à la réalisation du communisme qui sera la dernière organisation de la famille humaine."

Pour cela il était nécessaire de créer des liens de solidarité entre "toutes les fractions du parti révolutionnaire communiste" au-delà des nations. L'Association intégrait au départ la Ligue des Communistes, les blanquistes français et l'aile gauche du chartisme (Harney). Bien sûr cette association ne doit pas être comprise comme une Internationale communiste avant la lettre. La III^e Internationale, parti communiste international est comparable au parti ouvrier, dont elle possède d'ailleurs les fonctions. Comme nous l'avons montré, à un moment de l'évolution du mouvement prolétarien, le contenu du parti ouvrier n'est autre que le programme communiste, parti ouvrier et parti communiste ne font plus qu'un. L'association universelle des communistes relevait donc plutôt du même type d'organisation que la Ligue des Communistes : une tentative d'unification des communistes afin d'affronter dans les meilleures conditions possibles la reprise et la constitution du prolétariat en classe par la médiation du parti ouvrier. Mais une telle tentative ne résista pas à l'approfondissement de la contre-révolution et d'abord à la scission dans la Ligue des Communistes.

2.2.4.3.20. En effet, tandis que le "parti Marx" continuait à analyser la réalité et à guider son action selon les principes matérialistes, une autre fraction de la Ligue, dirigée par Willich et Schapper, laissait libre cours à ses tendances immédiatistes, qui allaient le lancer dans l'activisme le plus débridé, de la même manière que les "grands hommes de l'exil", chefs démocrates réfugiés à Londres, qui lançaient dans le vide de vigoureuses proclamations révolutionnaires. Cette première irruption de la "maladie de la volonté" au sein d'un parti communiste préfigure ce qui se passera pratiquement lors de chaque épisode contre-révolutionnaire. Au lieu de se résoudre à la nouvelle situation, d'utiliser le répit ainsi fourni pour tirer un bilan de la période écoulée et fourbir ses armes (défense et restauration du programme communiste) pour les combats futurs, on se lance dans l'agitation sans principe, au risque, toujours vérifié, d'abandonner complètement le terrain du communisme révolutionnaire. Marx traçait ainsi la ligne de clivage entre les deux attitudes soutenues par les deux fractions :

" Aux conceptions universelles du Manifeste, on oppose la conception nationale allemande qui flatte le sentiment nationaliste des artisans allemands. A la place de la conception matérialiste du

*Manifeste, on brandit la conception idéaliste. Au lieu des rapports réels, l'essentiel dans la révolution, on préfère la **volonté**. Alors que nous disons aux ouvriers : il vous faudra peut-être encore passer par quinze, vingt, cinquante ans de guerre civile pour changer les conditions actuelles et vous former vous-même pour la domination, on leur dit : vous devez conquérir **maintenant** le pouvoir ou aller vous coucher. Le démocrate utilise le mot "peuple" de la même façon qu'on utilise aujourd'hui le mot "prolétariat" : comme une phrase creuse. Pour que cette phrase corresponde à une réalité, il faudrait déclarer prolétaires tous les petits-bourgeois, c'est-à-dire, de fait, s'imaginer petits-bourgeois, non prolétaires. Au lieu du développement révolutionnaire réel, il faudrait utiliser la phrase révolutionnaire (...) Je me suis toujours affronté aux opinions passagères du prolétariat. Nous nous consacrons au parti qui, heureusement pour lui, ne peut pas encore parvenir au pouvoir. Si le prolétariat arrivait aujourd'hui au pouvoir, il ne mettrait pas en œuvre des mesures directement prolétariennes, mais des mesures petites-bourgeoises."*

La leçon est claire. Quand le programme communiste n'a plus de prise sur la réalité, ne peut s'emparer des masses, il faut battre en retraite en sachant que l'on restera une minorité sans influence, la grande masse des ouvriers étant au mieux indifférente envers les positions révolutionnaires.

" Tu peux, disait Marx à Schapper, rester avec l'écrasante majorité des membres de la Ligue...On nous taxe de réactionnaires, afin de nous rendre impopulaires, ce qui, soit dit en passant, nous est totalement indifférent parce que nous n'aspérons pas à la popularité."

Malheur à ceux qui, ignorant les rapports réels voudraient alors, malgré tout, se "lier aux masses" : il leur faut mettre en avant des mots d'ordre, des conceptions différentes de celles du communisme révolutionnaire. Les tactiques et positions "transitoires" qui devraient, dans l'esprit de ceux qui les énoncent, servir à établir une passerelle entre l'état réel de la classe et la classe telle qu'elle devrait être, loin de permettre le retour du prolétariat sur la scène révolutionnaire a pour effet immédiat de le conforter dans son point de vue actuel et pour effet secondaire de perdre définitivement le fil rouge de la doctrine communiste dans le labyrinthe de la contre-révolution. Or le fil rouge du communisme qui parcourt l'arc historique n'est pas un fil d'Ariane et le prolétariat n'est pas un Thésée moderne. Il exige de graver toujours plus clairement les lignes de démarcation entre le point de vue bourgeois et le point de vue prolétarien. En les dissimulant derrière des expédients tactiques de circonstance, ou tous les programmes transitoires que l'on voudra en aboutit, parce qu'on ne renverse pas le cours réel des choses sous le seul effet de la volonté, au résultat inverse de celui recherché. Et si, par aventure, on obtient une réelle influence sur les masses, c'est pour faire une politique contraire aux intérêts du prolétariat.

Le point de vue du communisme se résume alors ainsi :

- Refus de l'activisme, volontarisme, de tout doute révisionniste sur la doctrine
- Défense de la continuité du programme communiste.

Dans son texte "Révélation sur le procès des communistes de Cologne", Marx revient sur les accusations proférées par les immédiatistes, en précisant :

*" De même que les démocrates ont fait du mot **peuple** (demos) une entité sacrée, vous faites, vous, une entité sacrée du mot **prolétariat**. Tout comme les démocrates, vous substituez à l'évolution révolutionnaire, la phraseologie révolutionnaire."*

(cf. ed. Costes p.108)

Bien entendu face à cette attitude de classe se dressent les tendances petites bourgeoises activistes, tous les ancêtres des chantres actuels de l'activisme, qui railaient, hier comme aujourd'hui les "réactionnaires", les "litterateurs", les "intellectuels", les "fondateurs de gazettes", la "camarilla littéraire" etc... A ce premier acte d'"académisme" dont nous taxent également les petits-bourgeois actuels, on opposait le rétablissement d'une solide organisation de la Ligue, afin de ne pas se contenter de créer une opposition et d'éditer des gazettes; on jugeait la révolution prolétarienne imminente et que le prolétariat allemand devait prendre les choses en mains et parvenir au pouvoir.

Seulement voilà, le prolétariat n'est pas cette entité sacrée que souhaitait Schapper-Willich. En appeler à son être immédiat contre le programme historique, contre l'essence révolutionnaire, c'est renoncer à tout jamais à la transformation révolutionnaire de la réalité. Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien. S'aligner sur l'opinion momentanée du prolétariat lorsque celle-ci reflète l'état de sujétion de la classe à la société bourgeoise, c'est trahir la révolution.

A l'accusation d'intellectualisme se joint forcément celle de passivité. Les mêmes arguments (musique d'aujourd'hui, paroles d'hier !) resservent aujourd'hui alors que 60 ans de contre-révolution ont plus que démontré l'inanité de l'activisme et comment celui-ci aboutissait à brader la théorie révolutionnaire (1). A l'accusation de passivité se joint celle de ne pas vouloir assumer les sacrifices qu'exigent la lutte des classes. C'est à ce genre d'accusations que Marx répondait quand il écrivait :

" En ce qui concerne les sacrifices personnels, j'en ai assuré ma part, pas moins que n'importe quel autre. Mais pour la classe ouvrière, non pour des personnalités. En ce qui concerne l'enthousiasme, il n'en faut pas beaucoup pour appartenir à un parti dont tu penses qu'il est sur le point d'arriver au pouvoir."

2.2.4.3.21. Malgré leur isolement quasi-total, Marx et Engels et leurs partisans avaient un motif pour oeuvrer contre la scission : éviter que le parti ne tombe entre les mains des activistes et des immédiatistes qui en auraient fait une organisation bourgeoise. C'est pourquoi au cours de la réunion du 15 Septembre 1850, Marx proposait les mesures suivantes :

1/ Dissoudre le comité central de Londres, celui-ci étant divisé en deux lignes irréductiblement opposées et donner à la commune de Cologne fonction de Comité Central.

(1) A la décharge relative des maîtres des petits bourgeois modernes, ce qui montre a contrario la force de l'analyse de Marx et Engels, Engels rappelle que "cette froide appréciation de la situation était considérée par beaucoup de gens comme une hérésie, à une époque où Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini, Kossuth et parmi les lumières allemandes de second ordre Ruge, Kinkel, Grogg et tutti quanti, constituaient en masse à Londres de futurs gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives mais encore pour toute l'Europe, et où il ne restait plus qu'à réunir au moyen d'un emprunt révolutionnaire émis en Amérique l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'oeil la révolution européenne ainsi que les différentes républiques qui devaient en être la conséquence naturelle. Qu'un homme tel que Willich se soit laissé duper, que Schapper lui-même, en raison de ses vieilles aspirations révolutionnaires, ait donné dans le panneau; que la plupart des ouvriers de Londres en majorité des réfugiés les aient suivis dans le camp des démocrates bourgeois faiseurs de révolution qui pourrait s'en étonner ? Bref la réserve que nous préconisons n'était pas du goût de ces gens; il fallait essayer de déclencher la révolution; nous nous y refusions de la façon la plus absolue."

2/ Abolir les statuts d'Octobre 1848, proposés par Moll lors de la "réorganisation" de la Ligue (à laquelle Marx s'était opposé) et qui étaient en retrait par rapport à ceux de 1847.

3/ Former à Londres deux cercle distincts de la Ligue, qui ne communiqueraient pas entre eux mais seraient directement rattachées au Conseil Central de Londres. Chaque cercle regroupe les partisans d'une des deux lignes.

Ainsi on aurait pu sauvegarder l'unité de la Ligue, tout en laissant à chacune des deux fractions la responsabilité de ses thèses et de ses actes, de ses succès et de ses échecs. Encore une fois la **réalité** aurait tranché. Au volontarisme idéaliste ne doit pas répondre un volontarisme matérialiste qui décide d'exclusions, de condamnations morales etc. A chaque fois que le parti communiste a dû affronter des luttes de tendances, des épisodes de scission, etc... c'est dans cet esprit qu'il a agi. La proposition de Marx fut rejetée par le groupe Schapper, et le parti Marx exclu du comité Central de Londres. Les blanquistes de l'Association Universelle des Communistes révolutionnaires ayant rejoint le groupe Schapper, l'Association est dissoute en Octobre 1850. Seul le groupe de Cologne accepta la proposition de Marx, se constituant immédiatement en Comité Central. Fort de cette autorité, il réintégra Marx et ses partisans de Londres dans la Ligue et dissout la Commune Londonienne. Il y avait donc désormais deux Ligues, ce que les communistes avaient voulu éviter.

Comme nous l'avons vu à plusieurs occasions, le parti communiste, tout en défendant avec la **plus extrême intransigeance** le programme communiste ne professe pas pour autant un sectarisme formel ni un indifférentisme infantile (1) condamné à rester sur le bord du chemin et à faire des proclamations vides sans jamais pouvoir organiser ni diriger le mouvement de la classe.

Bien plus dangereuse est cependant la politique social-démocrate qui consiste à faire fusionner non seulement des partis ouvriers, qui doivent rester distincts des autres partis bourgeois, mais encore des partis ouvriers devenus communistes, avec un parti bourgeois ou petit-bourgeois comme en 1927 avec l'entrée du Parti communiste chinois dans le Kuo-Min-Tang ou en 1922 l'entrée du Parti communiste dans le Labour Party en Grande-Bretagne, ou encore la politique de front unique avec les partis socialistes traités à la révolution.

2.2.4.3.22. Le nouveau Comité central envoie le 1^{er} Décembre 1850 une adresse aux groupes locaux, dans laquelle est décrite la situation défavorable de la Ligue et est critiquée la position du groupe Schapper, qui désirait un parti exclusivement composé d'artisans et d'ouvriers, dans la perspective d'une révolution imminente. Or une telle décision contribuait à :

" Faire retourner le parti prolétarien à l'ancienne conception d'ascétisme et d'égalitarisme grossier, conception justifiée au début du mouvement prolétarien, lorsqu'il s'agissait d'opposer à différentes doctrines politiques et économiques de la société bourgeoise le principe général de la lutte prolétarienne de classe. Mais actuellement cette position négative n'est plus dirigée contre une variante du socialisme bourgeois : elle revient à condamner les auteurs du Manifeste de 1848 du parti et la première circulaire du Comité Central de cette année où est clairement exposée la politique du parti et par conséquent, elle condamne le Manifeste lui-même et la politique du parti. Le Manifeste et la circulaire ont défini cette politique en partant du cours suivi par le mouvement prolétarien. Ils montrent que le prolétariat, une fois qu'il prend

(1) Dans l'ouvrage "Marx, Engels et la révolution de 1848" (ed. Maspero) de P. Labrousse, on peut lire p.271 quelques unes des critiques de Gottschalk et de ses partisans. Ces extraits sont eux-mêmes repris de M.I. Mikhaïlov Istorija Sotious Kommunistov (Moscou 1965).

conscience de sa situation de classe, attire tous les éléments éclairés de la vieille société et parvient ainsi à la compréhension théorique des conditions de la révolution communiste, en même temps qu'il contribue dans la pratique au mûrissement de ces conditions. En butte contre les différents partis nationaux, il conquiert son propre pouvoir politique et économique. Par son texte, la minorité repand de nouveau la vieille idée que tout le travail théorique a déjà été réalisé, le point de vue hostile à toute activité théorique selon lequel il est possible d'atteindre les objectifs ultimes du mouvement à partir de l'actuel niveau de développement et grâce précisément à l'imminente révolution allemande."
(Circulaire du Conseil Central à la Ligue. 1^{er} Décembre 1850)

Il est significatif que, dans le même temps qu'ils retournent à une conception tout à fait sectaire du parti, les partisans de Schapper expriment une haine violente pour la théorie et les "littérateurs" qui s'en occupent. C'est le propre de l'immediatisme de préférer l'apparence immédiate de la réalité à l'étude des tendances profondes qui la composent (1). Le groupe Schapper n'était armé ni pour affronter la période de calme relatif prévue et qui allait se révéler être l'ouverture d'une phase contre-révolutionnaire profonde, ni pour élaborer une stratégie et une tactique permettant de se placer à la tête du mouvement lorsque celui-ci ressurgirait dans des circonstances favorables. L'arrestation, courant 1851, d'un nombre important de militants et de responsables de la Ligue, puis leur procès en Octobre 1852, allait achever de détruire l'organisation déjà victime du cours contre-révolutionnaire qui se précipitait depuis 1850.

2.2.4.3.23. Le procès des communistes de Cologne en Octobre 1852 allait être l'occasion de réaffirmer la tactique suivie par les communistes et en quoi elle les distinguait des activistes à la Schapper-Willich. Dans les "**Révélation sur le procès des Communistes de Cologne**" parues juste après les condamnations des militants de la ligue de Cologne, Marx s'acharne essentiellement à détruire l'accusation de complot portée par le ministère public, en argumentant aussi bien du point de vue de la simple logique du droit bourgeois que du point de vue de la tactique révolutionnaire de la Ligue des Communistes. Le procès des communistes de Cologne, avant toute une série d'autres, démontre les limites du droit bourgeois. Dans la mesure où celui-ci prétend enregistrer sur le plan juridique des rapports sociaux qui sont considérés comme ayant réalisé les valeurs universelles de l'égalité, la liberté etc...il est déjà une mystification, car en réalité les rapports sociaux actuels sont des rapports d'exploitation où des classes -et non des individus, qui forment les sujets du droit bourgeois - s'affrontent et où en définitive la force décide. Dans la mesure où le droit bourgeois codifie cette force, la légitime, il est l'expression de la domination de la classe bourgeoise, instrument aux mains de celle-ci pour légitimer l'exploitation, renforcer partout un arsenal de lois, mesures etc... la dictature de la classe bourgeoise sur l'ensemble de la société. Mais même ainsi, le droit est appelé à être constamment violé par ceux-là même dont il défend les intérêts lorsque ceux-ci se trouvent menacés sur un terrain

(1)"On le voit ce ne furent pas des raisons personnelles qui amenèrent la scission du Conseil Central. Mais il serait tout aussi faux de parler de divergences de principes. Le parti Schapper-Willich n'a jamais revendiqué l'honneur d'avoir des idées à lui. Ce qui lui appartient en propre, c'est l'incompréhension propre des idées d'autrui et la prétention de les avoir fixées en articles de foi et de se les être appropriées comme phraséologie. Il ne serait pas moins inexact d'appliquer au parti Willich-Schapper l'épithète de "parti de l'action", à moins que l'on n'entende par action une oisiveté cachée sous des tapages de cabaret, sous des conspirations inventées de toutes pièces et des semblants de conjurations oiseuses."
(Révélation sur le procès des Communistes de Cologne. Ed. Costes p.109)

qui n'est plus seulement juridique, mais aussi politique et social. Toutes les constitutions démocratiques modernes incluent en elles-mêmes leur négation, réservant la possibilité d'abolir momentanément les libertés démocratiques pour instaurer les états de siège, d'exception, de guerre, lorsque l'ordre, c'est-à-dire l'ordre bourgeois se trouve menacé. A défaut d'une telle situation, on se contentera de respecter simplement les formes du droit bourgeois, les apparences, mais en en foulant aux pieds les principes, car qu'importe les principes du droit de la société bourgeoise lorsque c'est la société bourgeoise elle-même qui est menacée ? C'est pour cela qu'à Cologne, la justice bourgeoise ne put que se livrer qu'à des falsifications et à des manoeuvres; condamner sur un dossier qui ne tenait juridiquement pas debout, car l'enjeu dépassait de loin même l'accusation officielle : "complot de haute trahison"; l'enjeu c'était fermer le cycle révolutionnaire ouvert 4 ans plus tôt, assurer le triomphe de la contre-révolution, battre le communisme qui avait su se montrer, même dans la révolution bourgeoise, une force réelle, vivante.

*" Dans la personne des accusés, le prolétariat révolutionnaire se trouvait sans défense en face des classes dirigeantes représentées dans le jury; les accusés étaient donc condamnés parce qu'ils paraissaient devant ce jury."
(Révélations...p.203)*

Dans le tribunal bourgeois, c'était le verdict de la lutte des classes qui tombait : Malheur aux vaincus ! Qui a la force a la raison !

2.2.4.3.24. Le verdict de Cologne scellait la fin de tous les efforts pour maintenir la Ligue des Communistes en vie. Celle-ci avait d'abord dû se battre contre la maladie de la volonté et affirmer qu'elle ne subsistait en tant que Ligue, que pour préparer les luttes futures sans flatter aucunement les préjugés du prolétariat ou ses velléités d'action. Le procès de Cologne marquait la victoire de la contre-révolution. La reprise escomptée pour 1852 ne s'était pas produite mais Marx et Engels étaient à même d'affronter cette perspective. Après la condamnation de Cologne, après la reconnaissance du fait que la victoire de la contre-révolution était, pour la période, définitive, l'existence d'une Ligue des Communistes préparant la constitution d'un parti formel n'avait plus de sens. La défense du programme communiste ne pouvait plus s'accomplir qu'au travers d'autres expressions du parti historique, expressions adaptées à la contre-révolution. Le 19 Novembre 1852, Marx écrit à Engels :

" Mercredi dernier, sur ma proposition, la Ligue d'ici (Londres NDR) s'est dissoute et a décidé qu'elle n'avait pas non plus lieu de continuer d'exister sur le continent où du reste, depuis l'arrestation de Burgers-Röser, elle avait déjà cesse d'exister en fait."

*"Avec le procès de Cologne se termine cette première période du mouvement ouvrier communiste allemand. Immédiatement après la condamnation, nous procédâmes à la dissolution de notre Ligue, et quelques mois plus tard la fédération séparatiste Willich-Schapper mourait de sa belle mort."
(Engels. Quelques mots...p.32)*

Avec la dissolution de la Ligue, la perspective d'un parti formel disparaissait. le cycle était achevé, mais la Ligue n'était pas tombée entre les mains d'immédiatistes qui auraient pu la transformer en un obstacle supplémentaire à l'émancipation du prolétariat. L'activité développée par Marx, Engels et la poignée de communistes restés fidèles après 1852 a consisté à renforcer et développer l'arsenal théorique de la classe ouvrière et en premier lieu tirer le bilan de la période écoulée afin de préparer les batailles futures.

" Et ces causes, il ne faut pas les chercher dans de simples éléments accidentelles : efforts, talents, fautes, erreurs, trahisons de quelques chefs, mais dans l'état social général et les conditions d'existence de chacune des nations intéressées dans l'agitation révolutionnaire. C'est un fait universellement reconnu : les mouvements soudains de février et mars 1848 ne furent pas l'oeuvre d'individus isolés; ce furent des manifestations plus ou moins nettement comprises, très distinctement ressenties cependant par de nombreuses classes dans chaque pays; mais quand vous rechercherez les causes du succès de la contre-révolution, on vous fait de tous cotés cette réponse commode : c'est monsieur un tel ou le citoyen un tel qui a "trahi" le peuple".

(Engels. *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Ed. Costes P.3)

Après 1852, on a donc repli sur le parti historique, en dehors de tout activisme, de tout immédiatisme, et de toute remise en cause de la doctrine du prolétariat.

2.2.5. LA REVOLUTION DE 1848 ET LA FIN DU CHARTISME EN ANGLETERRE.

2.2.5.1. Par certains cotés (cf. N°16 pp.42-72) le mouvement chartiste en Angleterre préfigurait et annonçait toute l'évolution du mouvement ouvrier européen telle qu'elle se lit à travers la révolution de 1848. Dans un premier temps le mouvement de la classe prolétarienne se constitue dans la foulée du mouvement de la classe bourgeoise et se dégage au cours de celui-ci pour finir par poser ses propres objectifs et revendications qui se trouvent en contradiction avec ceux avancés par la classe bourgeoise. Dans cette dialectique classe bourgeoise/classe prolétarienne, les intérêts entre les deux fractions du mouvement peuvent se rencontrer, mais ils ne coïncident pas : dans tous les cas le prolétariat possède dès le départ ses propres intérêts historiques, distincts de ceux de la bourgeoisie, mais il faut toute une évolution historique pour que ces intérêts se dégagent et se cristallisent sur une base qui ne doit plus rien à l'agitation bourgeoise et qui soit purement prolétarienne. En France et en Allemagne, cette scission historique s'est faite dans le feu même des événements révolutionnaires, et c'est pourquoi elle a tout de suite pris la forme de l'affrontement sur le terrain, avec polarisation des deux forces antagoniques : France Juin 1848, Allemagne Mars 1849. En Angleterre, du fait même que le mouvement y était plus avancé que partout ailleurs et qu'il se déroulait avec une bonne décennie d'avance, la décantation s'est faite en dehors d'une vague révolutionnaire mondiale et s'est traduite par l'étouffement de la montée du parti ouvrier face à une bourgeoisie capitaliste qui possédait encore devant elle l'espace nécessaire à l'établissement de sa domination (cf. N°16 pp.70-72). En ce sens l'année 1842 marque l'apogée du mouvement chartiste, son point d'orgue, en consacrant la scission historique entre les intérêts profonds du camp bourgeois et ceux du camp prolétarien. A partir de 1842, le temps des alliances est terminé, et l'on se trouve face à une situation d'affrontement pur et simple entre prolétariat et bourgeoisie alliée aux propriétaires fonciers.

2.2.5.2. Dans ces conditions, par rapport à ses frères du continent européen, le prolétariat anglais se trouve dans une situation à la fois privilégiée et défavorable. L'aire anglaise a été la première, à partir des années 1820-1830 à connaître le plein développement de la phase de soumission réelle du travail au capital, c'est-à-dire les conditions modernes de la domination du mode de production capitaliste sur l'ensemble de la société. Ce mouvement a d'ailleurs été accentué par la lutte même du prolétariat sur lequel la bourgeoisie s'est appuyée pour briser l'influence de l'aristocratie foncière et balayer les derniers vestiges des formes de production antérieures. Le prolétariat anglais bénéficie donc du fort développement des forces productives, qui ont fait de lui une masse importante, majoritaire dans la population, concentrée dans les villes etc. et donc apte à engager le combat sous des auspices plus favorables que dans les pays du continent (France, Allemagne, sans parler du reste) où la paysannerie et la petite-bourgeoisie restent socialement encore très vivaces. Mais en même temps l'enjeu qui est posé au jeune prolétariat britannique est extrêmement important : la révolution communiste, et il lui pose une responsabilité énorme par rapport à ses frères du continent : celle de vaincre et de détruire la bourgeoisie la plus puissante du monde, qui contrôle la nation dominante l'ensemble de la planète. Durant toute la phase 1842-1848, ce double caractère qui affecte l'aire anglaise : puissance du prolétariat et importance de ses tâches, va marquer le développement de la classe ouvrière anglaise et sa constitution en parti politique distinct.

2.2.5.3. Comme nous l'avons vu dans le N°16, ce qu'il fallait entendre par "parti chartiste" en Angleterre de 1836 à 1842 était une organisation qui paraissait unifier les intérêts divergents de la bourgeoisie industrielle, la petite-bourgeoisie démocrate, et du prolétariat. A la limite, la revendication d'une même charte du peuple (consistant essentiellement dans la revendication du suffrage universel) signifiait des conséquences complètement opposées : assise d'un gouvernement

d'une **même** charte du peuple (consistant essentiellement dans la revendication du suffrage universel) signifiait des conséquences complètement opposées : assise d'un gouvernement bourgeois pour la bourgeoisie industrielle, gouvernement ouvrier pour le prolétariat.

" La charte est un document très laconique; à côté de la revendication du **suffrage universel**, il contient seulement les cinq points suivants, qui sont autant de conditions pour son exercice : (1) vote au scrutin de ballottage; (2) pas d'exigence de propriété pour les membres du Parlement; (3) Rémunération des membres du Parlement; (4) Parlements annuels; (5) circonscriptions électorales égales. Après les expériences qui ont détruit la foi dans le suffrage universel en 1848 en France, les continentaux sont poussés à sous-estimer l'importance et la signification de la Charte anglaise. Ils surestiment le fait que les deux tiers de la société française sont des paysans et un tiers des citoyens, tandis qu'en Angleterre plus de deux tiers sont dans les villes et moins d'un tiers à la campagne. En Angleterre les résultats du suffrage universel doivent donc être exactement dans la proportion **inverse** qu'en France, tout comme la ville et la campagne le sont dans les deux Empires. Cela explique le caractère diamétralement opposé que la revendication du suffrage universel a assumé en France et en Angleterre. En France c'était une revendication faite par des idéologues politiques, que toute personne "éduquée" pouvait partager dans une plus ou moins large mesure dépendant de ses convictions. En Angleterre elle forme la frontière entre l'aristocratie et la bourgeoisie d'un côté, et les classes du peuple de l'autre. Là elle est regardée comme une question politique, et ici comme une question sociale. En Angleterre l'agitation pour le suffrage universel a passé par une période de développement historique avant qu'elle devienne le mot d'ordre des masses. En France elle a **d'abord** été introduite et a commencé **ensuite** son chemin historique. En France c'est la pratique du suffrage universel qui a échoué, tandis qu'en Angleterre c'était son idéologie. (...) En Angleterre la revendication du suffrage universel n'a pas assumé son véritable caractère avant 1838. La preuve : Hume et O'Connell étaient parmi ceux qui ont signé la Charte. En 1842 les dernières illusions étaient parties. A cette époque Lovett fit une dernière mais futile tentative pour formuler le suffrage universel comme une revendication **commune** des soi-disant radicaux et les masses du peuple. Depuis ce jour il n'y a plus eu de doute quant à la signification du suffrage universel. Ni quant à son nom. C'est la **Charte** des classes populaires et implique la prise du pouvoir politique comme moyen pour satisfaire leurs revendications sociales. C'est pourquoi le suffrage universel, un mot d'ordre de fraternisation universelle dans la France de 1848, est pris comme un slogan de guerre en Angleterre. Là le contenu immédiat de la révolution était le suffrage universel; ici, le contenu immédiat du suffrage universel est la révolution. Celui qui étudie l'histoire du suffrage universel en Angleterre verra qu'il se dépouille de ses caractères idéalistes au fur et à mesure que la société se développe avec ses contradictions sans fin nées du progrès industriel."

(Marx. *Neue Oder Zeitung*. 8.06.1855)

A partir de 1842, les positions sont campées, et il n'y a plus un seul parti mais deux : le parti de la contre-révolution (bourgeoisie et propriétaires fonciers) et le parti de la révolution (prolétariat), la petite-bourgeoisie se situant, comme toujours lorsque la situation sociale est polarisée, entre les deux. Or l'héritage du chartisme, même dans sa partie démocratique se retrouve du côté du prolétariat, qui

est la seule classe qui puisse encore se revendiquer, après 1842, du parti chartiste. Premièrement parce que depuis le début c'est lui qui a fourni les contingents de toutes les batailles politiques, ensuite parce que pour lui la Charte (suffrage universel) ne constituait qu'un moyen pour la satisfaction de revendications sociales qui demeurent, même (et surtout) lorsque la bourgeoisie a abandonné le combat lorsque une fois ses revendications politiques satisfaites; et enfin parce que le prolétariat a besoin, pour la combattre, de **réaliser** la démocratie et que dans l'histoire c'est toujours lui qui a poussé jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences les revendications démocratiques que la bourgeoisie n'osait pas développer par crainte d'aboutir à la remise en cause de sa propre domination. Au cours des thèses qui vont suivre, nous verrons comment le prolétariat, dans les conditions particulières de cette époque, en Angleterre, utilise la **forme démocratique** pour satisfaire le **contenu prolétarien** de ses revendications.

2.2.5.4. Une des conséquences de la scission de 1842 est que, à partir de là, le mouvement prolétarien apparaît comme une force autonome, donc plus faible (puisque privé de ses alliés bourgeois, et de leurs caisses de résonances parlementaires, journalistiques, politiciennes, financières etc...) que ce qu'était auparavant le parti chartiste. Comme dans le même temps, seul le camp prolétarien revendique, à partir de ce moment-là l'héritage chartiste, cela permet aux historiens bourgeois (notamment au Proudhonien E. Dolléans, auteur d'une monumentale, mais navrante histoire du mouvement chartiste) de prétendre qu'à partir de 1842 le mouvement chartiste est en pleine déconfiture et n'arrive pas à retrouver sa splendeur d'antan. Or, ce que le chartisme, à partir de 1842 a perdu en étendue, (par défection de ses alliés bourgeois), il l'a gagné en profondeur.

A preuve la recomposition, après l'échec de la deuxième pétition en 1842, du chartisme d'emblée comme **composante du mouvement ouvrier international** qui se reforme à l'échelle européenne dans les années 1844-48. C'est à partir de la composante prolétarienne du mouvement chartiste anglais que se constitue, en 1844 à Londres les "**Fraternal Democrats**", organisation qui regroupe les ouvriers révolutionnaires des principaux pays capitalistes (GB, France, Belgique, Allemagne) sous l'impulsion du chartiste **Harney** qui estime nécessaire que :

"les démocrates anglais soient tenus au courant du rôle qui est joué par leurs frères de classe sur les différentes scènes du monde politique."

Marx et Engels participent aux "Fraternal Democrats". Engels à Manchester écrit dans la presse chartiste sur les mouvements sur le continent, estimant que les chartistes anglais ne connaissent pas assez la réalité de ces mouvements, et inversement il envoie à la presse allemande révolutionnaire des articles sur l'Angleterre, qui formeront la matière de son ouvrage : "Situation de la classe laborieuse en Angleterre".

En même temps, dans la mesure où il devenait un parti purement ouvrier, le parti chartiste était obligé de mettre son nez dans la politique étrangère de la bourgeoisie de son propre pays. (Ce sera une des premières déclarations de l'All en 1864, de montrer que le prolétariat doit opposer **sa propre politique étrangère** - internationalisme, défaitisme révolutionnaire - à la politique étrangère de la bourgeoisie.) Or l'Angleterre, garant de l'ordre capitaliste sur l'ensemble du globe, n'hésitait pas à s'allier avec les pires régimes réactionnaires (absolutisme autrichien, tsarisme russe) pour faire triompher ses intérêts et empêcher toute éclosion de forces concurrentes (c'est-à-dire pour elle révolutionnaires bourgeois) sur le continent. C'est ainsi que le gouvernement anglais avait dénoncé le révolutionnaire bourgeois, italien Mazzini au gouvernement autrichien. De même le tsar était reçu à Londres avec tous les honneurs. Les démocrates anglais, prolétariat en tête se devaient de protester contre de pareils faits, et en même temps manifestaient leur solidarité avec les polonais exilés à Londres et le peuple

polonais en général, qui constituait dans l'Europe entière une pierre de touche du mouvement révolutionnaire (cf. Thèse 2.2.4.2.18).

On retrouve d'ailleurs sur cette question internationale l'antagonisme avec le courant réformiste de Lovett (cf. Thèses 2.1.4.24.-25 N°16) qui tenta de créer une association concurrente, les "Democratic Friends of all nations" (les Amis démocrates de toutes les nations) mais qui se situait sur une base non révolutionnaire et n'eut aucun succès.

2.2.5.5. A l'inverse, Harney et le Northern Star cherchaient à tisser des liens avec les authentiques fractions révolutionnaires des différents pays : la Société démocratique polonaise, la société démocratique allemande (1845). Ils reçoivent la visite de Marx et Engels à Londres en Juillet 1845, puis en Aout mènent une série de discussions avec les leaders de la Ligue des Justes et des sociétés révolutionnaires d'autres pays. C'est au cours d'une de ces discussions qu'Engels suggère de fonder une société des démocrates de tous les pays ayant pour but la promotion d'une information mutuelle sur les mouvements révolutionnaires. Cette proposition fut suivie le 22 Septembre 1845 d'un banquet réunissant des représentants anglais, français, allemands, italiens, espagnols, polonais, suisses, et hongrois, pour célébrer l'anniversaire de la première république française. Au cours de cette réunion, Engels précisa les rapports entre communisme et démocratie.

" La démocratie de notre temps, c'est le communisme. Un autre type de démocratie ne peut exister que dans les cerveaux de théoriciens visionnaires, qui ne s'occupent pas des événements réels, et selon lesquels ce ne sont pas les hommes et les circonstances qui produisent les principes, mais les principes qui se développent d'eux-mêmes (allusion aux socialistes petits-bourgeois allemands critiques dans la "Sainte-Famille" NDR). La démocratie est devenue un principe prolétarien, un principe des masses. Les masses peuvent avoir une conscience plus ou moins claire de ce que signifie la démocratie, mais toutes ont au moins l'obscur sentiment de l'égalité des droits sociaux dans la démocratie. Les masses démocratiques peuvent être tranquillement incluses dans le nombre des forces qui combattent pour le communisme. Et si les partis prolétariens de diverses nations s'unissent, ils ont tout à fait le droit d'écrire sur leur drapeau le mot "démocratie", parce qu'en 1846 tous les démocrates européens, à l'exception de quelques-uns sont plus ou moins clairement communistes."

(Engels. La fête des nations à Londres).

Pour le reste, les interventions de Harney et de Weitling au cours du banquet, exaltaient la phase sociale de la révolution française, en insistant sur les tentatives des masses plébiennes et des premiers communistes tels Babeuf pour amener à dépasser le processus révolutionnaire bourgeois dans un sens prolétarien, tâche encore largement à l'ordre du jour sur le continent européen en 1846.

Dans les années 1846, l'activité internationale des Fraternal Democrats se développa surtout sur la Pologne.

L'association démocratique de Bruxelles, fondée en Septembre 1847, et qui élit Marx pour président; est une branche des Fraternal Democrats. A la fin Décembre 1847, Engels est le représentant des F.D. à Paris. Ainsi, par rapport à la **Ligue des Communistes**, fondée en Juin 1847, et qui se revendique exclusivement des principes communistes prolétariens, les F.D. constituent un milieu ouvrier plus large où les communistes interviennent dans l'espoir de voir une recombinaison du mouvement à l'échelle internationale avant d'y travailler pour faire triompher leurs principes.

2.2.5.6. A partir des années 1847-48, le renouveau du mouvement chartiste (prolétarien) en Angleterre, ne peut se comprendre qu'en relation avec la montée des luttes qui s'effectue au niveau européen et la situation de crise économique généralisée qui s'étend à travers toute l'Europe. Dans la perspective de la révolution internationale de 1848, nous avons déjà souligné plusieurs fois que le rôle de l'Angleterre et du mouvement ouvrier anglais était fondamental. Sur le continent, le mouvement ouvrier avait encore à se dégager complètement de l'influence bourgeoise et se constituer sur ses propres bases, et en même temps il se heurtait à une base économique et sociale arriérée qui constituait un puissant facteur contre-révolutionnaire. Dans cette perspective le maintien de l'Angleterre capitaliste comme roc où viennent se briser toutes les initiatives révolutionnaires venues du continent, ou son renversement par le prolétariat anglais lui-même devenait la pierre de touche de tout le mouvement révolutionnaire de 1848. L'Angleterre bourgeoise, alliée au tsarisme russe, constituait le plus sûr rempart de la réaction à l'échelle mondiale, d'où, comme nous l'avons dit, l'énorme responsabilité du prolétariat anglais. Ce dernier, était bien conscient du caractère universel de sa tâche, comme le montre cette résolution des Fraternal Democrats en soutien à l'agitation chartiste de 1847 :

" Considérant que le peuple anglais ne pourra appuyer avec efficacité la lutte de la démocratie dans les autres pays tant qu'il n'aura pas conquis pour lui-même le gouvernement de la démocratie; qu'il est du devoir de notre société (les Fraternal Democrats NDR) fondée pour soutenir la démocratie militante de tous les pays, de s'unir aux efforts des démocrates anglais pour obtenir une réforme électorale sur la base de la charte; la société des Fraternal Democrats s'engage à appuyer de toutes ses forces l'agitation pour la charte du peuple."

2.2.5.7. En 1847 et 1848, les mots de "Charte du peuple", "suffrage universel", "démocratie" ne recouvrent plus la même chose qu'aux débuts du chartisme, dans les années 1830. Désormais, la forme démocratique de la revendication recouvrait un contenu purement prolétarien. Le sens de la recombinaison du mouvement chartiste en 1847-48 était désormais celui d'une bataille de classes menée directement entre le prolétariat et la bourgeoisie au pouvoir. C'est pourquoi il était fait appel, en appui aux revendications des droits démocratiques, à la mobilisation totale de la classe prolétarienne pour constituer une "pression de l'extérieur" visant à faire reconnaître l'aspiration au pouvoir politique de la classe ouvrière.

" D'ici quelques jours se réunira une assemblée qui, face au peuple, ose se proclamer assemblée des Communes d'Angleterre. D'ici quelques jours cette assemblée, élue par une seule classe de la société, commencera ses travaux iniques et odieux pour renforcer, au détriment du peuple, les intérêts de cette classe."

Il faut que le peuple proteste en masse dès le début contre l'exercice des fonctions législatives exercées par cette assemblée. Vous, chartistes du Royaume-Uni avez les moyens de le faire : il est de votre devoir de les mettre à profit. Nous vous soumettons donc une nouvelle pétition nationale pour la charte du peuple : couvrez-là de millions de signatures; faites que nous puissions les présenter comme l'expression de la volonté nationale, comme la

protestation solennelle du peuple contre toute loi émise sans le consentement du peuple, comme un bill pour la restitution de la souveraineté nationale arrachée au peuple depuis des siècles.

Mais la pétition ne peut par elle-même suffire aux exigences du moment. Certes, nous avons conquis un siège aux législatives pour O'Connor. Les députés démocrates trouveront en lui un chef vigilant et plein d'ardeur. Mais il faut qu'O'Connor trouve un soutien dans la **pression de l'extérieur** et cette pression de l'extérieur, cette opinion publique forte et puissante, c'est vous qui devez la créer. Que les sections de notre association se réorganisent partout; que tous les anciens membres rejoignent nos rangs; que l'on convoque partout des assemblées; que la discussion de la charte soit partout mise à l'ordre du jour; que toutes les organisations locales s'imposent des contributions pour accroître nos fonds. Soyez actifs, donnez des preuves de la vieille énergie anglaise, et la campagne qui s'ouvre maintenant sera la plus glorieuse que nous avons jamais entreprise pour la victoire de la démocratie."
(Comité exécutif de la NCA. Cité par Engels dans "Le mouvement chartiste". La Réforme 22 Nov 1847.)

Ce qui se préparait donc fin 1847, était une épreuve de force entre le pouvoir bourgeois, incarné dans l'Assemblée législative, et le prolétariat, regroupé sous la bannière du chartisme. Si ce combat pouvait se dérouler sous une forme démocratique, voire pacifique (ce qui n'excluait nullement, au contraire la mobilisation et l'armement du prolétariat), c'est que l'Angleterre d'alors n'avait pas encore développé à leur terme les caractéristiques du capitalisme qui devient de plus en plus totalitaire au fur et à mesure que se parachève sa domination sur la société : le militarisme et la bureaucratie. Ce fait, joint à la supériorité numérique du prolétariat dans la société anglaise aurait pu permettre que celui-ci vainque sans avoir à déployer la **violence cinétique** et en se contentant d'exhiber, par des manifestations, des rassemblements armés etc. la puissance de sa **violence potentielle**. Seulement Marx prévoyait également que la bourgeoisie ne se laisserait pas déposséder forcément si facilement de ses privilèges, et que au cas où elle se lancerait, avec les propriétaires fonciers dans une "**révolte d'esclavagistes**"(Marx) le prolétariat ne pourrait pas alors faire l'économie d'une guerre civile. Comme toujours pacifistes réformistes et révolutionnaristes petit-bourgeois se rejoignent pour défigurer la tactique défendue par le parti communiste, les uns louant l'absence de violence sans voir que sur le mouvement ne s'appuie que sur la force des masses armées (tactique que Lénine songera quelques temps à employer en 1917), les autres s'indignant, en idéalistes qu'ils sont de l'emploi de méthodes formellement pacifiques, sans voir non plus ce qu'elles contiennent de violence potentielle.

2.2.5.8. Dès le début de 1848, les répercussions de la révolution de Février en France se font sentir en Angleterre, entraînant des émeutes (le 6 Mars à Glasgow aux cris de "pain ou révolution") et accélérant le mouvement de recomposition du chartisme. Harney, Jones et la NCA mettent sur pied de nombreux meetings pro-français (c'est-à-dire pro-républicains). Ils sont envoyés en délégation à Paris où ils rencontrent le gouvernement provisoire et sont porteurs d'une adresse du Comité exécutif de la NCA au peuple de Paris. C'est dans cette atmosphère de révolution internationale à l'échelle européenne (après Paris, Vienne, Berlin, la Pologne et l'Italie se sont mises en branle) que se prépare la grande convention chartiste de 1848. Toutefois, à la différence de ce qui se passe sur le continent le mouvement prolétarien anglais ne peut pas prendre appui sur un vaste mouvement social qui met en mouvement toutes les classes de la société. Cette opportunité historique a déjà eu lieu pour l'Angleterre dans les années 1836-1842 et c'est précisément elle qui a permis l'autonomisation du prolétariat en tant que force historique propre et sa constitution en parti ouvrier. On se trouve ainsi dans une situation historique où les rapports entre les classes sont à peu près cristallisés en Grande-Bretagne, à l'exception notable de l'Irlande, où l'agitation consécutive à la terrible famine de

1847 n'a pas peu contribué à relancer le mouvement de 1848. Il est probable que dans ces conditions, le parti chartiste pour aborder la lutte en 1848 dans la situation nouvelle qui lui était faite, aurait du modifier la tactique qu'il avait employé en 1839, puis en 1842. Nous avons souligné que **dans les faits** il ne s'agissait plus du même parti et que les revendications qu'il avançait n'avait plus la même signification. Seulement en même temps cette rupture, reconnue par les leaders chartistes eux-mêmes et par Engels n'a pas été sanctionnée, officialisée. C'est ainsi que tout en étant ouvrier, républicain et posant comme revendication l'émancipation du prolétariat par lui-même, le parti conserve son ancien nom de "chartiste" c'est-à-dire l'emblème de la charte et se place ainsi sous la bannière du seul suffrage universel. De la même manière le parti s'apprête, début 48 à renouveler pour la troisième fois la tactique de la pétition.

Appuyés par la réunion d'une Convention ouvrière, les chartistes prévoient de remettre au Parlement une pétition réclamant l'application de la Charte du peuple, dont l'obtention a été remise à l'ordre du jour par le mouvement qui se déroule dans la plupart des villes anglaises. Il va de soi que la "demande" au parlement est en fait à nouveau comprise comme une gigantesque "pression from without", pression du dehors qui doit démontrer la puissance du prolétariat et obliger la bourgeoisie à remettre entre ses mains les instruments de son propre destin.

" Je crois consciencieusement que le peuple est prêt à revendiquer la charte; alors je dis : prenez-là...Nous respecterons les lois si les faiseurs de lois nous respectent. Sinon, la France est en République "
(Déclaration de Jones)

2.2.5.9. La Convention se réunit à Londres le 4 Avril 1848. Parmi les leaders chartistes on ne retrouve que O'Connor, O'Brien et Harney qui font partie de la génération de 1839. Le reste est formé de nouvelles générations révolutionnaires. Sous des dehors révolutionnaires, Feargus O'Connor prend une attitude en fait conciliatrice, montrant que la tactique suivie par les chartistes n'a pas su faire place à l'offensive, puisqu'il se place par avance en retrait.

" Au cas où la pétition serait rejetée, je recommande des meetings simultanés dans les différentes parties du pays, une adresse à la Reine pour demander le renvoi de ses ministres et l'entrée dans son conseil des hommes qui feront de la charte une question de cabinet".
(Discours de F.O'Connor. Soul. par CouC.)

De la même manière le CE de la NCA propose qu'en cas de rejet de la pétition, il y ait une requête à la reine pour dissoudre le Parlement et composer un ministère apte à discuter de la Charte. Seule l'aile gauche estime qu'un rejet de la pétition serait une déclaration de guerre et que dans ce cas le prolétariat devrait se mettre en situation de prendre le pouvoir.

" Au cas où la pétition serait rejetée, la Convention se déclarera permanente et proclamera la charte la loi du pays."
(Motion de Reynolds, appuyée par Cuffay.)

Finalement une position intermédiaire est adoptée sous l'impulsion de Jones et de Harney, lourde de l'illusion qu'on puisse "mettre dans leur tort" la monarchie et la bourgeoisie, en les forçant à refuser une pétition que l'on ferait adopter ensuite par une Convention populaire réunie en permanence.

" Au cas où la pétition serait rejetée, les meetings simultanés du peuple adopteront un mémorial pour demander à la Reine la dissolution du Parlement et le renvoi de ses ministres. Ces

meetings simultanés éliront des délégués à une nouvelle Convention ayant pour instructions de siéger de façon permanente tant que la charte ne sera pas la loi du pays. La présente convention siègera jusqu'à la réunion de l'Assemblée Nationale. Je pense qu'il est nécessaire d'adresser un mémorial à la Reine, non parce que j'escompte son consentement, mais parce que l'histoire ne doit jamais avoir à dire que les chartistes ont pris dans le sang ce qu'ils auraient pu obtenir pacifiquement. Ce mémorial nous donnera le temps de nous mieux organiser, il prouvera notre modération et la troisième étape prouvera que nous sommes braves. Tandis que nous agirons dans la capitale, les provinces procéderont aux élections."
(Discours de Jones)

Or non seulement la bourgeoisie anglaise n'avait aucune intention de se suicider en donnant ainsi le droit de vote (c'est-à-dire la Charte) aux ouvriers, mais elle possédait même la ferme volonté de tuer dans l'oeuf toute résurrection du mouvement chartiste sous sa forme ouvrière. La manifestation prévue pour le 10 Avril 1848, qui devait accompagner les pétitionnaires jusqu'au parlement fut déclarée illégale et d'exceptionnels moyens de protection militaire furent mis en place, ce qui montre bien, contrairement à ce que soutiennent certains historiens bourgeois les peurs que suscitaient le prolétariat, surtout dans le contexte international révolutionnaire.

" La révolution française de 1848 sauve la bourgeoisie anglaise. Les proclamations socialistes des ouvriers français victorieux effrayèrent la petite bourgeoisie anglaise et désorganisèrent le mouvement des ouvriers anglais qui se développait dans un cadre plus étroit mais plus directement pratique. Au moment même où le chartisme devait déployer toute sa vigueur, il s'effondra de l'intérieur, avant même de s'écrouler extérieurement le 10 Avril 1848. L'activité politique de la classe ouvrière fut reléguée à l'arrière-plan. La classe capitaliste avait vaincu sur toute la ligne."
(Engels. Situation...p.392)

La direction des opérations de répression fut confiée au vieux héros national, le duc de Wellington, des régiments de cavalerie et d'infanterie furent dirigés sur Londres. La Yeomanry (sorte de garde nationale, d'origine rurale) fut mobilisée. Des batteries de canon furent positionnées pour protéger Londres, les docks furent militarisés. On arma 8000 constables spéciaux et on distribua toutes sortes d'armes - jusqu'aux coutelas- aux fonctionnaires pour protéger les divers bâtiments de la Banque d'Angleterre, de l'Hotel de la Monnaie et du bureau des Douanes. Selon "Le Times" de l'époque il y avait au bas mot 200.000 hommes en armes mobilisés pour défendre l'Etat.

Face à tous ces préparatifs la Convention ne sut qu'adopter des mesures purement défensives, comme par exemple prévoir le remplacement des délégués qui seraient arrêtés, et lorsque le cortège se trouva bloqué par la troupe, il ne restait plus qu'à dissoudre la manifestation.

2.2.5.10. Le mouvement chartiste qui, en 1848 possède un caractère purement prolétarien n'a pas su mettre sur pied une tactique adéquate à cette nouvelle réalité. Il a poursuivi de la même manière l'ancienne activité chartiste (pétition pour la Charte, conventions, discours etc...) sans mettre celle-ci en accord avec le contenu prolétarien du mouvement. Il est probable que le mouvement aurait dû accentuer sa propagande sociale et tracer les grandes lignes d'un programme sur lequel il aurait mobilisé les masses prolétariennes. Le chartisme fut incapable de se lier avec les syndicats (Trade-Unions) qui de leur côté n'ont jamais franchement cherché à se rallier à l'action politique des chartistes. Il est probable que le mouvement aurait dû chercher à se lier beaucoup plus étroitement au mouvement

révolutionnaire sur le continent et attendre de s'être renforcé avant de se lancer dans l'action du 10 Avril "intempestive et mal préparée" selon Engels, qui avait en plus le défaut de tout mettre en oeuvre pour l'obtention d'un programme politique en l'absence de la mise sur pied d'un programme révolutionnaire social et économique.

D'autre part, alors que selon ce que prévoyait le parti communiste à l'époque, la généralisation du phénomène révolutionnaire à l'échelle internationale et son éventuel débouché sur une guerre révolutionnaire opposant les ouvriers européens à l'Angleterre et à la Russie alliées aurait dû mettre au premier plan du mouvement révolutionnaire européen le chartisme, l'effondrement prématuré de ce dernier renforçait encore plus la bourgeoisie anglaise, rempart de la contre-révolution mondiale.

2.2.5.11. A la suite de la défaite de 1848, il se produisit une évolution au sein du chartisme, accentuant encore plus le caractère ouvrier de celui-ci et favorisant son insertion au sein du mouvement ouvrier international. Au cours de l'été 1848, Feargus O'Connor trahit définitivement le mouvement en rejoignant les rangs de la bourgeoisie.

Par contre un chef chartiste comme Jones tentait de réorganiser le chartisme sur une nouvelle base en reliant la question du pouvoir politique à celle de la révolution sociale. Malheureusement Jones fut arrêté en même temps que d'autres leaders qui cherchaient à mettre sur pied une conspiration armée pour créer une confédération avec l'Irlande.

De 1848 à 1850 c'est surtout Harney qui mena l'activité la plus conséquente pour tirer les leçons du mouvement chartiste, en se tournant ouvertement vers le communisme et en prônant la révolution sociale. Rejoint par Jones libéré en 1850, ils éditent un journal "Le républicain rouge" (Red Republican) de Juin à Novembre 1850, où sera publiée une traduction anglaise du Manifeste du parti communiste, sans toutefois abandonner l'étiquette chartiste.

" *Le chartisme en 1850 est la cause du véritable peuple d'Angleterre; c'est la cause des producteurs, et la bataille de cette classe esclave est celle que nous menons, mais elle doit être menée sous le drapeau rouge, car c'est le symbole de la nouvelle époque, "la bannière du futur". La tâche qui nous incombe à présent, est de rallier nos frères prolétaires en masse autour de ce drapeau, au moyen d'une propagande démocratique et sociale; et de l'agitation pour "la charte et quelque chose de plus" (the charter and something more...)*"

2.2.5.12. A travers l'épisode du chartisme anglais se pose la question des rapports entre le communisme et la démocratie. Nous avons cité cette phrase d'Engels : "La démocratie de notre temps c'est le communisme". Cela ne signifie pas que la démocratie est identique au communisme ou que celui-ci soit d'essence démocratique, mais que, à la limite, dans le mouvement d'installation de la société bourgeoise et des formes politiques qu'elle déploie, le parti communiste est celui qui pousse jusqu'à ses plus extrêmes conséquences la revendication de la démocratie. La classe bourgeoise pour qui la démocratie est essentielle et dont l'idéologie ne peut dépasser les limites de la démocratie hésite en même temps à instaurer pleinement celle-ci puisque, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, l'instauration de la démocratie signifie le libre-jeu de l'affrontement de classes et délivre des forces qui sonnent le glas de la domination bourgeoise. Ceci est particulièrement clair dans la révolution double, où le prolétariat doit pousser jusqu'à son terme le processus révolutionnaire (révolution en permanence) jusqu'à préparer le terrain pour l'affrontement historique décisif entre classe prolétarienne et classe bourgeoise.

La démocratie est inhérente dans son principe aux sociétés de classes et particulièrement à la société bourgeoise puisque dans cette société le règne de l'échange est généralisé; en même temps plus les rapports entre les classes sont établis, et plus la réalisation de la démocratie sous certains aspects est entravée. Dans ce sens c'est avec le communisme qu'elle reçoit sa réalisation complète, qui est en même temps le prélude de sa négation. En effet quand la démocratie est réalisée, c'est-à-dire quand chaque individu travaillant productivement reçoit au prorata du temps de travail fourni de quoi satisfaire sa consommation, la société est justement encore soumise au droit bourgeois, comme le signalait la critique du programme de Gotha. Dans ce sens-là, la "conquête de la démocratie" dont parle le Manifeste ne constitue pas pour le communisme un aboutissement, mais elle est nécessaire dans la première phase de la société communiste pour pouvoir être abolie dans la phase supérieure.

Le moment historique de la révolution double peut être assimilé à celui du passage de la phase de soumission formelle à la phase de soumission réelle du travail au capital. Toutefois les formes politiques adéquates à la phase de soumission réelle ne sont pas données d'emblée par le simple jeu des forces matérielles de la société; il faut souvent un acte volontaire d'une partie de celle-ci (la bourgeoisie, ou une fraction de celle-ci, ou bien quand elle fait défaut, la petite-bourgeoisie) pour parachever la domination de l'Etat et permettre du même coup que la métamorphose du capital s'accomplisse dans son intégralité.

Dans toutes les nations capitalistes développées européennes, la courbe de vie du MPC s'est déroulée plus ou moins de la même manière : poussées anti-féodales, révolution bourgeoise amenant au pouvoir au moins une partie de la bourgeoisie, développement du capital s'appuyant sur l'Etat, revendication des fractions ou classes frustrées du pouvoir, nouvelle agitation ou révolution jusqu'à l'établissement de l'Etat capitaliste moderne.

Dans cette perspective, le **droit de vote** a longtemps constitué pour le prolétariat un thème d'agitation et un moyen d'action politique. En Angleterre où, même dans les années 1830 la question ne se pose plus en termes de "révolution double" (on est au début de la phase de soumission réelle, et c'est bien la bourgeoisie qui possède le pouvoir, encore que ce soit sous le masque de l'aristocratie puisque tel est le compromis qui a été passé entre ces deux classes), l'Etat n'a pas encore atteint sa forme moderne définitive, la bourgeoisie se trouve devant le dilemme suivant : la réalisation de la démocratie politique, l'octroi du suffrage universel signifie du même coup la perte de sa domination comme classe car le prolétariat pourra s'emparer de ce droit démocratique pour faire prévaloir ses **intérêts révolutionnaires**. (Il ne s'agit pas pour lui de revendiquer le droit de vote comme but mais comme moyen, pour prendre le pouvoir et satisfaire ses revendications sociales). Il est significatif que le droit au suffrage universel s'élargira peu à peu au cours du XIX^e siècle au fur et à mesure que l'évolution du MPC permettra d'acheter une plus grande masse de prolétaires et de les attacher par des chaînes dorées en leur faisant momentanément perdre de vue leurs **intérêts révolutionnaires**. Ainsi, si au départ la revendication de la démocratie politique fait craindre à la bourgeoisie de devoir accorder la démocratie sociale, c'est quand il est capable de satisfaire cette dernière (avec le développement de la phase réelle) qu'il **accorde pleinement la démocratie politique**. Dans tous les pays européens - sans parler des Etats-Unis où le prolétariat noir est resté en grande partie privé du droit de vote jusque dans les années 1960 (1)- le droit de vote n'a été accordé que lorsqu'on a été sûr que le prolétariat n'en ferait pas un usage révolutionnaire. C'est pourquoi le phénomène réformiste et révisionniste au sein du mouvement prolétarien, s'il s'est **nourri** de l'électoratisme et du parlementarisme, en a aussi été la **condition** Jamais la bourgeoisie n'a accordé le droit de vote dans des conditions où son obtention menaçait réellement son pouvoir.

2.2.5.13. La démocratie bourgeoise est le seul régime politique dans l'histoire qui implique et exige la "représentation" de toutes les classes de la société, y compris la classe exploitée. Le terme de "représentation", dans la mesure où il implique également une délégation de pouvoir, est tout à fait caractéristique du fonctionnement démocratique. En ce sens l'expression politique que se donne le prolétariat à travers son parti communiste, n'est pas un mécanisme de "représentation". Le parti exprime l'être révolutionnaire du prolétariat. Par contre on pourra dire des faux partis ouvriers actuels (les PC, PS etc...) qu'ils constituent la "représentation" actuelle (bourgeoise) de la classe ouvrière au sein du système démocratique en vigueur. La démocratie antique excluait délibérément la classe productive, les esclaves, du fonctionnement politique; c'était une "démocratie de propriétaires". La démocratie bourgeoise a vécu de la même manière, dans une première phase, jusqu'à ce qu'elle comprenne (à la suite de nombreuses luttes de la classe exploitée) qu'il était de son intérêt de transférer le lieu d'expression politique du prolétariat de la rue au parlement et qu'il était temps que même les ouvriers aient leurs "représentants". C'est le sens de l'élargissement progressif du droit de vote au XIX^e siècle et c'est en Angleterre que le débat entre fractions avancées et fractions traditionnelles de la bourgeoisie s'est déroulé de la manière la plus claire. Le politicien libéral bourgeois Disraeli fit adopter en 1867 une loi accordant le droit de vote aux ouvriers, arguant que ceux-ci ne sauraient en profiter pour aller à l'encontre des intérêts de leur pays et que leur intégration croissante à la société les éloignait des perspectives révolutionnaires. Ainsi dialectiquement, le communisme a obligé la bourgeoisie à tendre à réaliser la démocratie. Pour le battre on a réalisé une démocratie sociale reposant sur la surexploitation du prolétariat et la tentative de nier les antagonismes de classes en procédant à une "redistribution" du produit social et une "harmonisation" des conditions de vie.

Il est également du plus grand intérêt du capital que cette "représentation" existe de manière permanente et c'est pourquoi il est important pour lui de susciter des organes ou des partis qui prennent en charge cette représentation de la classe ouvrière. Comme le rappelait Engels, la bourgeoisie ne peut gouverner sans l'appui de la classe ouvrière. Dans un premier temps ce sont des fractions de la bourgeoisie qui se sont dévouées (comme l'a montré le début du mouvement chartiste) pour accomplir cette tâche, mais dans un deuxième temps le capital a pu, en s'appuyant sur le phénomène réformiste, récupérer les partis mêmes que le prolétariat s'était donné pour le combattre (seconde internationale, puis IC). Le fait de n'avoir pas pu, comme cela s'était passé pour la Ligue des Communistes ou l'AIT assurer la dissolution du parti après la défaite a constitué un gros handicap pour le prolétariat révolutionnaire.

Il n'est donc pas indifférent pour les communistes d'étudier comment évoluent et se comportent les partis qui se disent ouvriers (cf. Avant-propos), dans la mesure où ceux-ci ont pour tâche dans la société de "représenter" au sens que nous venons de développer, la classe ouvrière.

2.2.5.14. "L'apologie" que Marx et Engels font ici de la démocratie bourgeoise relève de la même logique que l'éloge de la bourgeoisie en général qui ouvre le

(1) Si la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud aujourd'hui-même dans ses composantes anglophones soi-disant "éclairées" - n'accorde pas le droit de vote aux noirs, c'est qu'elle sait étant donné les rapports démographiques qu'elle serait balayée. En ce sens, en levant le voile raciste qui oblitère actuellement la lutte des classes en Afrique du Sud et en laissant face à face prolétaires et capitalistes noirs et blancs, l'obtention du droit de vote pour les masses noires aurait un effet révolutionnaire certain. Ainsi s'applique à nouveau, à l'autre bout de la planète, la phrase que Marx consacrait aux esclaves noirs américains du siècle dernier : "Le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri." (Le Capital 1,3 p.835)

"Manifeste du Parti Communiste". La dialectique historique veut que, pour pouvoir être nié, le capital et ses formes politiques doivent d'abord se développer, se réaliser, et au besoin le prolétariat doit s'atteler à la tâche de l'y pousser. Mais dans le même temps, dès les années 1840, le communisme se livre à la plus sévère critique de la démocratie :

" La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les allemands). Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme."
(Engels. *Progrès de la réforme sociale sur le continent. 1847*)

C'est pourquoi, pour amener la réalisation de cette contradiction, les communistes ont défendu l'obtention de la démocratie complète et des droits politiques qui l'accompagnent. Mais pour aussitôt appeler à la destruction de cette démocratie qui n'est qu'un trompe-l'œil. Dans cette perspective générale, la question du droit de vote est elle-même une question **tactique**(1), il s'agit de savoir si l'on peut utiliser le parlement bourgeois dans une perspective révolutionnaire prolétarienne. Si cette perspective de parlementarisme révolutionnaire était valable tant que précisément la démocratie n'était pas encore assise et que le mot d'ordre du suffrage universel pouvait accompagner ou appuyer de grandes luttes sociales, il n'en va plus de même dès lors que la démocratie bourgeoise, en s'appuyant sur le réformisme, a su faire du droit de vote et du parlementarisme des instruments de conservation sociale, en les vidant de leur contenu révolutionnaire (au sens bourgeois). Dès la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, et c'est une leçon que seule la Gauche Communiste d'Italie a su tirer clairement de la débâcle de la Seconde Internationale, la tactique parlementaire méritait d'être reconsidérée au moins pour ce qui concerne l'Europe Occidentale. Là, à coups de répression contre la classe ouvrière, à coups de bureaucratie, de militarisme, à coups de liberté octroyée à condition que l'on n'ose pas s'en servir, la démocratie bourgeoise avait depuis longtemps démontré son caractère ignominieux, et qu'après elle, masque du véritable esclavage, devait venir, selon les paroles d'Engels ou le véritable despotisme (qui advint sous la forme du fascisme en Italie et en Allemagne) ou bien le communisme.

* * *

(1) A la différence des anarchistes pour qui le refus du vote relève d'une question de principes et ne tient absolument pas compte des différents moments de la dialectique historique. Dans le genre le GCI (Groupe Communiste Internationaliste) accomplit des prouesses pour, dans son dernier travail sur la cadéence (cf. Le Communiste N°23 Nov.85) nier toute évolution historique au capital et rendre complètement linéaire son évolution. C'est là un bon moyen pour se débarrasser à rebours des très gênantes positions historiques du mouvement communiste sur la question démocratique, la question nationale etc... Puisque le GCI veut prouver qu'il est et a toujours été ultra-révolutionnaire, il lui faut, ipso facto démontrer que le capital, son grand ennemi, a toujours été réactionnaire, contre-révolutionnaire etc...

Sans être nous-mêmes très ferrés en théologie, nous croyons pouvoir signaler au GCI qu'un être qui est d'emblée et de tous temps universel, total, identique dans le temps et dans l'espace, a malheureusement en même temps toutes les chances d'être éternel et de se moquer comme d'une guigne, du haut de ses qualités divines, des proclamations péremptives du GCI.